PARTI SOCIALISTE – SFIO
Conseil national des 7 et 8 novembre 1959
Puteaux

Sommaire

Le président (Georges Dardel) 1
Georges Brutelle 1
Levindrey 14
Guy Mollet 15
Marius Moutet 16
Paolantonnacci 21
Balland 21
Sicard 26
Christian Pineau 29
Arthur Conte 35
Félix Krieff 40
Guy Mollet 44
Le président (Faraud) 50
Marzorati 50
Giraud 53
Gérard Jaquet 54
Francis Leenhardt 62
Marcel Mérigonde 73
Augustin Laurent 77
Cassagne 84
Guy Mollet 89
Le président (Maurice Deixonne) 108
Georges Brutelle 108
Christian Pineau 110

Séance du samedi 8 novembre 1959

La séance est ouverte à 15 heures 30, sous la présidence de Georges Dardel.
Assesseurs : Robert (Hautes-Alpes) - Duvoud (Loir-et-Cher) et Millaud (Aude).

Le président (Georges Dardel)

Camarades, la séance est ouverte.
Je donne immédiatement la parole à Georges Brutelle.

Georges Brutelle

Camarades, à l'occasion de la convocation de ce Conseil national, une fois de plus, de nombreux camarades nous ont interrogés sur l'ordre du jour. Toutes les fois que nous avons un Conseil national de convoqué sans qu'un événement

Fondation Jean-Jaurès

politique important l'ait exigé, et sans qu'une question particulière soit portée à l'ordre du jour, les mêmes questions sont posées par des camarades : de quoi va-t-on discuter ? Qu'est-ce qu'on va faire ? Qu'est-ce qu'on va décider ?

Je dois donc rappeler brièvement ce qu'est un Conseil national ordinaire. Ce ne sera sans doute pas, hélas, la dernière fois. Le rôle du Conseil national ordinaire est d'assurer, d'après les statuts du Parti, les contacts entre le Comité directeur et l'ensemble du Parti. Il est de veiller au respect des principes du Parti, au respect des règles statutaires et à l'exécution des décisions de Congrès. C'est à ces fins que vous êtes aujourd'hui réunis et c'est sur chacun des aspects de la vie du Parti qu'il vous est possible d'intervenir dans le débat,

Il est certain que certains camarades ne s'attendaient pas à une convocation à cette date. On pensait généralement qu'à moins d'événements de très grande importance, le conseil aurait pu normalement se tenir dans le courant du mois de janvier, peut-être au début de février.

En vérité, si nous avons tenu à une date plus rapprochée, ce n'est pas le sentiment d'une incertitude quant à la pensée moyenne du Parti qui nous a guidés, et notre préoccupation essentielle n'est pas aujourd'hui celle du quitus que nous sollicitons pour l'exécution des décisions de nos Congrès. Ce qui nous a inspirés, c'est un souci d'information sur l'état de santé du Parti et plus encore peut-être, car notre conviction que cette santé n'est pas atteinte, est totale, nous avons été guidés par un souci de parvenir tous ensemble à mieux apprécier nos possibilités d'action et à raffermir notre commune volonté de faire que la vieille maison reste accueillante et que nous sachions, dans les mois qui viennent, préparer tant de nos concitoyens qui s'interrogent encore, à en franchir le seuil.

Je ne présenterai donc pas à l'ouverture de ce conseil un rapport politique d'ensemble et je m'abstiendrai tout autant de retracer dans leur chronologie les faits qui se sont déroulés depuis notre dernier Congrès. Je vais seulement essayer de rechercher si nous avons été fidèles ou non à l'orientation définie par notre 51ème Congrès dans notre action de chaque instant ou dans certaines de nos prises de position, sur des sujets de première importance.

Depuis que les ministres socialistes s'étaient désolidarisés de la politique économique et financière dans laquelle devait s'engager le gouvernement de Gaulle dans les dernières semaines de son existence, l'opposition de notre Parti n'a cessé de se renforcer sur ce terrain.

Il est bon de se remémorer l'action entreprise par nos camarades députés et sénateurs dans la lutte menée contre les atteintes à la Sécurité sociale et aux droits des anciens combattants, action vigoureuse, et poussée jusqu'à l'extrême limite des possibilités parlementaires, action soulignée par les communiqués du groupe, action sans cesse soutenue par notre presse et par tous ceux de nos militants que la propagande ne rebute pas. Mais il est surtout nécessaire d'insister sur l'effort accompli dans toute la mesure de nos moyens pour dénoncer les effets de la politique gouvernementale sur le pouvoir d'achat des travailleurs.

Pendant longtemps, en effet, nous avons eu l'impression que, malgré les efforts de notre "Populaire", malgré les efforts de notre presse et de notre

documentation, beaucoup de nos propres camarades n'avaient pas pris conscience de la réalité de l'opposition du Parti sur ce plan. Cependant, nous saisissions toutes les occasions pour affirmer et propager notre point de vue. Dès avant la rentrée, le Comité directeur se penchait sur une étude de la situation économique et sociale, préparée par notre section spécialisée de la Commission nationale d'études et par la Commission ouvrière. Le 30 septembre, il confiait au Bureau le soin de préparer un communiqué qui fut publié quelques jours plus tard.

A partir de ce moment, il a semblé que nos réactions étaient davantage prises au sérieux par une partie de la presse. Des articles de Francis Leenhardt, des interventions à la tribune, attirèrent des répliques.

Enfin, notre opposition se révélait aux autres, et lorsque Guy Mollet proclamait, dans un récent discours, que notre opposition à la politique économique et financière était totale, la presse se décidait, pour une fois, à lui faire un sort.

Je ne voudrais pas insister davantage sur ce sujet. Dans l'un des thèmes d'orientation qui vous ont été adressés à la veille du conseil, notre ami Gazier écrit :

"Certes, le groupe parlementaire a continué à combattre avec force la politique économique, sociale et fiscale du gouvernement."

Je pense donc que, sur ce point, il ne saurait y avoir entre nous aujourd'hui de dissensions.

Permettez-moi cependant de remercier nos parlementaires pour le rôle qu'ils jouent, en particulier dans le débat fiscal. Ils forgent actuellement des armes pour notre propre combat dans le pays. Nous avons pris toutes nos dispositions pour vous mettre bientôt à même de connaître le détail de cette action et d'en instruire l'opinion. Qu'ils soient également remerciés de leur vigilance face à cette sournoise offensive, toujours prête à se déclencher, contre les mutuelles agricoles ou la coopération. D'ici la fin de la session, nous aurons encore, j'en suis persuadé, bien des raisons d'être satisfaits de l'action des nôtres au Parlement.

Il est un autre domaine qui requiert la vigilance de notre Parti. Depuis le début de cette législature, les républicains sont alarmés par les menaces qui pèsent sur la laïcité et singulièrement, sur le statut de l'école. Jusqu'ici, du temps a été gagné, mais le danger subsiste de voir les éléments les plus impatients parmi les plus cléricaux provoquer des surenchères entre différentes fractions de la majorité parlementaire. Nous ne devons pas relâcher notre vigilance.

Nous avions, vous le savez, dès les premières menaces, pris contact avec les grandes organisations laïques rassemblées dans le CNAL. Les conditions de notre collaboration avec le CNAL, sont définies d'une façon claire et précise. En ce qui concerne la campagne de propagande pour la défense de l'école laïque, le CNAL fait appel sans distinction d'appartenance politique à tous ceux qui sont décidés à appuyer son action. Ceci est une condition du succès et n'appelle aucune réserve de notre part, mais nous savons comment de telles actions ne sont, pour les laïcs de circonstance qui s'appellent "communistes", qu'une occasion de faire appel aux masses pour faire pénétrer leurs mots d'ordre et

Fondation Jean Jaurès

prendre la direction du mouvement. Nous savons également que serait dépouillée de son sens toute action de défense laïque qui apparaîtrait dominée par le Parti Communiste, et que se laisser imposer cela serait, en réalité, faciliter le jeu des adversaires. Comme nous, les organisations du CNAL l'ont compris et toutes les consignes données par le CNAL ont reçu notre entière approbation.
Ces consignes précisent que la direction de l'action doit rester, à tous les échelons, dans les mains des organisations laïques et que, seuls, prennent la parole les représentants de ces organisations dans toutes les manifestations publiques.
Il est bien évident que cela ne nous met pas à l'abri de toute exploitation par des éléments communistes, mais notre propre vigilance aux échelons départementaux et aux échelons locaux peut beaucoup. Il faut que nous soyons toujours présents, nous appuyant sur les consignes nationales du CNAL, les rappelant et en exigeant le respect.
Dans l'ensemble, nous devons d'ailleurs nous féliciter de la réussite de la dernière campagne du CNAL. Bientôt, vous recevrez des instructions pour une nouvelle campagne. Faisons en sorte que ce soit encore un succès.
Mais le CNAL ne s'est pas contenté d'organiser des meetings. Comme nous-mêmes, il s'est préoccupé d'organiser la riposte en cas d'offensive sur le plan parlementaire. Respectueux de nos conventions, je ne dirai rien aujourd'hui à ce sujet. Soyez sûrs que nous sommes prêts. Attendons donc, sans l'inviter à se hâter, que le gouvernement, qui a été saisi des conclusions de la Commission scolaire, fasse connaître son projet.
Je ne saurais laisser ce sujet sans rappeler au conseil que le Comité directeur, ayant vu approuvée par le dernier Congrès sa demande à PO Lapie de se retirer de la Commission scolaire, a été amené à réitérer auprès de lui cette demande.
Après audition de Lapie, le Comité directeur fut amené le 22 juillet à accorder à celui-ci un délai de réflexion de quelques jours.
Placé le 29 juillet devant le refus formel de PO Lapie, le Bureau, sur mandat du Comité directeur, décidait de déférer ce camarade devant la Commission nationale des conflits. L'intérêt du Parti lui en faisant obligation, il rendait cette décision publique. En refusant de s'incliner devant la décision du Parti dans de telles conditions, Lapie s'excluait lui-même. C'est ce que devait confirmer ensuite la sentence rendue par la Commission nationale des conflits.
Abordons maintenant le problème qui domine la politique française, l'un de ceux à propos desquels il semble encore rester entre nous des points importants de désaccord : le problème algérien.
Ces derniers temps ont été essentiellement marqués par la déclaration du 16 septembre. Quelques heures après cette déclaration, le Bureau du Parti publiait un communiqué approuvant l'orientation générale de la déclaration. Ce communiqué comportait une réserve formulée dans les termes suivants :
"Certes, le rappel de l'offre de cessez-le-feu, laquelle reste la condition première du succès même du plan proposé, ne correspond pas au souci exprimé en notre dernier Congrès ; il eut été souhaitable que cette offre fut renforcée et précisée."
Et ce communiqué contenait encore une autre chose. Il formulait un espoir, dans

des termes qui ressemblent fort à une invitation et qui sont les suivants :
"Il formule l'espoir que, de tous côtés, chacun mettra tout en œuvre pour que se révèlent inutiles les délais actuellement envisagés pour assurer le retour rapide à une paix définitive."
L'ensemble du texte ne donnait pas à tous les membres du Bureau une satisfaction totale. Quelques-uns craignaient bien que sa tiédeur ne risquât de représenter quelque encouragement pour le FLN. J'avoue que, sur le moment, j'aurais personnellement préféré que nous attendions les premières réactions du FLN, avant de rappeler ce qui est toujours nécessaire, notre exigence sur l'offre de cessez-le-feu. Par contre, quelques autres camarades souscrivaient plus volontiers aux réserves qu'à l'approbation de l'orientation générale.
Cependant, quelques jours après la déclaration, on devait mieux en mesurer la portée. Tout ce qui en fut retenu dans le monde entier, c'est le pas décisif que comportait la proclamation du droit à l'auto-détermination. Dans toutes les capitales occidentales, les réactions furent favorables. Quelques capitales arabes réagirent aussi positivement. La presse tunisienne et Bourguiba affichèrent leur satisfaction.
Depuis, nous avons vu Le Caire reconnaître qu'il y avait progrès dans la position de la France et il n'est pas aujourd'hui jusqu'aux amis de Jacques Duclos qui, à la suite de Maurice Thorez inspiré par MK, ne consentent à rectifier les déclarations du Bureau politique condamnant comme démagogique et hypocrite la déclaration du 16 septembre.
On dira sans doute à propos du PC qu'il s'agit avant tout de politique internationale et qu'il faut bien préparer la venue de Khrouchtchev. Il faut cependant admettre que ce doit être avec soulagement que nos communistes ont pris le virage. L'accueil fait dans l'opinion publique aux déclarations de de Gaulle ne devait pas les laisser sans inquiétude. D'autre part, les réactions hésitantes d'abord, puis de plus en plus hostiles du monde des ultras, devaient nous prouver que, de ce côté-là aussi, on avait mesuré la portée du geste.
Bien avant la déclaration, on avait préparé le climat d'hostilité. "Tant de risques n'ont-ils été courus que pour nous replacer sous l'emprise du statut de M. Depreux", écrivait Finsiguéral le 14 août.
"Si l'on envisage de traiter avec les assassins, il était inutile que nous nous engagions", le Pacha d'Abou Halem à la même époque.
Mais après la déclaration, ce furent vite les atteintes violentes, parfois des injures.
"C'est un grand malheur pour la France, ainsi revenue au temps de Charles 4, où elle a eu pour chef un roi fou", dit M. Boyer-Bans, qui considère de Gaulle comme le chef du clan des bradeurs."
Ce furent aussi les réactions violentes des élus algériens à l'Assemblée Nationale. Ce fut la constitution du RAF, le trouble de l'UNR qui procéda à des exclusions de parlementaires. Ce fut Weygand, puis le maréchal Juin embouchant la trompette. Ce fut aussi la renaissance de l'atmosphère de complots que nous avions déjà connue en 1957 et 1958.
A propos de ces complots, je ne rechercherai pas, nous ne sommes pas en

mesure de le faire, où est l'exacte vérité entre leur réalité et l'usage qui aurait pu être fait, selon certains, de leur évocation au profit du gouvernement. Nous savons qu'il existe un monde où l'on ne rêve que de complots. Il est dangereux d'en rire à trop bon compte. Tout cela ne parait pas sérieux, jusqu'au jour où un projectile lancé avec une arme de fortune vient tuer dans son bureau un commandant Rodier, collaborateur du général Salan. Et les meneurs ne paraissent pas sérieux, jusqu'au moment où toute une population inquiète, exaltée, se jette dans la rue et se les donne pour chefs, bousculant un régime.

Dans notre désir de voir s'accomplir de nouveaux gestes positifs, il est souhaitable que nous ne perdions pas de vue la nécessité de prévoir les risques et de les dominer. C'est parce que, dans les conditions où il exerce le pouvoir, de Gaulle est mieux placé que quiconque pour les dominer, ces risques, que Guy Mollet n'a pas hésité à affirmer que la solution du problème algérien lui semblait passer par de Gaulle.

Mais sur l'autre front, que fut la réaction du FLN ? Il est des camarades qui furent très déçus de la réaction du FLN. D'autres, au contraire, dès les premières heures, y trouvaient toutes sortes d'éléments encourageants.

Il ne faut pas faire subir, certes, à la déclaration du FLN le sort que l'on n'a pas fait subir à celle du Président de la République. Prendre phrase par phrase la déclaration de de Gaulle nous permettrait de faire maintes critiques et, une fois de plus, de nous poser quelques points d'interrogation.

Faire de même avec le texte du FLN serait très décevant.

N'oublions jamais :

1) Que le FLN, pour négocier, a besoin de sauver la face, et

2) Qu'il a, lui aussi, ses propres difficultés internes.

Il convient, en tous cas, de se rappeler la longueur du délai que le FLN se donna, ou bien qui lui fut nécessaire, avant de publier sa réponse. Ceci souligne sans doute davantage encore la portée de la déclaration du 16 septembre.

Notons que la réponse du FLN présentait comme un fait positif la proclamation du droit à l'auto-détermination. Notons que, sans opposer le préalable de l'indépendance, le FLN se déclarait prêt à engager des pourparlers avec le gouvernement français, afin de discuter des conditions politiques et militaires du cessez-le-feu, des conditions et des garanties de l'auto-détermination.

Certes, il n'est pas nécessaire de faire une interprétation extrême, en des sens opposés, de l'ensemble des deux textes, celui du FLN et celui de de Gaulle, pour considérer qu'il reste à franchir des pas considérables. Même sur la dernière partie du texte FLN que je viens de citer - et si j'oublie que, d'un côté, on parle d'organisation politique de la rébellion, et de l'autre, de gouvernement provisoire - il reste à savoir ce qu'on entend par conditions politiques. Et maintes autres questions se posent, mais qu'il semble maintenant sans doute préférable d'aborder par d'autres voies que par celles des déclarations ou des communiqués.

Aussi, même les camarades qui se sentaient les plus déçus de la réponse du FLN, conscients de l'attitude dangereuse de la presse qui soulignait tous les aspects négatifs de la réponse, accepteront-ils les deux derniers paragraphes de

la résolution adoptée par le Comité directeur le 30 septembre : "se refusant à négliger le fait que la déclaration du FLN représente par rapport à celles d'un passé récent un effort et un progrès réel, condamnant l'attitude d'une grande partie des informateurs qui dépeignent cette déclaration comme strictement négative, comme si le refus qu'ils dénoncent les emplissaient de soulagement, estimant au contraire que des possibilités d'une discussion sur un cessez-le-feu sincère, sans préalable politique, existent désormais, et manifestant leur ferme espoir que le Président de la République utilisera au maximum toutes les chances de mettre fin au drame algérien."

Par contre, le paragraphe qui précédait avait fait l'objet de certaines difficultés. Le voici :

"Les Socialistes, comme la très grande majorité des Français, espéraient que les chances d'une solution démocratique et pacifique du problème algérien seraient immédiatement saisies, d'où leur regret que, par certains de ses aspects, la position affirmée par le FLN ne réponde pas suffisamment à l'attente des partisans d'une paix rapide."

J'ai voulu rappeler ces textes, car il n'est pas contestable qu'il existe entre nous des divergences dans l'appréciation des attitudes qui sont prises par l'une ou l'autre des parties en cause dans ce drame algérien. Il ne me semble pas que le rappel de ces textes puisse permettre de dire que la position du Parti ait manqué de personnalité.

Ayant cédé à l'envie de faire ce rappel de textes, je me dois de donner lecture au conseil, pour que l'information soit sur ce point complète, de l'amendement que présentait Albert Gazier :

"Le Comité directeur estime que, pour mettre fin au combat, l'offre de pourparlers à ceux qui se battent doit être renouvelée dans des conditions qui ne peuvent être confondues avec l'exigence d'une capitulation. La négociation sur le cessez-le-feu ne peut exclure la recherche d'un accord sur les garanties réciproques permettant au peuple algérien d'adopter dans une consultation sincère et libre, la solution politique de son choix."

La première partie de ce texte de Gazier était la reproduction de notre résolution de Congrès. La seconde partie était reprise en partie d'un autre paragraphe qui, dans la même résolution, comporte d'autres précisions qui ne sont pas du tout négligeables. Mais il est bien clair que ce n'est pas dans la volonté de rejeter un texte issu du Congrès que le Comité directeur préféra celui qui fut, en définitive, adopté.

Il s'agissait pour lui de serrer l'actualité et d'apprécier directement l'événement constitué par la déclaration du FLN.

Depuis la publication de ces deux déclarations, rien ne peut véritablement nous faire dire que la situation ait évolué. Deux déclarations qui, sans avoir toute la solennité de celle du général de Gaulle, mais se référant à celle d'octobre 1958 sur le cessez-le-feu, allaient cependant dans le sens de nos préoccupations. Celle du ministre des Affaires étrangères à la télévision américaine, désignant le FLN comme l'interlocuteur pour le cessez-le-feu, déclaration qui ne fut pas démentie et qui contredit l'interprétation parfois donnée à l'offre de paix des braves,

interprétation selon laquelle il s'agirait d'une simple capitulation des bandes. L'autre déclaration enfin, celle du Premier Ministre, à l'occasion du débat parlementaire, rappelant que les conditions d'un cessez-le-feu, telles qu'elles avaient été précisées en octobre 1958 par le général de Gaulle, restaient intégralement valables, les représentants des combattants du FLN n'ayant qu'à demander des visas pour se rendre à Paris, garantie leur étant donnée en cas d'insuccès des pourparlers qu'ils auront l'entière possibilité du retour, le gouvernement devant d'ailleurs préciser au moment voulu toutes les garanties que chacun obtiendrait pour l'exercice futur de la liberté.

Nous en étions là, lorsque la décision fut prise d'émettre un vote favorable à l'issue du débat de politique générale. Il est hors de question que l'on puisse supposer qu'en apportant ce jour-là nos suffrages, nous ayons accepté de cautionner autre chose que la déclaration du 16 septembre. Pour l'opinion publique, c'était bien essentiellement de cela qu'il s'agissait. Je crois utile cependant de rappeler en quels termes René Schmidt le précisa à la tribune.

"Nous affirmons notre accord" - dit-il - "sur la déclaration du 16 septembre et les perspectives de paix qu'elle ouvre. Tout ce qui pourrait diminuer l'autorité du Président de la République pour régler le problème algérien serait une erreur. Tout ce qui pourrait, sur le plan international, diminuer la France en laissant croire que la déclaration du 16 septembre n'a pas l'appui de la majorité de la population française, serait une erreur. Tout ce qui pourrait amener le FLN à espérer une autre chance que celle que représente le président de Gaulle, serait une erreur. Nous vous apportons donc nos suffrages, Monsieur le Premier Ministre, sans que notre vote puisse être interprété comme une acceptation de votre politique en d'autres domaines, ni qu'il puisse impliquer la confiance au gouvernement. "

Et maintenant, approchons-nous du cessez-le-feu.

Sans relâche, le Parti s'est conformé aux décisions de son Congrès. Jour après jour, tout en dénonçant les ultras, "Le populaire" revient sur la nécessité des pourparlers. Par la voix de Gaston Defferre, nos camarades du Sénat ont à leur tour posé le problème des développements qu'implique la déclaration du 16 septembre. On a dit que le GPRA était susceptible d'envisager de s'effacer dans la négociation au profit d'une délégation de militaires. On a lancé qu'il faudrait libérer Ben Bel là pour qu'il puisse participer à d'éventuels entretiens. On a imaginé Ferhat Abbas accompagnant les négociateurs au seul titre de conseiller. Qu'y a-t-il de sérieux dans tout cela ? On nous dit encore qu'à Tunis, on considère que l'heure de la négociation recule. Dans le même temps, on prétend que Rabbat resté prudent pendant que Bourguiba disait son enthousiasme, serait maintenant susceptible de favoriser l'évolution des événements.

Et puis, de Gaulle doit parler le 10 novembre et chacun s'interroge sur ce qu'il dira. Abordera-t-il la question algérienne ? Il y a là, pour notre conseil, une abondante matière à débat.

Sachons apprécier l'importance des difficultés qui subsistent, mais que notre patience soumise à dure épreuve ne nous égare pas. Des progrès s'accomplissent chaque jour. Si tous les discours officiels ne nous satisfont pas, si l'examen des

instructions officielles nous fait apparaître que l'on est loin encore du langage que nous souhaitons voir tenir, sachons discerner à travers bien des documents les transformations qui s'opèrent. Dans le langage qui est tenu à l'armée, aux fonctionnaires, vous constatez qu'il n'est plus question de la pacification comme seul moyen de mettre un terme à la guerre. On s'habitue progressivement à la possibilité d'un cessez-le-feu. L'intégration a fait place à l'idée d'une "solution française" et quand on parle de "solution française", il devient question d'une solution qui organise des liens entre l'Algérie et la France.

On peut s'étonner de cette préparation psychologique. On peut dire que l'armée, l'administration, après tout, n'ont qu'à obéir. C'est vrai, mais nous ne pouvons avoir oublié tout de même la leçon de faits trop récents et nous ne pouvons la considérer comme superflue.

En dehors de la politique algérienne, à propos de laquelle la majorité du Parti n'a pas le sentiment de s'être rangée à l'avis du Président de la République, car il lui apparaît que son action va dans le sens soutenu par le Parti, et essentiellement par le Parti, et que cette action provoque les réactions des mêmes adversaires fascistes et ultras, que nous avons connues lorsque nous-mêmes avions des responsabilités, on ne peut pas dire qu'il y ait abdication de notre personnalité dans ce domaine. Nous sommes parvenus, dans le domaine de la politique étrangère, lors de notre dernier Congrès, à nous mettre d'accord sur une résolution. On pouvait redouter que cette unanimité ne résistât pas à l'heure de prendre plus précisément certaines positions. Je pense que c'est le contraire qui se produit.

Ne devons-nous pas nous réjouir que la politique définie par le gouvernement ait pu permettre à notre camarade Jules Foch d'accepter le renouvellement de sa mission à la Commission du désarmement ? Et si déjà, avant notre Congrès, Guy Mollet avait été amené à souligner devant l'assemblée certains de nos désaccords avec les conceptions présidentielles et gouvernementales, il est sans doute encore possible aujourd'hui d'affirmer que les interventions faites au nom du groupe par Arthur Comte sont marquées de notre volonté d'indépendance. Qui mieux que lui a su se féliciter de l'invitation faite à Khrouchtchev en mettant en garde contre les illusions ? Evoquant les dangers de l'opération charme, l'incertitude des hypothèses que l'on bâtit sur les rapports entre Moscou et Pékin, il a rappelé le devoir qui est le nôtre de n'abandonner aucun homme libre et de ne sacrifier ni les premières constructions européennes ni l'alliance atlantique. Il a en même temps développé l'ensemble des positions du Parti, y compris sur le désarmement et sur l'Europe.

Quant aux questions relatives à la communauté, la lecture de la résolution du 51ème Congrès démontre abondamment que nous ne les abordions plus depuis de nombreux mois qu'avec énormément de circonspection.

Il y avait, avant tout, dans cette attitude, le souci de voir ce que serait l'évolution des jeunes états et vers quel choix s'orienteraient leurs élites politiques.

L'heure est venue où le Parti devra fixer sa position dans un certain nombre de domaines, mais je ne vois pas qu'il puisse y avoir de grosses difficultés entre nous sur ce point, ni que nous ayons de bien grandes chances d'avancer des

propositions très originales.
Notre souci essentiel doit rester surtout de renforcer notre contact avec les élites africaines et malgaches et d'essayer de susciter des vocations socialistes.
Reste un sujet important, à propos duquel certains camarades nous reprochent un manque d'effort, celui du regroupement de la Gauche.
Nous l'avons affirmé unanimement, ce regroupement est nécessaire, mais sans doute, la même unanimité n'existe pas entre nous lorsqu'il s'agit de nommer les organisations qui devraient former le regroupement.
Des efforts avaient déjà été tentés bien avant le dernier Congrès national, l'idée de départ étant de constituer un regroupement le plus large possible et des sondages avaient été entrepris en direction de certaines personnalités du Mouvement républicain populaire. Il est très vite et très nettement apparu qu'il n'y avait pas, dans la période présente, d'espoir de ce côté. Si nous devions risquer d'être en désaccord sur la présence du MRP dans un éventuel regroupement, il s'est pour l'instant chargé de nous éviter cette difficulté.
Aussi, nous nous sommes essentiellement trouvés en tête-à-tête avec le Parti Radical socialiste, un tête-à-tête certes prometteur, car les conversations répétées que nous avons eues pour mettre au point une plate-forme commune ont donné des résultats très satisfaisants, mais ce n'est pas, nous en sommes bien convaincus, une simple alliance entre Socialistes et Radicaux qui est susceptible présentement de créer un courant d'opinion et le ralliement du centre des Indépendants de gauche et Socialistes indépendants ne suffit pas à lui seul à donner une base suffisante à ce regroupement.
Certes, nous aurions souhaité trouver une formule, une formule qui permette au mouvement syndical libre comme à la coopération et même à la mutualité, de se joindre à nous, dans une sorte de rassemblement travailliste à large base populaire et à puissants moyens d'action. Sans aucun doute, cela aurait constitué dans notre pays une nouveauté et nous aurions pu rapidement connaître un succès certain, mais en ce domaine, notre volonté ne suffit pas pour réussir. Je crois que, de Congrès en Congrès, nous en parlons avec un peu trop de facilité et en nous cachant les réalités. Des tentatives de contact en vue d'action commune limitée ont été maintes fois renouvelées. Toutes les fois, au bout de la course, nous avons été mis en échec par la volonté bien déterminée des organisations syndicales ou du mouvement coopératif de rester purs de toute souillure ! Le mythe de l'indépendance est, pour les uns et les autres, encore plus puissant qu'on ne l'imagine et il domine toutes les réalités. Même lorsqu'il s'agit d'organiser en commun une association de défense des consommateurs, il apparaît impossible de s'assurer la présence des coopératives de consommation et le risque du seul tête-à-tête avec le Parti conduit Force ouvrière à chercher d'autres concours.
Dans un domaine où pouvait s'exercer une action concrète avec un moindre risque pour les organisations non politiques, nous avons enregistré encore récemment un échec et cela, malgré notre acceptation de certaines conditions, en particulier celle de faire en sorte qu'il s'agisse d'une association de personnes et non d'un groupement d'organisations.

Fondation Jean Jaurès

Alors, comment voulez-vous que nous trouvions un climat plus favorable lorsqu'il s'agit de constituer un regroupement à objectif politique ?
Peut-être avancera-t-on que tout serait plus facile si nous réussissions à entraîner toute la Gauche non communiste dans un tel mouvement. Je ne le crois pas. Même dans ce cas, nous nous heurterions encore aux mêmes difficultés et nous entendrions les mêmes arguments.
C'est un long travail qu'il nous faut entreprendre afin d'amener les intéressés à nos conceptions.
Mais, dira-t-on, qu'avez-vous fait à l'égard des autres formations de la Gauche non communiste ? Je pourrais répondre qu'il n'était sans doute pas mauvais d'attendre l'évolution des rapports qu'elles ont entre elles. Nous avons d'abord assisté à des tentatives de fusion entre le PSA et l'UGS. Nous avons connu le ralliement de Mendès-France et de ses amis au PSA un ralliement qui ne semble pas s'opérer sans difficulté, du moins quant aux amis. Et maintenant, nous nous préparons à voir s'effectuer la fusion entre l'UGS et le PSA nouvelle formule.
Nous pourrions considérer qu'il est souhaitable d'attendre ce que sera ce nouveau Parti, quelle sera sa plate-forme idéologique, quelles seront ses positions sur l'essentiel des problèmes de l'heure, quelle sera aussi sa tactique. Jusqu'à présent, nous n'avons guère constaté de bonne volonté qu'à l'égard du Parti Communiste, avec lequel on admet, dans certaines circonstances et sur certains sujets, de pratiquer l'unité d'action.
A notre égard, on est loin d'être aussi bien disposé, car si nous lisons la presse du PSA, il faut bien convenir que nos ex-camarades ont très vite accompli un très long chemin et qu'ils ne connaissent pas de pire adversaire que la SFIO, à laquelle ils destinent tous leurs coups.
Je sais que les Socialistes SFIO doivent se montrer généreux et compréhensifs, mais je me demande depuis longtemps déjà si beaucoup de nos militants ne pensent pas que nous montrons une capacité d'encaissement qui fait davantage penser à de la faiblesse qu'à une réelle sagesse !
(Applaudissements)
L'organisation même d'une nouvelle tentative de scission dans nos rangs ne nous a même pas été épargnée, et pourtant, même à ceux-là, nous n'avons pas fermé la porte, estimant que la meilleure méthode pour parvenir au rassemblement était d'en préparer le climat, nous avons lancé "démocratie 59", qui est essentiellement destiné à nos yeux à cela. Certes, c'est seulement à titre personnel qu'il sera possible de recueillir le point de vue de militants syndicalistes ou coopérateurs, mais c'est d'abord l'échange et la confrontation des idées qu'il faut permettre. A ce stade, et quelles que soient les préventions que peuvent avoir de nombreux camarades, il est possible d'amener dans la discussion tous les démocrates, et c'est bien, n'est-ce pas ? L'esprit démocratique qu'il faut réveiller, la confiance en la démocratie qu'il faut faire renaître dans ce pays.
Les dirigeants officiels du PSA aussi bien que les autres, Mendès-France lui-même, ont été invités à participer à ces discussions qui s'amorcent. L'avenir seul nous dira s'ils comptent prendre le départ, dans cette première phase qui veut

être une confrontation et une recherche. Répondront-il s au premier pas que nous avons fait, malgré tant d'obstacles ? La question est pour l'instant posée.
Mais je voudrais parler maintenant de la santé du Parti. Si nous examinons la situation de nos effectifs à cette date, il est possible d'escompter une chute un peu supérieure à 10% en fin d'année. Est-ce grave ? Certes pas, après une période de secousse comme celle que nous avons connue en 1958. Certes pas, si l'on songe que les années de campagne électorale, nous enregistrons toujours une légère chute, une chute qui a des origines mécaniques ; on place moins bien le matériel quand on est préoccupé par l'organisation d'une campagne ; ce n'est pas partout ainsi, mais c'est dans beaucoup de fédérations. La fin de 1958 et le début de 1959 ont connu des campagnes qui ont accaparé l'opinion. Il faut reconnaître cependant qu'une partie des effectifs perdus a pour origine la scission. Certes, ceux qui sont allés au PSA sont le moins grand nombre et la majorité du PSA est loin d'être composée de camarades qui avaient en 1958 acquitté des cotisations à la SFIO, mais nous sommes victimes du phénomène qui accompagne toujours les scissions. Il y a ceux qui adhèrent au nouveau Parti, mais il y a aussi ceux qui découragés, restent chez eux. Je pense qu'il en est ainsi quelques milliers et qu'il nous faut faire un très gros effort de contact et d'explication auprès de tous les militants pour éviter que ne risque de s'amorcer une chute lente qui pourrait devenir dangereuse.
Cependant, peut-on dire que l'attrait du PSA ait joué autant que l'on aurait pu le craindre ? Certainement pas. La meilleure preuve de santé du Parti n'est-elle pas en définitive l'échec de la grande entreprise de décrochage, bien préparée et bien réglée, à laquelle participèrent Tanguy-Prigent, Auban, Berthet, Briffaut, Cartier et quelques autres. Interrogez les représentants de leurs fédérations et vous verrez le peu de camarades qu'ils ont entraînés. Là même où nos craintes étaient les plus sérieuses, Finistère et Isère, il règne certain trouble parmi les militants, mais les fédérations ont été sauvées.
Des dispositions ont été prises pour assurer, cette année, au moins, une fois la visite de chaque fédération par l'un des camarades du secrétariat du Parti. Un effort sans précédent de visites et de tournées va être accompli, à condition que les fédérations nous facilitent un peu la tâche en ne bousculant pas trop le calendrier établi et en préparant sérieusement le travail en vue de rendre efficaces les déplacements envisagés.
Nous projetons également, en plus de l'effort demandé sans cesse personnellement à Guy Mollet par les fédérations - d'une façon un peu égoïste et qui tue notre Secrétaire général, sans que le rendement soit suffisant, car on fait de lui une utilisation anarchique, les exigences de chacun rendant impossible son emploi rationnel - nous projetons, dis-je, d'organiser dans le premier semestre de 1960, 5 ou 6 grandes manifestations à travers la France, à l'occasion de rassemblements de caractères régionaux.
Enfin, nous faisons un effort de regroupement de nos publications. Nous envisageons certaines transformations assez prochaines de notre "Popu-dimanche" que nous souhaitons voir devenir une sorte d'organe de chaque famille militante ou sympathisante.

Puisqu'il est question de nos publications, je signalerai que, cédant aux nombreuses observations faites au dernier Congrès, lorsque nous débattions des ressources du Parti, nous nous acheminons vers le retour aux méthodes d'avant-guerre, en rendant payant progressivement l'envoi des brochures et des tracts et en rétablissant autant que possible le paiement pour le matériel de propagande. La brochure payée sera-t-elle plus sûrement lue que celle offerte gratuitement ? C'est possible. En tous cas, le résultat de notre première expérience avec la vente de la brochure Jaurès est encourageant, puisqu'il nous a fallu la rééditer et que nous sommes arrivés à un chiffre de vente excellent, par rapport même à l'avant-guerre. 7 000 brochures ont été vendues. C'est sans doute là encore un signe de bonne santé. Nous vendions chaque année en moyenne, je crois, de 13 à 17 brochures d'éducation à la librairie du Parti, lorsque nous avions l'habitude des brochures gratuites.

Mais j'en arriverai, pour finir, à une décision prise par le Comité directeur et qui peut soulever quelques difficultés à la fois de procédure et de fond.

Plusieurs camarades ont pensé que, dans l'intérêt même de la santé du Parti, il serait souhaitable que nos divergences sur certains problèmes d'actualité soient mieux connues afin de provoquer un réveil de la pensée dans le Parti, afin de donner par là même plus de vie à nos sections, afin que les camarades dont le désaccord avec les positions majoritaires est marqué, ne se sentent pas isolés, ne se rebutent pas et ne finissent pas par déserter les réunions, en attendant de ne plus renouveler leur feuillet, mais prennent conscience de ce que leurs inquiétudes et leurs pensées sont défendues chaque jour à l'intérieur du Parti.

Plusieurs décisions ont été prises. Un effort nouveau de publication des différentes thèses sera accompli. Nous connaîtrons une publication plus fréquente de points de vue et controverses, et chaque fois que cela apparaîtra nécessaire, le bulletin intérieur ou même la documentation socialiste pourront publier les points de vue des camarades. C'est ce que nous avons fait pour ce conseil.

Ceci concerne nos publications intérieures et je ne pense pas qu'il y ait opposition à un tel effort, dans la mesure où l'on assurera au Parti, bien sûr, les ressources suffisantes, mais dans sa décision, le Comité directeur est allé plus loin.

Il a décidé qu'en ce qui concerne la presse extérieure au Parti, la participation de camarades, à titre personnel, serait appréciée avec la plus grande largeur de vue possible, étant bien entendu qu'il ne saurait être question ni d'engager de polémiques entre des militants, ni de combattre les décisions adoptées par nos assises nationales. De plus, il a été également décidé que des controverses pourraient être ouvertes dans le "Populaire-dimanche", sur des sujets d'enquêtes, dont le choix sera décidé au sein du Bureau du Parti. Des dispositions ont déjà été prises par le Bureau pour commencer ces enquêtes.

Ces dernières dispositions sont, sans aucun doute, en contradiction avec l'article 69 de nos statuts et avant de devenir définitives, elles nécessiteront une modification statutaire, mais il est bien entendu que, dans l'esprit de la majorité, il s'agit d'une expérience et qu'il n'a été dans la pensée de personne, à un seul

moment, de vouloir violer délibérément nos statuts. Ce n'est donc pas sur le plan de la procédure qu'il peut paraître souhaitable qu'un débat s'engage au conseil sur ce point. C'est de l'intérêt, des avantages et des inconvénients de l'expérience qu'il nous faut discuter. Minoritaire sur ce point, je ne me permettrai pas, dans le cadre de ce rapport, d'examiner les arguments des uns et des autres ; j'ai peur d'être passionné et je ne sais pas si j'éviterais d'être partial !
Qu'il me soit seulement permis, en terminant, d'espérer que tous les aspects de ce problème seront évoqués devant le conseil.
Il arrive que la portée des décisions qui concernent la structure et les méthodes d'un Parti Socialiste, puisse quelquefois avoir plus d'influence que les décisions apparemment les plus graves en matière de tactique politique. Je souhaite que ce soit en ayant conscience de cela que le conseil, à la suite du Comité directeur, prenne sur ce point ses décisions.
(Applaudissements)

Le président - Camarades, nous allons ouvrir la discussion générale. Je demande aux camarades qui veulent intervenir de bien vouloir se faire inscrire à la tribune.
La parole est au camarade Levindrey.

Levindrey

Camarades, en fait, je n'avais pas demandé la parole. Je voulais faire une simple interruption et je m'étais adressé à Brutelle, mais Brutelle ne m'a pas permis de l'interrompre et c'est pourquoi je viens, à la tribune, vous apporter cette interruption.
Je serai très bref, mais je veux m'élever contre les termes du jugement pris par la Commission des conflits et contre sa conclusion. Il est dit que "Lapie s'est volontairement exclu". C'est une formule nouvelle qui, d'ailleurs, prend chaque jour de l'extension, puisque maintenant, il y a des attentats volontaires et que, bientôt, aux assises, on dira qu'un criminel s'est volontairement condamné à mort. J'admire ces précautions de style et je félicite au passage le président de la Commission des conflits, notre brave ami Sicard, qui ne nous avait pas habitués à tant de prudence !
Je tiens à m'élever contre cela. Un camarade de la fédération socialiste de l'Aisne, un jeune militant, avait déposé une demande de contrôle ; lorsque je lui ai communiqué le texte, il a protesté, et le bureau fédéral, saisi de la question, m'a chargé de venir apporter à cette tribune une protestation énergique.
Lapie aime sans doute les situations équivoques.
(Mouvements divers)
Mais je ne fais aucune allusion à quoique ce soit !
(Rires)
Mais enfin, je me demande pourquoi vous riez !
(Rires)
Je m'étonne qu'on n'ait pas été plus sévère dans notre Parti à son égard, car en

Fondation Jean-Jaurès

juillet dernier, il s'est répandu en propos équivoques - je le répète volontiers - notamment dans la fédération de Meurthe-et-Moselle, où il a dit qu'il était d'accord avec Guy Mollet, qu'il était d'accord avec Forestié. Ces propos ont été répandus dans les fédérations. Alors, lorsqu'on lit ce jugement de la Commission des conflits, on se demande si véritablement, on s'est dressé contre Lapie comme il le convenait.
Je suis né en Bretagne, aux environs de Rennes. Lapie aussi et ce n'est pas un conflit que je viens apporter en la matière, mais le père de Lapie était recteur d'académie à Rennes...

Dans la salle - A Paris.

Levindrey - A Paris aussi, mais également à Rennes.
A ce moment-là, les étudiants royalistes venaient faire du chahut sous ses fenêtres, l'attaquaient au sujet de la laïcité et de la position qu'il avait prise. Quand on porte un nom semblable, quand on a été ministre de l'Education nationale, on ne joue pas avec la laïcité. On prend des attitudes plus nettes.
Lorsqu'on trahit - car j'estime que c'est une trahison la Commission des conflits se doit de prononcer l'exclusion, et là, elle devait exclure Lapie, comme souvent elle a exclu d'autres camarades qui n'en avaient pas fait autant !
C'est au nom de la fédération socialiste de l'Aisne que je viens adresser une protestation énergique.
(Applaudissements)

Le président - La parole est à Guy Mollet.

Guy Mollet

Il y a un malentendu et je voudrais convaincre Levindrey.
Tout à l'heure, dans un rapport qu'il a voulu bref, notre Secrétaire général adjoint, Georges Brutelle, n'a pas lu tout ce qui avait été décidé par le Bureau. Alors, je vais rappeler la décision entière du Bureau.
"Le Bureau - à la date du 29 juillet - décide :
1) De déférer PO Lapie à la Commission nationale des conflits, aux fins d'exclusion."
Il n'y a pas de variante : "aux fins d'exclusion". Et je fais là un commentaire. Normalement, le Bureau aurait dû s'en tenir là et laisser le soin à la Commission nationale des conflits de prendre sa décision, exclusion ou non, mais de prendre sa décision. Mais souvenez-vous de la date. Souvenez-vous de l'émotion. Non seulement Lapie refusait d'accepter les décisions du Parti, de s'incliner devant les décisions du Parti, mais fait plus grave, sur le plan moral, selon la formule d'un de ceux à qui il doit cette nomination, il "touchait son salaire" avant d'avoir fini son travail, c'est-à-dire qu'il était nommé à un poste de la haute autorité de la Communauté charbon acier. C'était moralement inacceptable. Nous ne pouvions pas, nous Bureau, sur le plan politique, nous contenter du geste formel qui consistait à envoyer l'intéressé à la Commission des conflits, et à attendre

Fondation Jean Jaurès

que la Commission des conflits qui à, hélas, un peu de pain sur la planche, en vienne au cas Lapie, surtout que c'était, je le répète, le 29 juillet et que le mois d'août est un mois creux pour beaucoup.
En conséquence, nous avons, le même jour, décidé de publier un communiqué. Voici ce communiqué :
"Conformément aux décisions du Congrès national, concernant les menaces dirigées contre l'école laïque et l'unité de la nation, ainsi que les conditions dans lesquelles PO Lapie avait accepté la présidence de la Commission scolaire créée par le gouvernement, le Comité directeur avait invité Lapie à se retirer de cette Commission.
Réuni le 30 juillet, le Bureau a pris connaissance de deux lettres de PO Lapie, l'une sollicitant sa mise en congé de Parti à la suite de sa désignation comme membre de la haute autorité de la CECA, et l'autre disant son refus de se retirer de la Commission scolaire.
S'agissant de la mise en congé de Parti, le Bureau précise qu'aucune disposition statutaire n'a jamais existé permettant de donner suite à une semblable demande. Il estime d'ailleurs inconcevable qu'un Parti Socialiste puisse placer, pour quelque raison que ce soit, certains de ses militants dans une telle situation. Chacun a le droit d'abandonner sa qualité de membre du Parti par la démission et l'organe habilité du Parti a le droit de retirer cette qualité en prononçant l'exclusion d'un de ses membres. Il n'existe et ne saurait exister d'autres termes à l'alternative.
Constatant le refus de Lapie de respecter les décisions du Congrès, le Bureau estime que l'intéressé s'est placé lui-même hors du Parti et décide de le déférer à la Commission des conflits, aux fins d'exclusion."
Il n'y a aucune contradiction entre les deux termes. Le Bureau ne pouvait pas décider de l'exclusion, mais le Bureau pouvait considérer utile de dire à l'ensemble du Parti : en attendant la décision de la Commission des conflits, d'ores et déjà, nous estimons qu'il a mérité cette exclusion en s'étant lui-même mis hors du Parti.
Il ne peut pas être donné une autre interprétation à tout ceci. Il n'y a aucune contradiction entre les deux termes. J'en voudrais convaincre Levindrey.

Le président - La parole est à Marius Moutet.

Marius Moutet

Camarades, j'ai écouté avec beaucoup d'intérêt le rapport de notre ami Brutelle et, bien entendu, sur la plupart des choses qu'il a dites, je suis d'accord. C'est sur ce qu'il n'a pas dit que je ne suis pas d'accord. Je pense que la vie d'un parti est faite non pas seulement de sa vie intérieure, de sa discipline intérieure, de faits malgré tout mineurs par rapport aux événements qui se passent, comme le fait Lapie, mais aussi de la façon dont il pratique sa doctrine. Or, nous sommes dans une période d'une gravité exceptionnelle, au point de vue extérieur.
Sur la politique extérieure du Parti, sur la politique extérieure du gouvernement, pas un mot sinon une rapide allusion au mandat donné à Jules Moch pour être

encore le représentant du gouvernement à l'ONU, pour y défendre la thèse de la participation de la France à la guerre nucléaire.
Au moment même où une période de détente paraît s'amorcer plus ou moins sincèrement de part et d'autre, mais où, tout de même, nous devons prendre au sérieux toutes propositions portant sur le désarmement, je suis un peu surpris de penser que Jules Moch est le représentant d'une thèse gouvernementale que nous soutiendrions, pour une participation à la guerre nucléaire. Je ne reconnais pas là les sentiments d'humanité qui ont toujours dirigé la politique du Parti, et je voudrais, au moins sur ce point, que notre position fut nettement définie, que nous disions dans quelles conditions nous envisageons la possibilité éventuelle pour la France d'une participation dans cette chose atroce, abominable, antihumaine, que serait éventuellement la guerre nucléaire.
Or, sur ce point, notre gouvernement a pris une décision. Nous avons entendu l'autre jour, à la tribune du Sénat, M. Soustelle venir soutenir que la France avait le droit d'avoir la bombe et d'agir pour ainsi dire seule. Est-ce que c'est la paraphrase de la doctrine de Maurras, la France seule ? Est-ce qu'en ce moment, nous n'avons pas des alliés ? Est-ce que nous n'avons pas des traités ? Est-ce que nous n'avons pas le traité de l'Atlantique Nord ? Est-ce que nous n'avons pas le traité de Bruxelles et les accords de Paris qui nous font un devoir d'être en accord avec nos alliés sur les conditions dans lesquelles un conflit international pourrait s'engager ?
Voyez-vous la gravité de la France seule avec une bombe en face de tous les stocks qu'accumulent des grandes puissances comme les Etats-Unis ou l'union des Républiques socialistes soviétiques ?
Qui donc prendra la détermination de déclencher la guerre nucléaire ? Quelle sera l'autorité qui dira à quel moment on aura le droit de faire éclater la bombe ? Est-ce que ce sera le résultat de la décision d'une seule puissance ? Ou au contraire, est-ce que ce sera une réplique à une agression du même ordre, pour le cas où elle se présenterait ?
Est-ce vraiment le moment de poser le problème de la France seule ?
J'avoue que je suis surpris. Je crois bien connaître les sentiments de Jules Moch contre la guerre nucléaire. J'ai lu aussi son ouvrage et je sais que c'est lui qui nous a donné le chiffre de bombes nucléaires qui seraient suffisantes pour détruire tout ce qu'il pourrait y avoir de vivant à la surface de la France. Ce nombre serait, pour lui, de 16. Il n'oublie jamais les mathématiques et les chiffres ! Je sais aussi quelle est sa position, par exemple à l'égard du plan Rapatsky... Je le tiens du ministre Rapatsky lui-même, auprès duquel je dînais au début de septembre, à la conférence interparlementaire de Varsovie et qui me disait : "Etes-vous de l'avis de Jules Moch ?"
Si je soulève ce point, c'est parce que nous sommes en ce moment dans une situation de confusion invraisemblable, une confusion dans les esprits, une confusion dans l'organisation de la défense nationale, une confusion dans ce que doit être la politique étrangère de la France.
J'ai la plus grande considération pour le général de Gaulle, Président de la République. Je considère que c'est un homme hors-série, absolument

exceptionnel et qui est capable de faire ce que beaucoup d'autres seraient incapables d'obtenir. Nous le soutenons et il tient énormément à notre appui sur ce point, dans sa position en Algérie, mais il faut tout de même faire attention à ce que peut représenter ce qu'on appelle la politique de grandeur et savoir jusqu'où elle doit nous entraîner. La politique de grandeur peut être grave lorsqu'elle consiste à prendre des positions purement nationales, pour ne pas dire nationalistes, surtout dans un cas aussi grave que la possession de la bombe et de la guerre nucléaire.

Je veux bien admettre que les arguments donnés par Jules Moch sur l'absence de danger pour la population civile de l'éclatement de la bombe dans le Sahara, peuvent avoir de la valeur en comparaison avec l'éclatement des bombes dans d'autres pays, mais là n'est pas le problème. Le problème est de savoir la position que nous prenons en ce moment en face de ces deux sujets qui préoccupent les socialistes : le désarmement, d'une part, la guerre nucléaire, d'autre part.

Sur le désarmement, je pense que notre gouvernement doit s'expliquer. Il doit nous dire comment il conçoit la détente, comment il peut résoudre le problème de Berlin, le problème éventuel de la réunion des deux Allemagne, la possibilité d'un traité de paix auquel nous invite l'URSS.

Je ne dis pas que ce soit facile. Je sais bien toutes les difficultés que cela présente, surtout en face des situations de fait que nos diplomaties occidentales ont laissé créer, par exemple par le traité de Postdam, en laissant tout ce qui est derrière la ligne Oder-Neiss, c'est-à-dire la Prusse orientale, la Silésie, à l'administration de la Pologne seule. Je ne pense pas qu'après 14 ans d'administration de ce genre, on puisse revenir sur une situation de fait ainsi créée, pas plus que sur les occupations militaires qui, au lieu d'être quadripartites, ont été, si je puis dire, unilatérales, chacune des puissances ayant sa zone et pouvant être réciproquement accusée de s'être servie de ses conditions d'occupation pour y établir des gouvernements sinon à sa dévotion, du moins ayant sa sympathie. Je voudrais bien que, sur tous ces points, le Parti se prononçât et ne négligeât pas tous ces problèmes ainsi que ce problème de l'Algérie qui commande naturellement en ce moment presque toute notre situation.

Dernièrement, à la Commission des affaires étrangères et de la défense nationale, j'interrogeais M. Couve de Murville et je lui disais : "Mais où en sommes-nous de nos alliances ? Quelle est la situation du gouvernement français à l'égard de l'organisation du traité de l'Atlantique Nord, c'est-à-dire de ce qu'on appelle l'OTAN ; j'ai horreur des sigles et c'est le grand reproche que je ferai à Brutelle qui, tout à l'heure, a beaucoup employé les sigles ; il nous a parlé du CNAL et d'un certain nombre de choses de ce genre ! La langue française est faite pour s'exprimer par substantifs, par adjectifs et non pour parler par lettres et par initiales !

(Applaudissements)

Le traité de l'Atlantique Nord existe donc. Il comporte une unité de commandement. Là encore, la France prend une position personnelle. La France

seule. La flotte aérienne et la flotte navale restent sous le commandement français par une décision unilatérale de la France. Lorsqu'il s'agit d'une sorte d'intégration de la défense, entre des Etats qui ne sont pas des coalisés, mais des alliés - ce qui n'est pas exactement la même chose - il me semble que nous devrions avoir, sur ce point, des renseignements précis de notre gouvernement.

Vous vous rappelez qu'après l'échec de la Communauté européenne de défense, nous avons voté les accords de Paris, parce que la Grande-Bretagne rentrait, pour équilibrer les conditions de la défense, dans l'organisation de la défense de cette Europe occidentale.

Eh bien, de l'aveu de M. Couve de Murville, en réalité, rien ne marche dans les accords de Paris. Nous avions obtenu le contrôle des armements. Nous avions obtenu le Comité des armements, la fabrication commune des armes, la standardisation des effectifs. Où en est-on aujourd'hui ? Rien de tout ce qui a été accepté et décidé dans ce cadre n'est appliqué. Sur ce point, nous n'avons pas d'explications.

Il y a une crise de l'Europe, une crise qui repose sur des bases fondamentales. Après dix ans d'expérience du conseil de l'Europe, où en sommes-nous de la formation de l'Europe ? Eh bien, quand on est arrivé à cette conception qu'il n'y aura d'Europe que dans la mesure où les intérêts économiques seront harmonisés, on se trouve entre deux formations européennes, celle des six, le marché commun, et l'Euratom, celle des sept, c'est-à-dire derrière la Grande-Bretagne tous ceux qui, sous le couvert d'une zone de libre-échange, constituent une véritable organisation contre le marché commun.

Est-ce que vous ne voyez pas toute la gravité de cette division de l'Europe, pour ceux qui croient que l'Europe est une nécessité, que la formation de l'Europe est une nécessité, nécessité d'équilibre mondial à tous égards, nécessité d'expansion économique, nécessité de supprimer les obstacles dans les échanges, dans la mesure où on le pourrait, c'est-à-dire avec une certaine progressivité, dans l'application du marché commun ou dans l'extension de la zone de libre-échange.

Nous sommes dans une période de crise étonnante. Ce qui se passe, par conséquent, d'un côté, du côté de la défense nationale, et de l'autre, sur la base des intérêts économiques, eh bien, tout cela est remis en question, et on peut dire qu'à l'heure actuelle, nous sommes dans une incertitude incroyable.

Il m'apparaît que, sur ce point, il appartient au Parti Socialiste de procéder à un redressement. Le premier redressement, c'est d'abord d'exiger que le gouvernement, qui, tout en laissant le Parti Socialiste en opposition sur un certain nombre de points, compte - j'en suis sûr - sur son appui pour obtenir le cessez-le feu et la fin de la guerre en Algérie, nous entende lorsqu'il s'agit de problèmes de cet ordre et de cette importance.

Ce Conseil national a pour but de donner des directives et de la vie au Parti et j'estime qu'il doit prendre position dans le problème éventuel de la guerre nucléaire.

Je viens de participer à Rome à la Commission des armements de l'union de l'Europe occidentale. Notre camarade Meuley, député travailliste, a fait un

remarquable rapport sur l'état de la sécurité soit au point de vue des armes conventionnelles, soit au point de vue des armes nucléaires. Il a conclu qu'à l'heure présente, devant l'égalité de force du point de vue de la détention des armes nucléaires, nous n'avions plus à redouter une guerre nucléaire.
Je ne partage pas cette illusion. Il arrive que les plus grandes puissances aient été dirigées par des fous ! Je veux bien qu'actuellement, à la tête des gouvernements, ne se trouvent que des hommes de bon sens. Je voudrais cependant en être absolument certain, non pas seulement pour le présent, mais pour le plus proche avenir. Vous pensez bien que l'avenir auquel je songe, ce n'est pas le mien, c'est celui des générations qui viendront après moi ; il y en a un certain nombre. Eh bien, je dis que la guerre nucléaire et que l'extension de l'armement nucléaire est un grand danger.
Nous nous trouvons là en présence de deux opinions, celle de ce publiciste très remarquable qu'est M. Raymond Aron, qui vient nous dire : "Moi, je suis pour le désarmement partout, sauf en matière nucléaire, parce que contre le nombre et la force de certaines puissances qui peuvent menacer l'Occident, c'est la seule défense vraie que nous puissions avoir", et l'opinion de ceux qui disent : "tardons-nous du point de vue nucléaire, mais puisque la guerre nucléaire n'aura pas lieu, continuons à rester armés avec les armes conventionnelles, et dans les conditions où nous étions armés précédemment."
Voilà les deux thèses en présence. A cet égard, un certain choix reste à faire, car comme j'ai entendu soutenir très énergiquement ces thèses dans les assemblées internationales, je vous assure que je ne suis pas sans inquiétude précisément quant à ces incertitudes en face desquelles nous nous trouvons dans notre pays.
Je m'excuse, camarades, d'être un peu long. Je prends bien rarement la parole, mais je ne la prends vraiment que lorsque j'ai le sentiment qu'il y a des choses essentielles et fondamentales à dire.
Je pense que, du point de vue de nos idées socialistes, de notre Parti Socialiste, notre force sera d'autant plus grande (ainsi que notre autorité dans le pays) que nous resterons attachés à nos idées traditionnelles d'activité et de lutte pour le désarmement.
Assurément, comme le dit Jaurès en tête de l'armée nouvelle, si nous sommes attaqués, il faut avoir le maximum de moyens pour nous défendre, mais pour cela, il faut une politique définie et une politique dans laquelle la France ne cherchera pas à imposer unilatéralement sa volonté, où au contraire, elle recherchera autant qu'elle le pourra, par des négociations qui seront peut-être moins rudes, moins cassantes que celles qui se sont produites, une solution soit sur les problèmes militaires tels que je me suis permis de vous les exposer, soit sur la situation économique qui, si elle persistait, dans la situation présente, amènerait, j'en suis absolument certain, une ruine prochaine de l'Europe.
(Applaudissements)

Le président - Camarades, la discussion générale est ouverte.
La parole est tout d'abord au camarade Paolantonnacci.

Paolantonnacci

Mes chers camarades, le camarade Brutelle a annoncé tout à l'heure que le Conseil national se réunissait plus tôt, car c'était un conseil qui devait examiner l'état de santé de notre Parti.

J'ai été surpris d'une seule chose, c'est qu'examinant l'état de santé, il n'ait pas examiné le cas de ceux qui avaient attenté à cette santé. Je veux parler de ceux qui, à un moment donné, à la suite d'une véritable machination bien orchestrée, sont partis d'un seul coup, risquant de ruiner complètement certaines fédérations, dont la mienne. Ils n'ont même pas démissionné, ils sont partis en écrivant à quelques-uns des militants de la fédération : "Je m'en vais. Je n'ai plus la foi. Je ne veux plus rester".

J'estime que ces camarades sont dangereux. Je ne parle pas de ceux qui les ont suivis, je parle des meneurs, de ceux qui, sciemment, pour des motifs ou pour d'autres - et particulièrement parce que la politique du Parti imputée à notre Secrétaire général Guy Mollet ne leur plaisait pas - ont décidé de quitter le Parti et d'aller au PSA. Je dis qu'il n'est pas suffisant qu'ils s'en aillent. Il faut les exclure. On a exclu des gens pour d'autres motifs. J'estime que ceux-là ont prouvé - et il y a des dossiers qui ont été ouverts - qu'ils avaient voulu attenter au Parti, qu'ils avaient voulu le briser. Il n'est pas douteux que, dans certains cas, ils ont introduit chez beaucoup de nos camarades un trouble et un doute qui constituent, qu'on le veuille ou non, des manœuvres bien déterminées et bien définies, contre l'unité du Parti.

Je vous demande, je demande au Comité directeur de bien vouloir faire comme il l'a fait pour d'autres, de déférer ces camarades devant la Commission nationale des conflits, aux fins d'exclusion.

Le président - La parole est au camarade Balland.

Balland

J'interviens au nom d'une fédération extrêmement déshéritée, qui n'a pas d'élu depuis 1946, dont les effectifs sont modestes et dont l'influence locale l'est aussi. C'est donc cette modestie que je m'efforcerai de maintenir pendant toute cette intervention.

Si j'ai tenu, malgré tout, à essayer de retenir votre attention pendant quelques instants, c'est que, dépourvus comme nous le sommes, nous nous efforçons à l'heure actuelle, au cours de 5 ou 6 réunions par semaine, de tâter le pouls des militants, et ce sont les questions recueillies au cours de ces réunions que je voudrais porter à la connaissance du Conseil national et des instances supérieures du Parti.

D'abord, en ce qui concerne le problème algérien.

Assurément, la déclaration du 16 septembre a eu une répercussion extrêmement profonde dans l'opinion publique. Elle a fait naître un immense espoir, confirmant et renouvelant celui qui s'était manifesté par l'affirmation massive du référendum. Il n'est pas douteux que, désormais, un certain nombre

d'illusions quant à une issue rapide, peut-être immédiate et spectaculaire du conflit algérien, se manifestent à nouveau. Or, il semble bien que ces illusions doivent être, comme celles de l'an passé, au moins tempérées.
C'est pourquoi nous souhaiterions que le Parti précise un certain nombre de positions, par référence à la déclaration du 16 septembre et à propos du problème algérien.
Cette déclaration, on ne peut se défendre de l'impression qu'elle a été faite surtout pour l'opinion internationale, qu'elle a été faite surtout pour convaincre les Brésiliens, les gens d'Afrique du Sud ou d'ailleurs, de notre bon vouloir et de notre bon droit. Il semble qu'elle ne se soit pas suffisamment adressée à l'opinion française. Si elle s'était adressée à l'opinion française, peut-être aurait-elle fourni une raison supplémentaire d'incliner celle-ci tout entière vers l'acceptation du cessez-le-feu.
En effet, il nous semble, camarades, qu'il n'y a plus aucune espèce de raison de continuer le combat algérien, tout simplement parce que nous l'avons gagné, et qu'une guerre gagnée ne se continue pas.
Nous aurions souhaité que, dans la déclaration du 16 septembre, fut précisé ce pourquoi nous combattons. Peut-être m'objectera-t-on que cela ne l'a pas été parce que c'était évident. Allons donc ! On ne dépêcherait pas aux quatre coins du monde autant d'académiciens et d'écrivains véritables pour expliquer ces raisons de notre présence et de notre maintien si c'était aussi évident qu'on veut bien le dire !
Je crois qu'il aurait été souhaitable que la déclaration du 16 septembre et les commentaires faits après cette déclaration précisent que nous combattons en Algérie pour la République, pour la démocratie et pour la paix, que nous combattons pour la République, car seule, la République est capable de mettre un terme à cette guerre, dans la mesure où elle est le seul régime à pouvoir offrir l'application de ses principes en Algérie, à savoir le suffrage universel, et que, par conséquent, toute atteinte à la République est un retard à l'évolution pacifique du problème algérien, de la même manière que ceux qui veulent la paix souhaitent que le régime rénové s'affermisse.
D'autre part, nous luttons pour la démocratie, car il n'est pas concevable qu'après avoir appelé le peuple de France à lutter contre le fascisme, qu'après s'être scandalisé des opérations punitives des chemises noires ou brunes, on puisse accepter comme interlocuteurs valables des gens qui ne tiennent leur pouvoir que de la terreur.
Nous luttons donc pour le maintien de cette démocratie, et il eut été souhaitable peut-être de rattacher ce combat à celui qui a été mené dans la résistance.
Nous luttons enfin pour la paix, me semble-t-il, et nous menons - si j'ose risquer cette formule - en Algérie peut-être le lierre d'Espagne de la troisième guerre mondiale. Vous ne l'ignorez pas et aujourd'hui, tous les historiens sont d'accord, lorsqu'Hitler a appris l'entrée des troupes de Franco à Madrid, il a décidé la guerre et c'est quelques jours après que, rompant les accords de Munich, il a annexé toute la Tchécoslovaquie. Pourquoi a-t-il à ce moment-là décidé la guerre ? Parce qu'il disposait contre notre pays de la carte de guerre de

Charles-Quint, parce qu'il pouvait nous attaquer sur cinq fronts, depuis Dunkerque jusqu'à la Bidassoa, persuadé qu'il était que l'armée franquiste se joindrait à son dispositif militaire.
Croyez-vous aujourd'hui que si par les parties qu'elle contrôle, une puissance impérialiste s'assurait la disposition de la masse du Maghreb pour tourner l'OTAN et le ridiculiser, croyez-vous qu'à son tour, un dictateur pourrait hésiter vis-à-vis même de ses propres classes dirigeantes ?
C'est pourquoi nous pensons que la déclaration du 16 septembre aurait peut-être pu préciser un certain nombre de ces points, ce qui eut permis de s'engager dans la voie du cessez-le-feu avec peut-être un peu plus d'imagination.
Dans cette voie du cessez-le-feu, il nous est apparu que, peut-être, l'exemple de ce qui s'est passé aux Etats-Unis au cours de cet été pouvait être retenu. Vous savez que l'impasse se manifestait à Genève, comme au fond, elle se manifeste à l'heure actuelle après les déclarations entre le Front de libération nationale et le gouvernement de la République. Eh bien, de la même manière que le général Eisenhower, pour surmonter cette impasse, a invité MK à visiter les Etats-Unis, pourquoi, à titre personnel, d'homme à homme, le Président de la République n'inviterait-il pas celui qui s'intitule le chef des rebelles à venir discuter personnellement, dans un nouveau camp David ?
Je n'ignore aucune des objections qui peuvent être faites. Ce serait dans la mesure où président du GPRA, M. Ferhat Abbas accepte la responsabilité des exactions de l'ALM, ce serait renoncer à une position de base, mais M. Khrouchtchev reste le boucher de Budapest et ne se maintient au pouvoir que par l'exploitation et l'oppression des peuples d'Europe centrale ; il n'empêche que son Tupolev additionne les kilomètres, qu'il a été reçu à Londres, à Washington, et qu'on l'attend à Paris. Pourquoi une initiative de cette nature ne pourrait-elle pas être tentée, car enfin, il y a tout de même une concession fondamentale dans la déclaration du GPRA, et je ne veux pas penser qu'elle a été publiée par hasard le 28 septembre, c'est-à-dire exactement un an, jour pour jour, après le référendum. Pour la première fois, le GPRA admet le caractère limité et provisoire de son autorité. Pour la première fois, il s'en remet au suffrage universel. Par conséquent, nous avons gagné le combat pour défendre ce recours aux institutions démocratiques ; par conséquent, il faut aussi rapidement que possible mettre fin à ce combat. Il le faut, car si nous sommes à peu près sûrs de la stabilité des interlocuteurs français, sommes-nous sûrs de la stabilité des interlocuteurs de l'autre côté ? Vous savez que tous les ministres du GPRA n'escortaient pas M. Ferhat Abbas le 28 septembre. Un certain nombre d'entre eux volaient déjà vers Pékin, où leur présence était sans doute indispensable avant l'arrivée même de M. Khrouchtchev. Vous pouvez imaginer, surtout si vous avez lu l'admirable livre de notre camarade Suzanne Lampin sur la condition humaine en style communiste, vous pouvez imaginer facilement quels ont été les conseils qu'ils ont reçus à Pékin, car on n'a pas souvenir d'un geste de Mao Tsé-toung remettant à la disposition de l'ensemble du peuple chinois les pouvoirs qu'il détenait des seuls communistes chinois.
Par conséquent, les circonstances apparaissent comme favorables et nous

souhaiterions qu'une initiative nouvelle, dont notre Parti pourrait peut-être suggérer l'intention, soit prise.
Enfin, peut-être pourrions-nous aussi dès maintenant nous préoccuper du problème de ce référendum, ou de ces référendums dont on nous parle. Ne croyez-vous pas que si l'on pose trois questions, comme il a été dit, ce sera très difficile. Un grand peuple comme le nôtre n'a jamais répondu clairement que "oui" ou "non". Par ailleurs, c'est courir le risque des majorités relatives et, par conséquent, contestables.
Ne croyez-vous pas que si, avant le référendum algérien, le général de Gaulle, avec M. Bourguiba et avec le roi du Maroc qui manifestent quotidiennement leur volonté maintenue de le rencontrer, esquissaient le plan d'une grande fédération maghrébine, il ne serait pas plus simple de demander au peuple d'Algérie s'il accepte de compléter cet ensemble ? Il ne s'agit pas là, je crois, d'une utopie, puisqu'il y a quelques jours, le Président du Conseil marocain, M. Ibrahim, déclarait devant les Nations Unies, à New-York : "Une fédération maghrébine, avec une Algérie liée à la France, peut être créée". C'est donc le souhait de ceux qui sont responsables à l'heure actuelle de part et d'autre de l'Algérie. Pourquoi ne nous efforcerions-nous pas que ce soit le souhait de l'Algérie elle-même ?
En ce qui concerne la politique internationale, je voudrais aborder un problème qui, jusqu'à présent, n'a pas été très largement abordé à cette tribune, c'est l'éventualité d'une prochaine visite de MK en France. Là encore, l'émotion a été grande parmi un certain nombre de nos militants à la pensée que M. Khrouchtchev pouvait être reçu à Paris, pouvait lui aussi descendre les Champs-Elysées, que le bourreau de Budapest pouvait aller s'incliner sur la tombe du soldat inconnu, mort pour la démocratie. Je crois que cette émotion n'est pas compensée par le fait que nous attendons tous et toutes de lire dans l'Humanité l'éloge sur commande du fondateur de la 5ème République, de son régime et de sa politique.
Il y a danger fondamental à ne pas préciser là encore clairement les positions, car l'idée se répand un peu partout que si Khrouchtchev vient à Paris, c'est parce que la paix en Algérie dépend de lui et que c'est à lui qu'on la devra.
Il est absolument indispensable, je crois, de dissiper là encore ces illusions et ces fausses nouvelles.
Pourquoi M. Khrouchtchev vient-il à Paris ? Eh bien ! Il me semble que le général de Gaulle, tout au long du troisième tome de ses mémoires, l'explique suffisamment. Pour de Gaulle, la défaite de 1940 s'explique par le fait qu'ayant gagné la première guerre mondiale, nous en avons perdu la paix. Pourquoi en avons-nous perdu la paix ? Parce qu'en face des seuls interlocuteurs anglo-saxons, nos négociateurs versaillais ne pouvaient pas s'appuyer sur le contrepoids de l'alliance traditionnelle franco-russe. C'est pourquoi, comme en 1944 lorsqu'il est allé à Moscou, aujourd'hui, à la veille d'une nouvelle confrontation, il envisage de se ménager ce contrepoids.
Cette politique peut être soutenue, mais je crois qu'en ce qui nous concerne, nous pourrions demander que le gouvernement de la République pose au moins

deux questions à M. Khrouchtchev. Première question, l'auto-détermination. La politique de la France est-elle aussi la vôtre ? Etes-vous décidé à pratiquer l'auto-détermination un peu partout, à Budapest, à Varsovie et ailleurs ?
Je ne me fais naturellement aucune espèce d'illusion sur la réponse, mais il me semble que notre position diplomatique est renforcée par la position du 16 septembre et que nous pouvons, sur ce point, affirmer désormais, dans une confrontation au sommet que nous, nous défendons les principes, laissant aux autres les sordides marchandages.
Il me semble aussi que la visite de M. Khrouchtchev est décisive pour jauger la sincérité de la détente. C'est la première fois, camarades, que le grand patron du Communisme international vient dans un pays démocratique où le Parti Communiste est puissant. Il n'y a presque pas de Parti Communiste en Angleterre, aux Etats-Unis ou ailleurs. C'est la première fois qu'il va parcourir un pays où il y a 5 millions d'électeurs qui se réclament de son idéologie. Avant, pendant et surtout après cette visite, l'attitude du Parti Communiste vaudra infailliblement la sincérité soviétique. Il serait assez amusant que, de la même manière que nous avons pris Thorez au piège de Khrouchtchev, nous prenions Khrouchtchev au piège de Thorez.
Je crois que le Parti, à la veille de cette visite, qui trouble très profondément, je l'atteste, l'opinion de nos campagnes, devrait préciser un certain nombre de positions et émettre des vœux qui visent à mettre M. Khrouchtchev en face de ses responsabilités.
Enfin, dernier problème que je voulais aborder à cette tribune, c'est le problème de la propagande et de l'union de la Gauche, pour vous apporter un témoignage.
En ce qui concerne la propagande, nous souhaiterions très vivement que les positions de notre Parti soient mieux connues, et je pense exprimer ici un sentiment unanime. Ces positions sont souvent extrêmement mal connues, très déformées. N'est-il pas possible - c'est une simple question que je pose - que le Secrétaire général de notre Parti, dont l'audience dépasse très largement nos rangs, tienne lui aussi, à dates régulières, des conférences de presse, pour exprimer le point de vue de l'opposition constitutionnelle sur les grands problèmes de l'heure ? N'est-il pas possible que le dialogue s'engage et que le pays ne soit pas réduit au simple dialogue entre les déclarations du général de Gaulle et celles du Comité central du Parti Communiste ? Si l'on en était réduit à ce simple dialogue, vous comprenez mieux que moi tous les dangers que cela représenterait dans l'avenir.
Par ailleurs, à l'occasion - sans illusion non plus - du prochain débat qui va s'ouvrir à l'Assemblée Nationale, sur le budget de la RTF, notre groupe parlementaire ne pourrait-il pas exiger, d'une part, ce qui fut une intention à un certain moment, si j'en crois la presse de M. Prey, c'est-à-dire que la radio soit un peu moins scandaleuse, que lorsque nos porte-paroles s'expriment, on ne résume pas leurs discours en quelques phrases, que l'on tempère un peu l'emportement du commentateur de politique étrangère qui nous dit que les affaires européennes doivent être résolues entre Européens de l'Est et de l'Ouest, à l'exclusion de tout autre, ce qui justifie très largement les

appréhensions de notre camarade Marius Moutet, et d'autre part, n'est-il pas possible d'exiger - sans illusion toujours - ou de demander que les moyens officiels d'information prévoient des débats réguliers devant la télévision, où les représentants de l'opposition puissent s'exprimer avec la même franchise, la même liberté et le même temps que les représentants de la position officielle ?
Ceci me paraît essentiel, car ce n'est qu'au prix de la diffusion de notre position, de nos positions, ce n'est qu'au prix d'une patiente explication du fait qu'en aucun cas, nous n'avons trahi quoique ce soit ni de notre doctrine, ni des exemples que nous ont légués ceux dont nous fêtons cette année le glorieux centenaire, que nous arriverons à cette union de la Gauche que l'unanimité de notre Conseil National souhaite.
Je voudrais, à cet égard, faire état, avec l'autorisation de l'intéressé, d'une conversation récente. L'union de la Gauche, dans le Sud-ouest, a un interlocuteur immédiat, ce sont les Radicaux, et les Radicaux, c'est la Dépêche, et la Dépêche, depuis la disparition de son directeur, c'est Madame May. L'union de la Gauche, elle se fait de manière extrêmement simple pour l'interlocutrice qui a bien voulu m'accorder la faveur d'un long entretien, il y a quelques jours : "Si vous fusillez, si vous déshonorez, si vous renversez votre Secrétaire général, nous tomberons dans vos bras, à moins que nous ne vous étouffions" !
Par conséquent, si on conçoit cette union de la Gauche comme cela, en ce qui nous concerne, nous pensons qu'il y a intérêt à la retarder !
(Rires)
Il n'est pas question pour nous de discuter avec le Parti Socialiste autonome, car en Tarn-et-Garonne, il n'y a jamais eu qu'un militant, qui vient d'être muté, et les initiales MSA n'ont jamais signifié pour nous que "Parti sans adhérent". Si nous voulons que cette union de la Gauche constitutionnelle se réalise et qu'elle puisse renverser la catastrophique politique économique et sociale qui rend au Parti Communiste les voix qui s'étaient éloignées de lui, il est nécessaire que nous clarifions nos positions, que nous fassions preuve d'imagination, même si quelquefois elle rejoint l'utopie, et que nous n'attendions pas forcément ce qui va se dire, même si c'est immédiatement prévisible, mais que nous disions, nous aussi, ce que nous pensons sur tous les problèmes et ce que nous ferions si, demain, le peuple, revenu à une plus claire conscience de la défense démocratique, nous envoyait pratiquer la politique algérienne et la politique internationale que nous nous proposons depuis longtemps.
(Applaudissements)

Le président - La parole est à notre camarade Sicard.

Sicard

Mes chers camarades, si je demande la parole, ce n'est pas pour répondre à mon ami Levindrey, à propos de l'observation qu'il a présentée tout à l'heure ; Guy Mollet y a parfaitement répondu. Je voudrais profiter de ces quelques instants pour vous faire quelques observations et quelques recommandations.

La tâche de la Commission nationale est extrêmement difficile, d'autant plus que nous ne trouvons pas toujours chez les camarades le concours nécessaire. Au contraire, nous trouvons souvent chez eux un parti-pris absolument inadmissible quand ils sont en présence de camarades qui sont prêts à examiner leur conflit et à essayer de le résoudre.

Nous avons surtout remarqué, dans les rapports que nous avons avec les camarades qui comparaissent devant la Commission, - et cela nous a beaucoup peinés - un manque de fraternité. Nous voyons des camarades qui sont dressés les uns contre les autres, avec une passion qui nous déconcerte. Mes camarades présents dans la salle ne me démentiront pas. Nous en souffrons tous car au sein du Parti Socialiste, des éléments devraient toujours être présents, l'amitié, la camaraderie, la fraternité.

J'ajoute que bien des fédérations, malheureusement, ne prennent pas la peine de lire les statuts du Parti qui sont pourtant très clairs en cette matière des conflits. C'est ainsi que nous avons eu à connaître d'une décision d'exclusion prise par une section. Les sections, vous le savez, n'ont pas qualité pour prendre des décisions de cette nature. Elles ont à leur portée une Commission fédérale des conflits. Elles n'ont qu'à la saisir, elles n'ont qu'à lui demander de statuer sur le litige qui peut les opposer à certains camarades.

Il s'est également institué depuis quelques années une méthode particulière. Au moment de ces batailles électorales où on prévoit des difficultés de candidatures, certains bureaux, certains organismes fédéraux, prennent la précaution suivante, - qui, d'ailleurs, entre nous, n'est pas statutaire - celle de faire prendre une décision par les Commissions fédérales des conflits, d'une façon très générale, décrétant que tous ceux qui seront en infraction aux décisions des Congrès seront automatiquement exclus du Parti.

Eh bien, camarades, ce n'est pas une décision qui figure dans les statuts du Parti, ainsi qu'on l'a fait remarquer, il n'y a rien d'automatique. La justice n'est pas automatique. Ce n'est pas un appareil à sous dans lequel on met en haut de l'argent et on tire en bas pour avoir le paquet qui descend. Je crois qu'il y a, de la part des camarades qui pratiquent cette méthode, une erreur qui nous place, nous, dans le plus grand embarras. Nous nous trouvons devant des camarades qui ont déjà été exclus par des organismes qui ne sont pas réguliers, ou dont on a dit qu'ils s'étaient placés eux-mêmes en dehors du Parti. Si le Parti a créé un organisme disciplinaire, c'est pour que cet organisme prenne lui-même ses décisions et ses sanctions. Ce n'est pas pour les lui apporter toutes faites, car ensuite, on ne peut pas revenir dessus.

Il se passe évidemment des drames très pénibles. Quel est l'objet de la Commission nationale des conflits ? De préserver la santé du Parti, l'unité du Parti. De rechercher, dans la mesure du possible, la conciliation entre les camarades qui se dressent les uns contre les autres, mais je reconnais volontiers que nous n'y réussissons pas facilement et, en tous cas, pas toujours.

Je voudrais alors vous faire une recommandation, car je parle ici aux Secrétaires fédéraux, c'est presqu'une réunion intime. Je voudrais leur dire de bien respecter à la base, au départ, les réglementations qui ont été prises par les Congrès, de

façon à ne pas nous embarrasser ensuite par des situations dont nous ne pouvons pas sortir. Les camarades ne sont plus du Parti quand ils viennent devant nous. La plupart ont fait l'objet d'une constatation. Ils se sont mis en dehors du Parti d'eux-mêmes et lorsqu'ils viennent devant nous, il y a, par exemple, six mois que l'événement s'est produit. Nous ne pouvons pas juger et connaître des affaires qui n'intéressent pas les camarades du Parti. Nous sommes là pour examiner les conflits entre membres du Parti et non pas entre citoyens qui sont étrangers au Parti.

Nous nous trouvons alors cruellement embarrassés. Les camarades des fédérations, s'ils voient leur sentence ou leur décision infirmée ou contredite par la Commission nationale, ne sont pas satisfaits. Je voudrais leur demander - et c'est l'objet de ma très courte intervention, qui ne contient aucun reproche à l'égard de personne, bien entendu - je voudrais leur demander de respecter plus fidèlement les règlements qui ont été édictés, par le Parti, en vue d'assurer une discipline.

Je voudrais leur demander aussi - c'est très difficile d'expliquer tout cela ! - d'éviter ces compétitions un peu malhonnêtes quelquefois. Je sais très bien qu'on prépare des désignations de candidatures longtemps à l'avance, mais je voudrais dire aux camarades qu'il y a peut-être des opérations, des manœuvres, qui ne sont pas très licites, au point de vue du Parti. Je vais m'expliquer un peu plus sur ce point.

Il est évident qu'il y a des usages dans les fédérations qui sont depuis longtemps pratiqués. À la veille des Congrès où sont désignées les candidatures, on s'aperçoit soudainement qu'on n'a pas pris sa carte de l'année précédente. Ce jour-là, à l'ouverture du Congrès, il y a des prises de cartes. Tant mieux pour Provost, cela fait son affaire, mais cela ne fait pas l'affaire de ceux qui sont visés dans une opération pareille. Vous arrivez à des manifestations de Congrès qui sont évidemment en contradiction, par exemple, avec la politique générale suivie dans une fédération pendant l'année.

Je demande aux camarades de faire preuve d'une très grande loyauté. Si les cotisations ne sont pas rentrées au moment du Congrès, elles rentreront après, mais qu'on ne les fasse pas rentrer avant pour une opération déterminée. Nous ne sommes pas dupes à la Commission nationale de ces petites manœuvres mais nous n'avons pas qualité pour les redresser.

Je me borne à vous dire ceci, camarades Secrétaires fédéraux : faites respecter les règlements du Parti. Respectez-les vous-mêmes. Vous faciliterez ainsi la tâche de vos Commissions fédérales et de la Commission nationale des conflits. Vous ne nous placerez pas dans l'embarras, dans des situations dont nous ne pouvons pas sortir facilement. Il n'y aura pas d'intervention du genre de celle, très amicale d'ailleurs, qu'a faite tout à l'heure Levindrey. Tout se déroulera normalement. En tous cas, ce que je vous demande à tous, c'est de réveiller un peu dans les camarades cet esprit d'amitié, de fraternité, qui a fait autrefois la grandeur du Parti et que je voudrais voir revenir ; nous verrions des camarades opposés, bien entendu, par des questions de discipline, mais qui ne s'en iraient pas de la Commission, la haine sur les lèvres.

Fondation Jean-Jaurès

Voilà ce que je voulais dire au Congrès. Je pense que vous m'avez compris, sans que j'aie à insister davantage. C'est le respect du règlement qui fait notre loi et qui assure à tous notre garantie personnelle.
(Applaudissements)

Le président - La parole est à Christian Pineau.

Christian Pineau

Camarades, avant d'aborder le fond du débat et à un moment où nous faisons un essai sur la plus grande liberté d'expression au sein du Parti, je voudrais faire un appel à un certain nombre d'entre vous.
Il faut que cette liberté d'expression, que je dois dire nous avons de manière totale au sein des organismes directeurs du Parti, Comité directeur ou Bureau, soit aussi totale dans nos Congrès et dans nos Conseils nationaux.
C'est pourquoi je voudrais reprendre certains arguments qui ont été employés au sein du dernier Congrès et dont l'un a été repris dans une des trois motions qui sont en présence et qui est signée de notre camarade Cazin.
Est-ce qu'un ancien ministre a le droit ou ne l'a pas d'exprimer son opinion, sans que ses intentions soient suspectées ? Ayant pendant un temps pratiqué une politique déterminée, a-t-il le droit d'apprécier, voire de condamner celle de ses successeurs ?
Autrement dit, sommes-nous - et je pense, en particulier, je ne le cache pas, à des camarades comme Gazier, comme Guil, comme Métayer ou comme moi, - sommes-nous voués à un conformisme éternel ?
Si oui, autant nous interdire cette tribune.
Si non, je demande alors aux camarades de laisser de côté les allusions déplaisantes à de soi-disant changements de position dus au fait que nous étions ministres et que nous ne le sommes plus.
Il n'y a aucune comparaison à faire entre la période 1956/1958 et les 18 derniers mois. La situation est profondément différente, et vous le savez tous. Les données du problème n'étant plus les mêmes, il n'y a pas à comparer les solutions.
Les mêmes camarades nous reprochent alors de ne pas être restés fidèles à un homme avec lequel nous avons loyalement et je dois dire avec plaisir collaboré, le Secrétaire général du Parti. J'ai même entendu prononcer le mot de "trahison". Comment peut-on raisonner ainsi, au sein d'un Parti Socialiste ? Est-ce que nous ne serions vraiment déjà plus capables de raisonner qu'en fonction des hommes ?
Il me paraissait superflu de préciser - mais je le fais quand même, car cela est, paraît-il, nécessaire - que notre position au sein du Parti ne s'adresse non point à un homme, mais à une politique. J'ai approuvé la politique de Guy Mollet. J'en ai été solidaire pendant plus de deux ans, alors que le problème de Gaulle et celui des institutions ne se posait pas. Je ne m'estime pas tenu d'approuver les solutions qu'apporte aujourd'hui le Secrétaire général du Parti, et je n'estime pas - et je crois que lui non plus - que ce faisant, je manque de loyauté ou d'amitié à

Fondation Jean Jaurès

son égard.
Beaucoup de camarades trouveront peut-être cette mise au point inutile. Je voudrais qu'ils aient raison. Mais il existe dans le Parti une tendance que j'estime devoir combattre, qui n'est pas tellement neuve, et qui consiste à suspecter systématiquement la loyauté ou l'honnêteté intellectuelle de ceux qui ne pensent pas comme nous.
Il y a entre nous, c'est un fait, un désaccord politique sur lequel nous avons l'habitude de nous expliquer au sein des assises du Parti, comme c'est notre devoir. Evoquons-le en hommes politiques et non pas en sectaires ou en gamins énervés
J'ai eu l'occasion - et j'entre maintenant dans le fond du problème - de souligner sur quoi porte ce désaccord. Il est bon de revoir les jugements qui ont été portés au Congrès, en fonction des événements qui se sont passés depuis le mois de juillet, et je crois que c'est très exactement le rôle d'un Conseil national.
En ce qui concerne les problèmes économiques et financiers, notre accord est à peu près total sur le fond du problème mais certains continuent à les isoler de tous les autres et à croire qu'ils engagent le gouvernement et non pas le chef de l'Etat qui en a été néanmoins, au mois de décembre de l'année dernière, l'initiateur.
Le résultat est que nous ne sommes pas toujours compris des masses auxquelles nous nous adressons pour stigmatiser la politique économique et financière du gouvernement.
Si vous questionnez cent Français, il n'y en a pas dix qui savent ou qui croient que nous sommes dans l'opposition, même sur ces problèmes.
Certains d'entre nous, et parfois même Guy Mollet, répètent que nous sommes, en gros, d'accord avec la politique du général de Gaulle. Là, je dois me torturer l'esprit pour comprendre, et si je ne trouvais des confirmations à mes pensées dans les cercles nationaux et internationaux de politique étrangère, je demanderais parfois si j'ai conservé tout mon bon sens.
En accord avec Guy Mollet - du moins je le crois -j'ai pratiqué pendant deux ans une politique étrangère qui répondait à certains principes. Ces principes sont-ils aujourd'hui respectés ? Pour ma part, je ne le pense pas. Ne parlons pas de la motion du dernier Congrès. C'est une motion qui n'apporte rien de nouveau aux précédents et qui, en fait, ne prend pas position sur les vrais problèmes qui se posent à notre pays.
En réalité, il y a cinq points de désaccord entre la politique étrangère du gouvernement et la nôtre, celle que nous avons toujours suivie et qu'à ma connaissance, nous n'avons pas modifiée.
Le premier point - et j'ai été content de le retrouver signalé dans la motion d'Augustin Laurent - c'est l'Europe. Nous ne parlons plus beaucoup de l'Europe dans nos Congrès, comme le dit Augustin Laurent, parce que nous sommes d'accord sur ce point, mais nous avons peut-être le droit de souligner que l'orientation actuelle du gouvernement, qui tend vers un retour au principe de la non supranationalité, alors que nous avons, au contraire, toujours défendu un certain abandon de souveraineté au profit des institutions internationales, peut

modifier complètement l'évolution des institutions européennes et avoir pour conséquence de les empêcher de se développer dans le sens que nous souhaitons. Nul de nous n'a jamais souhaité, en particulier, la création de l'Europe des cartels. Sur l'OTAN, je ne sais pas si certains d'entre vous ont fait une attention suffisante - il est extrêmement récent - au très curieux discours que le général de Gaulle a prononcé à l'école de guerre, et dont certains officiers qui sont de mes amis ont bien voulu me donner le compte rendu. Dans ce discours, le général de Gaulle déclare, de la manière la plus nette, qu'il n'est pas possible de faire une véritable intégration des défenses nationales des différents pays, et il ne se place pas seulement sur le plan de la politique étrangère, il se place même sur le plan du commandement. Or, nous avons toujours défendu à la fois le principe de la sécurité collective et, en même temps, le principe d'une solidarité et d'une cohésion totale des puissances occidentales au sein de l'OTAN. C'est, il me semble, une différence très considérable de point de vue.

Troisièmement, le problème des explosions atomiques. Rappelons-nous - et elle est toujours ma charte - la déclaration qu'avait faite Guy Mollet en 1956 devant l'Assemblée Nationale, où il avait déclaré qu'il ne voulait pas engager la France de manière définitive sur la voie de l'explosion atomique tant que n'auraient pas été épuisées toutes les chances d'arriver à un accord sur le désarmement. Or, en fonction de ce même principe, qui a été repris au sein de nos Congrès, nous avons déclaré que nous étions partisans de la cessation temporaire des expériences nucléaires. Or, au moment même où, à la conférence au sommet, où, dans les discussions entre les grandes puissances, le problème de la cessation des expériences nucléaires est à l'ordre du jour, cette volonté de faire immédiatement, tout au moins dans le plus court délai, exploser une bombe atomique française ne me paraît pas tellement conforme aux décisions de nos Congrès, et je dois dire très franchement que je plains mon camarade Jules Moch de défendre à l'Organisation des nations unies, la position du gouvernement.

Quatrièmement, sur les relations Est-Ouest. Il est regrettable - et je ne crois pas que ce soit dans la ligne du Parti - que le gouvernement français ait pu prendre la responsabilité, ou sembler la prendre, de retarder la conférence au sommet, alors que déjà la rencontre entre M. Khrouchtchev et le président Eisenhower a été une préfiguration de cette conférence et alors qu'il y a un intérêt majeur à ce que la France rentre le plus tôt possible dans le cadre de ce genre de discussion. Je ne crois pas que nos positions soient celles du gouvernement.

Enfin, cinquièmement, il y a le problème israélien. Je rappelle que la position de Guy Mollet pour Nasser était plus dure que la mienne. Or l'histoire de la régie Hénault, dont je sais parfaitement et dont tout le monde sait qu'elle est d'inspiration gouvernementale, prouve qu'il y a un changement profond dans la politique de la France à l'égard de l'Etat d'Israël. Cela non plus ne me paraît pas conforme à la position traditionnelle du Parti.

Je crois donc que sur cette analyse, il me paraît impossible de continuer à dire qu'en gros nous sommes d'accord avec la politique étrangère du gouvernement lorsque nous sommes à même de signaler des différences aussi profondes.

En ce qui concerne la Communauté, on s'aperçoit à l'usage que la Constitution ne répond plus â l'évolution des problèmes, au point que sa révision est actuellement à l'étude dans les sphères gouvernementales. Si nous avions proposé, nous, de le faire, je suis sûr que beaucoup d'entre vous nous auraient accusés de vouloir torpiller l'expérience de Gaulle.

Mais, en réalité, chacun sait maintenant que, dans ce domaine, la pagaille est absolument totale, alors qu'il y avait, lorsqu'il s'agissait d'un gouvernement socialiste et même dans les deux gouvernements qui ont suivi, une unité dans la politique française de la Communauté, sous la direction de Defferre d'abord, de Jaquet ensuite ; il y a aujourd'hui une dispersion totale des efforts. Qui d'entre vous pourrait venir définir ici les attributions respectives de M. Janot, Secrétaire général de la Communauté, de M. Jacquinot, de M. Lecourt, de M. Soustelle, de M. Ofroy, chef du service de la Communauté au Quai d'Orsay ? La confusion est telle qu'à l'heure actuelle, la transmission du courrier met exactement trois semaines par avion entre Paris et les capitales de l'Afrique noire. Aucune doctrine, en dehors des grands thèmes développés par le général de Gaulle depuis déjà longtemps, aucune doctrine n'est précisée pour faire face à des situations nouvelles.

Quelles seront les conséquences exactes de l'accession, par exemple, du Togo et du Cameroun à l'indépendante ? Est-ce que nous essaierons de retrouver une formule particulière d'association de ces pays, non pas à la Communauté puisqu'ils sont indépendants, mais à quelque chose qui n'est pas encore défini dans la Constitution ? Quelle attitude allons-nous prendre lorsque, comme cela paraît de plus en plus évident, le Mali obtiendra ou prendra son indépendance l'année prochaine ? Je dis que si tout cela n'est pas précisé et si le chef de l'Etat se contente de poser des principes sans veiller â ce qu'à la base ceux-ci soient réellement appliqués, dans deux ans toutes les positions françaises en Afrique noire risquent d'être définitivement perdues.

Il reste l'Algérie, qui est, je crois, pour la plupart de nos camarades qui sont dans la majorité, la grande justification de leur position.

Sans aucun doute, la minorité approuve, comme la majorité du Parti, la partie de la déclaration du 16 septembre dernier relative à l'auto-détermination du peuple algérien. Mais est-ce que cela nous oblige à garder le silence autour des problèmes, nombreux et difficiles qui se posent à propos de cette déclaration ?

Tout d'abord, il y a un point que j'aurais aimé voir relever. Le général de Gaulle, dans sa déclaration, annonce que les Algériens auront le choix entre trois solutions : la francisation ou l'intégration avec la France, une formule d'association comportant une certaine autonomie interne mais des liens juridiques entre la France et l'Algérie, ou bien - il n'emploie pas le mot "indépendance" - la sécession, et si les Algériens choisissent cette troisième solution, tous les liens seront rompus entre l'Algérie et la France. Et je dis qu'il y a une quatrième solution, c'est la solution qui peut concilier, dans une large mesure, l'indépendance et l'association.

Je pense que nous ne pouvons pas a l'avance - et c'est vrai pour l'Afrique noire comme pour l'Algérie - que nous ne pouvons pas a l'avance nous priver d'une

solution qui, dans le cas où les intéressés auraient choisi l'indépendance, permettrait néanmoins, non pas une sécession mais une association avec la France. Et, par conséquent, je crois que le Parti, sans prendre position en sa faveur - puisqu'il a très sagement déclaré qu'il ne se rallierait qu'à la position du peuple algérien - que le Parti pourrait très bien signaler que cette quatrième position existe et vaut d'être mentionnée. Si certains d'entre vous ont vu les déclarations de M. Delouvrier, ils verront que la question sera posée, car des précisions peut-être un peu prématurées ont été données sur ce point, dans deux ans aux Algériens : "Etes-vous partisans d'une solution avec la France ou sans la France ?" Quelle question dangereuse si la liberté du scrutin est totalement assurée ! Car si, par malheur, les Algériens répondaient : "Sans la France", il ne nous resterait plus aucun moyen de rétablir la situation et de recréer des liens avec l'Algérie, et ce n'est que lorsqu'ils auront répondu a cette question avec ou sans la France " et s'ils répondent : "Avec la France" que nous leur poserons la question : "Est-ce que vous voulez être francisés ou est-ce que vous voulez être associés a la France ? Je dis que si l'on pose la question dans ces deux termes successivement, nous risquons une véritable catastrophe.

Le deuxième point qui méritait d'être souligné dans la déclaration du général de Gaulle, le Parti l'a souligné dans son communiqué du Comité directeur, mais je crois que l'on peut reprendre le problème : c'est le problème du cessez-le-feu. Je crois, et je suis, je pense, d'accord sur ce point avec Gaston Defferre, que c'est aujourd'hui le grand problème, ou tout au moins le problème le plus difficile, car j'ai eu des conversations avec des Musulmans et des Européens d'Algérie depuis la déclaration du l6 septembre, et j'ai été extrêmement frappé de voir que ces Musulmans et ces Européens raisonnaient, au fond, de la même façon. Les Musulmans disent : "La déclaration du 16 septembre : d'accord. L'autodétermination : d'accord, mais ce n'est pour le moment qu'une promesse, et tant que le cessez-le-feu n'aura pas lieu, tant qu'il n'y aura pas certaines garanties à ce cessez-le-feu, nous savons bien qu'il n'y aurait pas application du principe de l'autodétermination. Ce principe risque donc de n'être mis en valeur que dans un délai de cinq ou six années. Au bout de ce délai de cinq à six années, le général de Gaulle risque fort de ne plus être au pouvoir, et ses successeurs pourront parfaitement ne pas respecter les engagements personnels qu'il a pris." Voilà le raisonnement des Musulmans.

Et voilà le raisonnement de certains Européens du type "ultras" en Algérie : "Le principe de l'autodétermination, c'est très fâcheux : nous ne l'acceptons pas. Mais il faudra cinq ou six ans pour qu'on en vienne à ce fameux scrutin. D'ici-là, le général de Gaulle sera parti, et son successeur ne sera pas capable de nous imposer, ni à nous, ni à l'armée, la décision du 16 septembre."

Il est assez frappant de voir cette rencontre de deux positions qui se fondent toutes les deux, bien qu'elles soient en sens inverse, sur le départ du général de Gaulle dans le délai qui nous sépare de la consultation électorale.

Enfin il y a un autre problème qui, celui-là, se pose depuis quelques jours. Vous n'avez pu, les uns et les autres, manquer d'être frappés par la contradiction manifeste que l'on trouve entre les déclarations du chef de l'Etat et celle des

hommes qui sont pourtant censés représenter la politique française. Sur celle de M. Delouvrier, on a épilogué, et j'ai lu dans un article d'avant-hier dans "Le monde", une analyse extrêmement subtile des termes employés par le délégué général, mais sur celle du général Challe, il n'y a pas moyen de se tromper, car le général Challe dit, de la manière la plus formelle : "Quoi qu'il arrive, l'armée ne partira pas d'Algérie." Ce qui veut dire que l'armée fera les élections et que, quel que soit le résultat des élections, elle entend bien y rester.
Par conséquent, il reste un problème tout de même fondamental : celui de savoir dans quelle mesure le chef de l'Etat est à même de faire appliquer les principes qu'il définit lui-même. Lorsque je dis cela, ce n'est pas du tout, camarades, pour minimiser les déclarations du général de Gaulle, mais, parce que c'est notre rôle, pour que nous fassions tout pour en accélérer l'application et pour ne pas admettre que l'on torpille ce que, dans cette déclaration, nous estimons le plus nécessaire et le plus fondamental.
Et je répète ce que nous avons souvent dit - et sur ce point la minorité est d'accord avec la majorité - s'il devait y avoir demain conflit entre le général de Gaulle et les ultras, nous nous battrions à fond pour le premier contre les seconds.
Mais en attendant que ce conflit ait lieu, s'il doit avoir lieu, nous entendons conserver l'indépendance de notre pensée et de notre action !
En ce qui concerne les trois dernières catégories que je viens d'évoquer : politique étrangère, communauté, Algérie, il deviendrait vraiment trop paradoxal d'isoler le chef de l'Etat de son gouvernement. Or, c'est bien à ce dernier que vous avez accordé, en octobre, votre confiance, et j'estime pour ma part - c'est une opinion - que, quelque soient la qualité, la sincérité des explications fournies par le représentant du groupe parlementaire à la tribune de l'Assemblée Nationale, ce vote n'en a pas moins constitué, pour les gens non avertis des subtilités de la politique, la preuve que le Parti n'était pas aussi totalement qu'il le prétend dans l'opposition.
Cette impression ne pourra qu'être accentuée, je le dis très cordialement, par la lecture des articles du Populaire où Guy Mollet fait du général de Gaulle un panégyrique dont jamais, à ma connaissance, un Maurrassien n'avait bénéficié de la part d'un Socialiste !
(Diverses protestations dans l'assemblée)

Léon Boutbien - De la part de pineau, c'est un peu curieux.

Christian Pineau - Il n'y a rien d'agressif dans ce que je dis. Est-ce que nous avons encore le droit de nous exprimer à, la tribune d'un Conseil national ? Il n'y a rien d'injurieux dans mes paroles !

Dans la salle - Si !

Christian Pineau - J'estime pour ma part, et c'est mon droit, qu'il est regrettable de faire du général de Gaulle un panégyrique comme celui que notre camarade

Guy Mollet a fait. Il vous expliquera lui-même les raisons pour lesquelles il l'a fait ; j'estime avoir parfaitement le droit de n'être pas d'accord avec lui sur ce point.
Nous avons les uns et les autres encore le droit d'avoir, sur le chef de l'Etat, l'opinion qui est la nôtre !
(Applaudissements)
Quelle va être maintenant ma conclusion ?
Nous ne pouvons modifier les décisions du Congrès, mais nous pouvons regretter qu'elles aient été appliquées dans le sens le plus favorable à la politique du gouvernement
Et dans le cadre de ces décisions, je vous demande de faire le choix entre deux attitudes, car il y en a deux qui sont possibles :
Ou bien nous considérons que nous approuvons tout, excepté la politique économique et financière, c'est l'attitude qui est jusqu'ici adoptée, ou bien nous considérons que nous désapprouvons tout, excepté la position prise par le général de Gaulle sur l'Algérie, et c'est l'attitude que je vous propose.
Les deux sont conformes aux décisions du Congrès, mais la seconde aura du moins l'intérêt de montrer que le Parti Socialiste n'est pas totalement solidaire de l'expérience actuelle et qu'il est sincère lorsqu'il déclare qu'il est dans l'opposition.
(Applaudissements)

Arthur Conte

Après l'intervention de Moutet, j'hésitais encore à apporter au Conseil national un certain nombre de précisions. Après l'intervention de Christian Pineau, je n'ai plus d'hésitation.
Je l'ai défendu, comme d'autres camarades, à la tribune de l'Assemblée Nationale comme à la tribune du Conseil de l'Europe, et je vous prie donc de considérer que c'est au nom de l'amitié que je parle, même si je dois répondre avec franchise à un certain nombre de graves injustices qu'il vient de commettre.
Notre politique internationale a été à deux reprises définie à la tribune de l'Assemblée Nationale durant l'année en cours.
Une première fois lors du débat de politique étrangère de début de l'année, par moi-même et surtout par Guy Mollet.
Une seconde fois, quand le groupe socialiste a provoqué une déclaration du Premier Ministre devant le Sénat, déclaration lue par le ministre des Affaires étrangères devant l'Assemblée Nationale et à laquelle le groupe socialiste m'avait chargé de répondre.
Je crois que nos déclarations sont si claires, elles ne prêtent à ce point à aucun trouble, que je suis obligé vraiment d'appeler injustice ce qui vient d'être dit !
Nous avons combattu la politique économique et financière du gouvernement ; nous avons déclaré soutenir le gouvernement quand il nous paraissait servir la cause de la paix qui nous dépasse tous les uns et les autres, et peut, ensemble, nous appeler à d'admirables tâches communes.

Fondation Jean Jaurès

Les réserves, nous les avons faites, sur l'Europe. Lequel de nous a jamais dit que nous étions d'accord sur la politique gouvernementale !
Guy Mollet a été, en janvier, d'une netteté irréprochable, et j'ai dit l'autre jour : nous commettrions la plus lourde faute contre notre sécurité et contre la paix mondiale, non seulement si nous laissions sacrifier, dans les prochaines conférences, les premières constructions européennes, mais encore si nous renoncions à la poursuite de la construction de l'Europe qui est la base de notre sécurité et de la paix mondiale. Nous l'avons dit et redit, et parfois en termes très durs.
Sur l'OTAN, qui de nous ne découvre pas l'immense danger que ferait courir au monde, à la France, la rupture de l'alliance Atlantique ?
Guy Mollet en janvier, nous-mêmes il y a quelques jours, avons dit et redit que c'était l'une des fautes les plus graves qui aient été commises, soit à propos de la flotte, soit à propos de l'aviation de bombardement, parce que c'étaient des problèmes qui risquaient de mettre en cause l'alliance Atlantique et qui met en cause l'alliance Atlantique met en cause l'avenir de notre sécurité et l'avenir de notre liberté. Sur ce point nous n'avons jamais donné quitus au gouvernement !
Troisième point sur lequel nous avons fait des réserves, et c'est important, parce qu'en même temps eue la solidité de l'alliance Atlantique nous devons défendre la morale de l'alliance Atlantique, c'est nous seuls qui avons dénoncé l'invitation faite au général Franco d'entrer dans le pacte Atlantique, et nous l'avons fait aussi sans réserves et sans ambages.
C'est donc grave de venir dire à cette tribune que sur des éléments essentiels de notre politique internationale nous n'avons pas respecté notre pensée profonde ! Et c'est grave parce que cela risque surtout d'être largement utilisé au-delà de cette enceinte et que l'on s'acharne de toutes parts à nous créer des équivoques, à nous prêter des volontés équivoques, alors que jamais politique n'a été plus clairement définie.
Et j'en viens au point qui aujourd'hui dépasse toutes nos préoccupations et nous commande dans toutes nos activités : les relations Est et Ouest.
Faire reculer la conférence ! Mais c'est à notre demande, à la demande du Secrétaire général du Parti s'exprimant en janvier de cette année, que nous avons dit : nous sommes pour la conférence Est-Ouest de toute notre âme, de toute notre ferveur, mais préparez-la sérieusement et solidement ; faites en sorte que, si elle a lieu, elle ne puisse se conclure par un échec, elle ne puisse se conclure par le sacrifice d'illusions qui, aujourd'hui, serait mortel.
Et nous avons dit : perdez des semaines s'il le faut, perdez quelques mois, mais faites en sorte que cette conférence soit la plus sérieuse possible et ne soit point une plate comédie de propagande ! Je le redis, c'est à notre demande, et, sur ce point, le gouvernement a rejoint notre opinion, comme sur d'autres points de politique économique et financière.
Francis Leenhardt, hier, pouvait se féliciter de ce que le gouvernement ait rejoint certaines de nos préoccupations, ait pu écouter certains de nos conseils.
Est-ce qu'il est défendu de servir la cause de la paix selon sa conscience, selon notre volonté la plus profonde !

Fondation Jean Jaurès

Quelle est notre position à l'égard des relations actuelles entre l'Est et l'Ouest ?
Nous nous trouvons devant un fait hautement nouveau, c'est le pèlerinage qu'a entrepris le Président du Conseil des ministres soviétique à l'occident, c'est l'éclairage nouveau qu'il essaie de donner à la politique internationale. Nous nous interrogeons et je vous demande avec nous, un instant, de vous interroger gravement :
Quelle peut être la pensée exacte, actuelle, de M. Nikita Khrouchtchev ?
Il y a plusieurs hypothèses. Les uns disent : c'est "opération-charme", c'est campagne habile de propagande...
A l'abri de la publicité gigantesque que l'homme, de par sa vigueur et son originalité, est capable d'orchestrer, tandis qu'il va tromper l'occident, son compère chinois, de l'autre côté, pourra allègrement poursuivre sa tâche subversive !
Selon cette hypothèse, la comédie souriante de Khrouchtchev servirait d'alibi, de cachette à la politique toujours aussi redoutable de la Chine, créant au Tibet, au Laos, sur la frontière indienne, toutes les difficultés que vous connaissez.
Il y a une hypothèse contraire : celle selon laquelle, déjà, il y aurait un désaccord commençant entre la Russie et la Chine.
Il y a des choses qui, évidemment, troublent : des Chinois importants déclarant fièrement que, dans 10 ans, il y aura cinq chinois pour un seul russe ! Des articles de la presse chinoise annonçant fièrement que si, un jour, toute l'Asie a pour capitale Pékin, il y aura dix extrême-orientaux pour un seul Russe ! Il y a l'incident du discours de Khrouchtchev à Pékin où le premier soviétique, au moment où il aborda son récit de son voyage aux Etats-Unis, se vit couper les micros ! Il y a la phrase dans le dernier discours de Nikita Khrouchtchev, contrairement à la lettre et à l'esprit de la théorie marxiste, mettant sur le même pied, dans un conflit grave, un pays communiste et un pays neutre, en l'occurrence la Chine et l'Inde ! Il y a toute une mainmise des Asiatiques sur la propagande communiste en Afrique ; des milliers de propagandistes chinois sont en train de "travailler" le continent africain ; ils commencent aussi à s'installer sur le continent d'Amérique du Sud ! L'ambassade la plus active en Guinée et l'ambassade chinoise et, au Moyen-Orient, alors que la Russie continue de travailler avec les nationalistes, la Chine se branche directement sur les Partis Communistes y compris sur le Parti Communiste égyptien ; l'homme qui fut le plus fêté lors des grandes fêtes de Pékin a été le Secrétaire général du Parti Communiste syrien !
Il y a, pour ceux qui aiment être visionnaires, toute une perspective qui peut se découvrir. La Russie est un pays européen qui n'a pas encore pris conscience de l'être et qui commence peut-être à en prendre conscience.
C'est si alléchant que l'on est obligé de considérer cette hypothèse avec une extrême prudence ! Même si c'est vrai, même si cela est passionnant à observer, la prudence nous est recommandée.
Et il y a une troisième hypothèse que nous considérons avec beaucoup de sérieux et de gravité, c'est que, non point pour des raisons nobles ou des raisons de pureté Khrouchtchev puisse être sincère, mais qu'il puisse sincèrement

chercher à trouver un "modus Vivendi" pacifique entre les deux mondes qui se font face, peut-être parce que la possession des armes modernes impose aux budgets nationaux des charges encore plus grandes que les armes conventionnelles, possession et renouvellement des armes modernes, car il y a une sorte de vertige dans la fabrication même des armes thermonucléaires, lit le voyage, à cet égard, et M. Khrouchtchev aux Etats-Unis, en France ou peut-être même, demain, au Vatican, pourra être un voyage au bout de l'angoisse ! Au bout de l'angoisse parce que la première vertu des armes modernes est d'épouvanter les hommes qui les possèdent.

Même si nous nous trompons, nous devons considérer que cette hypothèse peut être exacte, puisque, hélas, nous ne nous trouvons que sur des terrains d'hypothèses. Et, si cette hypothèse est exacte - il y a une seule chance sur mille qu'elle le soit ! - nous commettrions un crime si nous ne la saisissions et si nous ne poussions pas de toutes nos forces au dialogue entre l'Est et l'Ouest mais en prenant des positions, des précautions qui nous sont essentielles.

Quatre précautions sont vitales pour nous, et M. Khrouchtchev comme le gouvernement doivent savoir la ligne d'intransigeance sur laquelle nous ne saurions cédera en deçà de laquelle ne pourra nous animer aucun esprit de recul.

Nous commettrions une faute la plus lourde si nous abandonnions un seul homme libre, Berlinois ou autre, confié à notre défense.

Nous commettrions une lourde faute si nous laissions sacrifier l'Europe.

Nous commettrions une lourde faute si nous laissions mettre en cause la solidité de l'alliance Atlantique.

Et nous commettrions une lourde faute si, par faiblesse, nous nous laissions aller jusqu'à je ne sais quel neutralisme qui serait immédiatement interprété, de l'autre côté du rideau de fer, comme une preuve de faiblesse.

Cela, nous l'avons bien dit, et je crois que le Parti devrait être unanime sur ces quatre points !

Mais comment si la paix est en jeu, je le répète, s'il y a une seule chance sur mille de sauver la paix, comment le Parti ne s'y associerait-il pas et ne donnerait-il pas au gouvernement de la République, au Président de la République, ce qu'il en pense ! Et plus encore que ce qu'il en pense, l'appui de son autorité morale. Et j'ajouterai que nous ne nous contentons pas d'une tâche négative mais nous demandons au gouvernement - nous ne recevons pas de lui - nous lui demandons de se battre sur les deux points constructifs qui sont essentiels dans le monde actuel : d'une part, l'aide aux pays sous-développés, d'autre part, le désarmement.

Pour nous, et là aussi nous pouvons être unanimes, nous savons bien qu'il ne peut pas y avoir de règlement partiel, de litige localisé, et que le règlement du problème du désarmement commande en vérité tous les autres problèmes, toutes les autres questions, que c'est le problème numéro un, qui, s'il n'est pas tranché, empêche tous les autres de l'être.

Sur ce point, nous sommes très pressants auprès du gouvernement et comment ne pas l'être au service d'une idée si généreuse ?

Et pourquoi, au lieu de nous diviser et de nous quereller alors que,

profondément, nous sommes d'accord ne pas participer tous ensemble au maintien d'un rayonnement qui a fait la beauté du Socialisme et la grandeur du Parti ?
Le désarmement est une cause qui nous appartient ; lorsque nous y apportons l'adhésion du gouvernement, c'est une de nos victoires.
Pourquoi ne pas nous y associer ? Pourquoi ne pas mettre à son service toute notre autorité, tout ce que nous pensons de plus cher ?
Et l'aide aux pays sous-développés ? Parce qu'il est trop vrai que ce qu'il y a de plus grave, c'est la division du monde entre pays misérables et pays mieux nourris, qu'il y a là un élément de rupture grave et nous savons bien que si nous parvenions à appeler à une action commune Est-Ouest sur des régions bien localisées, nous arriverions à d'importants résultats.
Telle est, au nom du Parti, la politique internationale qui a été définie, réserves et adhésions, à la tribune de l'Assemblée Nationale. Nous n'avons pas dit autre chose.
Je crois que ce qui nous menace le plus, c'est, voyez-vous, je ne sais quelle amertume, je ne sais quelle aigreur ou quelle tristesse.
Ce qui nous manque, c'est de garder bien fort ce que nous pensons de plus cher et qui nous est le plus précieux.
Ce qui nous manque aussi, c'est de ne pas ouvrir les yeux sur la vérité de ce qui se passe et c'est vrai de la politique internationale comme de l'Algérie.
Allons donc ! Sur le fond, nous sommes tous d'accord sur les objectifs à atteindre ; nous varions sur les moyens et là où un certain nombre d'entre nous ne sont pas d'accord, c'est sur l'appui donné au Président de la République lui-même.
Vous dites : il fallait voter contre, il fallait montrer notre opposition. Que valait-il mieux ? Montrer notre opposition comme nous la montrons sur les questions économique, financière, sociale, agricole, ou bien, si possible, aider à la recherche de la paix en Algérie ?
Et, puisque nous ne pouvons porter jugement qu'après une analyse serrée de la situation, répondez donc à cette question capitale : qui est le mieux placé aujourd'hui, que nous le regrettions ou pas, pour travailler à la paix en Algérie, pour imposer une solution libérale, non seulement aux ultras, non seulement aux ultras de l'armée, mais même à la partie saine de l'armée ! Qui ? Quel homme ? Quel parti ? Quelle formation ? Quel groupement ? Quel rassemblement ?
Est-ce que nous serions absents dans la recherche de la paix en Algérie, dans la recherche d'une paix en Algérie qui ne mette pas en cause ce qui nous reste de République, ce qui nous reste de liberté, et ce que nous avons gardé de plus précieux, la paix civile dans la métropole !
Répondez à cette question loyalement, franchement, même si nous avons mal au cœur, répondons honnêtement à cette question et puis, tirons-en toutes les conclusions nécessaires.
Excusez-moi si j'ai pu être plus long que je ne l'avais pensé. Quand, dans les événements actuels, on se trouve à l'Assemblée Nationale, une maison beaucoup moins vivante, en tout cas moins trépidante que les précédentes assemblées, on

s'interroge bien sûr gravement sur tout ce qu'il faut faire, et sur tout ce qu'il faut dire.
Croyez-vous que vous travaillerez mieux à l'union avec la Gauche en maintenant des querelles ou des reproches amères sur les points sur lesquels il serait si facile de nous mettre d'accord ici !
Est-ce que vous croyez que cela va tenir à un simple dialogue de parti à parti, disant : mettons-nous d'accord sur tel ou tel point ?
Non ! Ce qu'il faut créer c'est un grand courant au service de causes qui nous dépassent tous, à quelque parti de gauche que nous appartenions, au service de la paix en Algérie, et pour cela il faut employer le meilleur moyen possible et le plus efficace.
Au service de la paix dans le monde il faut faire entendre les précautions qui nous paraissent indispensables mais ne pas nous refuser aux grandes tâches qui seules peuvent exalter à nos côtés la jeunesse qui porte l'avenir.
Telle est ma conviction. Puisse le Parti, fraternellement, dans l'avenir, répondre à cette impatience de la jeunesse qui s'est fixée ces deux buts les plus nobles de tous aujourd'hui : la paix en Algérie par les moyens qui sont les nôtres, la paix dans le monde en nous gardant contre toute imprudence mortelle. (Applaudissements)

Le président - La parole est à Félix Krieff.

Félix Krieff

Camarades, dans une lettre que m'adressait les premiers jours du moi du mai 1959 un de mes grands amis, un Musulman, un démocrate, un Socialiste, un ami sincère de la France, il m'exprimait son angoisse en ces termes :
"Depuis près de cinq années l'Algérie connaît le cycle infernal d'une lutte atroce. Les perspectives d'une paix tant désirée, tant attendue, éclairent de temps à autre l'horizon algérien d'une lueur d'espoir vite obscurcie par la fumée des armes dans des combats de plus en plus meurtriers".
Et, il ajoutait ce propos qui constituera en quelque sorte un des principaux thèmes de mon intervention :
"Malgré toutes les promesses qui ont été faites, malgré le plan de Constantine, malgré les mesures exceptionnelles de faveur accordées tardivement, hélas, aux Musulmans, il faut se pénétrer de cette vérité fondamentale que rien ne pourra être entrepris dans ce pays tant que le combat se poursuivra".
Mais depuis il y a eu fort heureusement la déclaration tant attendue prononcée le 16 septembre par le Président de la République. Quoiqu'on ait pu en dire ce discours du chef de l'Etat constitue pour nous, Socialistes, cette lueur tant désirée, car il ouvre enfin la porte à un règlement du problème algérien.
Certes, on a dit et répété dans plusieurs milieux que ce pari revêtait un caractère dangereux et d'expliquer que quoi que puisse faire la France dans l'avenir, les Musulmans garderont leur sympathie pour les combattants du maquis, auréoles d'un prestige grandissant. Car il est exact que cette activité dans notre pays laisse à penser que sans l'insurrection jamais la France n'aurait consenti les

Fondation Jean Jaurès

avantages aux Musulmans, jamais on aurait institué le collège unique, jamais il n'aurait été question d'auto-détermination.
C'est pourquoi il est à redouter que les Musulmans, dans leur ensemble, manifestent leur sentiment de gratitude, moins à l'endroit de la France, qu'à l'égard de ceux qui, prenant les armes, ont contribué à cet état de chose.
Mais les choses sont ce qu'elles sont. Il convient d'analyser la situation et d'envisager sous quelles conditions l'entreprise de Gaulle peut être conduite avec succès.
Dans notre fédération, à Constantine, nous avions estimé que pour avoir des chances de réussir, la formule proposée devrait être complétée par un certain nombre de mesures et par les impératifs suivants :
L'auto-détermination reconnue au peuple algérien ne pourra s'exercer librement, raisonnablement, que dans un climat de paix, d'où la nécessité impérieuse d'engager au plus tôt des pourparlers avec des personnalités algériennes de tous bords en vue d'un accord pour le cessez-le-feu.
A ce sujet, il serait indiqué, pensons-nous, pour calmer les appréhensions de certains et rassurer ceux qui considèrent que cette procédure est affligeante pour notre pays, de préciser que le cessez-le-feu n'est en aucune façon sollicité, mais bien généreusement offert par la France comme cela a du reste été dit une première fois sous le gouvernement de Guy Mollet et comme l'a fait le général de Gaulle dans sa conférence de presse d'octobre 1958 quand il a parlé de la paix des braves.
En outre, il serait important de faire connaître d'ores et déjà que les pourparlers qui s'entameront seront limités essentiellement à des questions tactiques et militaires et qu'il ne saurait être question d'aborder le problème politique sous quelque forme que ce soit, pas plus que d'ouvrir les discussions pour l'organisation matérielle du référendum celles-ci étant laissées à l'initiative de la France.
La date du référendum ne doit pas être modifiée et le délai de quatre années par le général de Gaulle doit être maintenu.
Comment, camarades, concevoir en effet qu'une consultation électorale d'une importance capitale puisse se faire au lendemain d'une guerre qui aura duré cinq ans avec, à la mémoire de tous, les horreurs qui en ont découlé et qui font que les esprits resteront encore surchauffés, surexcités, avant que s'apaisent les sentiments de haine et de revanche qui se manifestent de part et d'autre ?
Ne serait-il pas plus sage, au contraire, d'envisager une longue période de transition pour rétablir un climat de confiance et de concorde, pour faire admettre à tous les habitants de l'Algérie que leur intérêt sera désormais de cohabiter en libre intelligence, en parfaite harmonie, en étroite collaboration, sans faire intervenir dans leurs rapports des préjuges raciaux ou religieux qui ont fait tant de mal.
Oui, nous pensons logiquement que nous avons besoin de ce répit. Pour la France d'abord qui, pour inverser ce courant hostile, doit se manifester sous son vrai visage, fait de générosité, de bonté, de loyauté, d'équité et de grandeur. Pour la population aussi qui aspire à une détente, à une ère de paix, une paix qui

Fondation Jean Jaurès

sera mise à profit pour faire oublier, par le comportement de chacun et de tous, de regrettables erreurs du passé, les abus des uns et le nombre de fautes commises par les autres pour apaiser les heurts, les rancœurs, les ressentiments, et pour panser les blessures de ceux qui ont trop souffert. Pour faire comprendre enfin aux différents éléments de la population combien il est essentiel pour eux de mieux se connaître, de mieux se comprendre pour mieux s'aimer et mieux s'entraider.

De l'attitude et du comportement des éléments européens dépendra le succès de l'enjeu qui est engagé, car c'est dans les relations humaines, si elles sont confiantes et cordiales, que la solution peut se forger et c'est aussi, en faisant preuve de loyauté, de sincérité, en respectant la vérité du chacun que tout pourra être bâti solidement et pour toujours.

Pour la consultation proprement dite, il convient que celle-ci se déroule dans les conditions de régularité telle que la sincérité du scrutin ne puisse être mise en doute ni discutée.

La France sur ce point a engagé sa parole, et pour éviter que des critiques ne puissent être formulées à cet égard, des assurances formelles, matérielles et concrètes doivent être données et scrupuleusement observées.

Quant au processus du référendum, nous sommes bien d'accord pour qu'il se déroule en deux temps : la première phase pour demander au peuple d'Algérie s'il désire maintenir ses liens avec la France, ou bien s'il préfère son indépendance. Dans la deuxième phase, dans la mesure évidemment où le résultat acquis nous serait favorable, pour que la population se prononce pour une des deux options : francisation ou fédéralisme.

Envisageons d'abord ce qui peut se produire au cours de la première phase du référendum : la sécession, c'est la solution que d'ores et déjà nous devons condamner avec vigueur, nous nous sommes déjà expliqués à ce sujet et nous répéterons à l'intention de ceux qui ne sont pas opposés à une telle solution, qu'il ne fait pas de doute que dans cette éventualité, le peuple algérien connaîtra un régime absolument opposé au régime démocratique, en ce sens qu'il sera à caractère religieux, féodal, seigneurial, pour ne pas dire dictatorial. Se serait un paradoxe, n'est-il pas vrai, que de voir un tel régime s'instituer par des règles démocratiques, alors que nos principes sociaux, libéraux, laïques, tendent précisément à conduire cette population vers une évolution constante !

D'autre part, il est certain que l'Algérie sans la France, livrée à elle-même, face à son destin connaîtra après un bref délai une crise économique et sociale qui précipitera les gens dans l'anarchie, dans une misère grandissante.

N'est-il pas de notre devoir de contribuer au bonheur des peuples, de les guider, de les aider, de les assister pour leur permettre d'atteindre le mieux-être, une vie sociale honorable, une existence familiale décente et aussi une pleine maturité politique.

C'est cela notre but et c'est pour l'atteindre que nous devons exercer une action soutenue, une action mesurée.

Le Parti peut avoir une partie noble à jouer au cours des mois qui vont suivre et il est à souhaiter, à ce propos, que tout soit mis en œuvre pour tenter d'opérer en

Fondation Jean Jaurès

Algérie un vaste rassemblement des forces libérales et démocratiques grâce auquel il sera possible de remplir notre tâche et d'étendre nos efforts au rapprochement des populations, tout en nous faisant l'instrument de cette grande conciliation.
Et quand s'ouvrira la deuxième phase du référendum, le Parti pourra prendre une position nette quant au choix de l'option qui sera retenue.
Gardons-nous, pour l'instant, de marquer une préférence pour telle ou telle solution. Les récentes déclarations faites à ce sujet par quelques-uns de nos camarades ont été assez mal interprétées en Algérie, car elles ont semblé engager le Parti dans une certaine voie.
On a parlé de fédéralisme, et c'est évidemment une solution séduisante. Mais de quelle sorte de fédéralisme s'agit-il ? D'autonomie interne avec un gouvernement algérien ou d'autonomie interne avec un Parlement algérien seulement ? D'association, de co-association, de fédération incluse dans un ensemble, comme la communauté par exemple ?
Les formules à cet égard sont multiples et variées, et il serait intéressant que chacune d'elles fut connue avec toute la précision désirable.
De toute manière, si c'est la solution fédérale qui est adoptée par notre Parti, il serait nécessaire, comme l'a déclaré judicieusement notre camarade Defferre au Sénat, de prévoir et de faire admettre que le statut ne pourra en aucun cas avoir un caractère évolutif dans le sens de la sécession, bien entendu.
Cette précaution nous semble-t-il est essentielle si nous voulons éviter la réédition d'un précédent fâcheux.
Donc, avant de nous déterminer, il convient d'étudier dans les moindres détails chacune des options pour retenir après mûre réflexion celle qui nous apparaîtra la plus conforme la plus valable tant au regard de notre doctrine que de la vocation du peuple d'Algérie.
Il nous apparait sage d'opérer de la sorte avant de définir prématurément une politique qui risque d'être vouée à l'échec ou qui risque de nous conduire à une aventure dangereuse. Pour l'heure, notre rôle, notre action doivent consister à faire pression auprès du gouvernement pour que d'importantes mesures administratives, sociales, économiques, culturelles soient décidées.
En premier lieu, le rétablissement du pouvoir civil par l'affectation d'igames, préfets, sous-préfets, Secrétaires généraux et directeurs de cabinet qui aideront à créer, par une action généreuse, juste et humaine, le climat favorable et tant désiré.
Application rationnelle et accélérée du plan de Constantine qui devra prévoir en première urgence l'ouverture de nombreuses écoles, l'édification d'un plus grand nombre possible d'immeubles d'habitation, la démolition progressive et systématique des bidonvilles et vétustés quartiers indigènes casbah d'Alger, Médina, véritable lèpre où vivent des familles de dix personnes dans une seule pièce exiguë sans air, sans soleil, sans lumière.
L'élévation progressive du niveau de vie des populations dans les centres ruraux particulièrement et, en attendant, le versement d'une indemnité substantielle de chômage.

Collection Jean-Pierre

Le tout devra s'accompagner d'une série de mesures économiques et sociales. Nous devons à cet effet renouveler notre confiance au président de Gaulle et lui apporter notre concours sans réserves pour lui permettre de poursuivre sa mission qui est d'abord d'établir une paix durable en Algérie pour faire venir ce pays à un climat de concorde, d'union, sous l'égide de la France.
Il y aura donc beaucoup à faire pendant ces quatre années, mais il s'agit là d'une tâche grandiose, humaine, utile et nous devrons nous employer à la mener à bien. Lorsque par notre action, les esprits se seront détendus, lorsque les nuages auront disparu de l'horizon, il nous sera peut-être donné de vivre le jour béni où les citoyens algériens libres et égaux fraternellement unis, seront à tout jamais délivrée de la faim, de l'angoisse et délivrés de la peur.
(Applaudissements)

Guy Mollet

Camarades, j'ai demandé à intervenir à ce moment du débat non pas que j'aie l'intention de répondre déjà à l'ensemble des questions posées, mais parce que j'ai deux préoccupations, l'un c'est de réserver pour demain les autres problèmes que la politique internationale et le second, c'est de montrer qu'en politique internationale, il n'y a pas que des injustices comme l'a dit Arthur Comte, mais qu'il y a de vrais problèmes, il y a des points sur lesquels on n'est pas d'accord et je vais m'efforcer à mettre l'accent sur les désaccords pour que nous sachions où nous en sommes.
Il y a des points sur lesquels nous ne sommes pas d'accord.
Christian Pineau, moi et bien d'autres, car si dans ses propos, Christian a été injuste - je le confirme - il y a des points sur lesquels nous sommes d'accord, c'est l'Europe, c'est l'OTAN, c'est la politique à l'égard d'Israël.
Il y a simplement injustice à penser que nous ne le disons pas, alors que d'autres le diraient, alors que nous sommes les seuls à le dire tout haut et à ne pas le réserver aux Conseils nationaux ou aux Congrès.
Nous l'avons dit et écrit, nous l'avons dit à plusieurs reprises à la tribune des assemblées, nous l'avons écrit dans le populaire, je l'écris depuis deux semaines dans ce journal que nous voulons être le journal des démocrates.
C'est Arthur Comte et moi-même qui, à la tribune de l'Assemblée Nationale ou dans les Commissions avons été les plus sévères à l'égard de la politique du gouvernement. Je ne pense pas que l'on puisse dire le contraire ?
L'Europe des cartels ? Je croyais en entendant Pineau qu'il lisait des passages entiers de l'article que j'ai fait dans démocratie 1959 d'hier ! Donc, publiquement.
L'Europe des nations, c'est nous qui l'avons dénoncée contre Debré, contre le Président de la République, l'Europe des nations ou des patries, selon la formule de l'un ou de l'autre.
La volonté de créer une organisation supranationale, c'est nous qui nous battons dans ce sens et les camarades savent que c'est un combat que nous pouvons peut-être gagner.
L'OTAN, la condamnation portée contre la volonté de désintégration, dès

janvier je l'affirmais, Comte et d'autres l'ont renouvelée récemment sur des points très précis, la flotte, en donnant à la tribune des exemples, en disant que la conception nouvelle d'une armée qui ne serait plus qu'une armée d'alliance, serait la justification de l'attitude des britanniques, en 1940, quand ils retiraient, aux aussi, leur armée sur Dunkerque plutôt que de participer à la défense.
Cela, c'est nous qui l'avons dit, et qui l'avons dit au nom du Parti, et du Parti que je pense unanime, puisqu'on nous reproche de ne pas le dire assez haut !
La même chose en ce qui concerne l'Espagne, la même chose en ce qui concerne les propos tenus par le général de Gaule, avant-hier, à l'école de guerre. Il se trouve que je suis obligé de le dire, le propos que vous entendrez lundi soir à la télévision française qui condamne cela dans ma bouche, est enregistré depuis hier matin, autrement dit il n'est pas postérieur à ce qui a été dit à cette tribune.
En effet, il y a une nouvelle série d'émissions où Bidault et quelques autres sont déjà passés et on a enfin accepté que je passe dans les conditions que j'ai pu accepter cette fois, c'est-à-dire avec uniquement deux journalistes qui m'interrogeaient et non pas un bavardage qu'un Corval quelconque aurait ensuite schématisé, dont il aurait tiré les conclusions.
Malheureusement, j'ai parlé trente-cinq minutes, ils n'en donneront que quinze à vingt, j'ignore les coupures qu'ils feront, il y a toujours là un risque.
Mais cette condamnation, nous la faisons tous. Israël ? Je le répète encore dans le dernier article que je viens de faire dans ce journal nouveau et qui est intitulé : une nouvelle affaire Dreyfus, évidemment, le jeu de mot ne plaira peut-être pas à tout le monde, mais il pose à M. Dreyfus, le directeur de chez Renault, un problème qu'il comprendra certainement. Et dans cet article, nous disons notre attitude.
Non, Christian, tu n'es pas juste, nous n'avons jamais dit, je n'ai jamais dit, mon accord avec la politique internationale du général de Gaulle sauf sur un point sur lequel je commence à avoir l'impression que nous, entre nous, nous ne sommes plus d'accord, c'est sur le problème des relations Est-Ouest et sur le problème de détail, encore qu'important, de l'explosion atomique.
J'espère que Marius Moutet est encore là ; je vous demande de lui rapporter, en tout cas, mes propos, mais je ne vais pas l'attaquer, je dirai seulement qu'il m'a fait peur.
J'ai entendu dénoncer ici la guerre nucléaire, cette guerre antihumaine, avec un accent qui ne correspond pas à la pensée socialiste permanente. Ce que nous dénonçons, nous, c'est la guerre, ce n'est pas telle forme de la guerre.
Je ne verrai pas tout à coup une guerre acceptable, avec des bombes de 30 tonnes, nettement supérieure à une guerre inacceptable, sous prétexte que ça tue davantage de monde.
Vous savez, j'ai entendu à cette tribune, dans cette même salle, pendant des années, des militants, même de ceux qui nous ont quittés, faire assaut d'éloquence pour nous démontrer que si la dernière guerre ne s'était pas terminée par la victoire des fascistes, c'était parce qu'un jour un homme avait eu le courage moral de casser la résistance japonaise, en utilisant la bombe atomique.

J’ai entendu soutenir, et ma foi cela se défendait, que s’il ne l’avait pas fait, les Allemands allaient avoir dans les deux mois qui suivaient l’utilisation, eux, des V1 et des V2 et qu’ils auraient la possibilité d’assurer leur victoire sur le monde.
J’ai entendu un certain nombre d’années plus tard les mêmes, voulez-vous que nous disions Daniel Mayer, à cette tribune, dans une autre salle, nous démontrer, au moment où il fallait signer le Pacte Atlantique, que s’il n’y avait pas eu l’avantage nucléaire des Etats-Unis, la gigantesque supériorité en armements techniques de la Russie aurait balayé l’ensemble du monde et transformé chacune des nations en une nouvelle Tchécoslovaquie ?
Je crois qu’il y a chez nous une position permanente : nous sommes contre la guerre et nous estimons que nous ne pouvons arriver à l’empêcher que par la sécurité collective l’arbitrage et le désarmement général, simultané, contrôlé.
Nous n’avons jamais accepté que fut faire une différence ou tel entre telle ou telle guerre, entre tel type de guerre.
Mais je reviens au problème plus précis : l’arme atomique française.
Christian, tu as cru m’enfermer avec une déclaration que j’ai sûrement faite, disant que notre gouvernement, le gouvernement que je présidais, n’admettrait jamais de faire cette arme tant que ne seraient pas épuisées les différentes chances quant au désarmement.
Je vais évoquer les discussions intérieures au gouvernement et je vous fais assez confiance pour savoir que vous ne me démentirez pas.
Quand nous avons parlé de ces problèmes, nous nous sommes toujours refusés à ce que, pour des raisons de principe ou des raisons idéologiques, nous renoncions, nous à l’arme atomique. C’est Perrin et les autres qui disaient : "C’est idiot d’utiliser tant d’énergie, tant de plutonium pour bâtir une bombe comme celle d’Hiroshima qui est ridicule par rapport à toutes les autres, alors que nous pourrions faire, à des fins civiles, avec cette même source d’énergie, tant de choses". Cela paraissait grotesque, surtout qu’à ce moment-là, Jules Moch, qui était à la Commission du désarmement, nous disait sa confiance de voir progresser les chances du désarmement.
Nous avions en même temps des rapports avec les partis de l’Internationale et, effectivement, une campagne était menée contre l’éventuelle détention par la France de la bombe atomique, mais je n’admettrai jamais cet argument, nous vint-il de nos camarades travaillistes : "Il ne faut pas que la France ait la bombe", alors que les mêmes travaillistes ont engagé leur pays dans la construction de la bombe atomique quand ils étaient, eux, au pouvoir !
Ce n’est vraiment pas sérieux ! Nous n’avons pas le droit d’accepter ce type de raisonnement et pas davantage de faire de la musique sur les retombées atomiques.
Il y a quinze jours, on pouvait voir, à la première page de "France nouvelle", c’est l’hebdomadaire coco, en tête : A bas la bombe française ! Chaque retombée atomique : 20 000 enfants naissent anormaux !"
J’aurais voulu savoir combien il y avait de gosses anormaux en URSS ! Vraiment, ces gens se moquent de nous, mais est-ce que nous allons tomber dans ce genre de propagande ?

Je dis, et c'est la réponse que le Bureau du Parti donnait mardi dernier à un questionnaire fait par je ne sais quel organisme qui nous demandait ce que pensait l'élu socialiste des problèmes d'actualité, qu'il n'y a aucune raison de principe qui puisse s'opposer à la détention par la France de la bombe atomique, que le problème qui se pose, il est, d'une part, un problème technique : est-ce que, vraiment la valeur de cette bombe est justifiée par ce qu'elle représente comme coût - et je ne parle pas du coût argent, mais du coût énergétique - d'autre part, l'engagement sans cesse renouvelé de la France que le jour où un accord interviendrait entre les autres grandes puissances qui actuellement détiennent la bombe, non pas seulement d'arrêter les explosions, ce qui est une douce plaisanterie, mais d'arrêter la construction de bombes, ce qui ne suppose pas d'explosions nouvelles - or, à l'heure actuelle, ils sont en train d'en faire des bombes et eux continueraient dans le même temps où on prétendrait nous l'interdire l'engagement, dis-je, par la France que dès qu'un accord serait réalisé sur la destruction des stocks existants et le contrôle des matières fissiles, d'arrêter elle-même, mais on ne peut pas engager notre pays dans ce que j'appellerai un désarmement unilatéral !

Telle a été sans cesse la position du Parti.

Sous prétexte de critiques, c'est en fait l'adoption d'une nouvelle politique qu'on nous demanderait de prendre aujourd'hui.

J'en viens aux contacts Est-Ouest, parce que c'est plus précis encore.

On nous fait le reproche de soutenir le gouvernement qui retarderait la conférence Est-Ouest, alors que, Comte a eu raison de le souligner, cela correspond à notre désir et que c'est, je le dis, à notre demande !

Voyons ! Lorsque nous avons eu à parler de ces problèmes, il y a eu jusqu'à maintenant une attitude commune, mais si elle était faite de compromis, dans ce domaine, c'est qu'il ne pouvait pas y avoir à l'égard de l'URSS de Munich sous quelque forme que ce soit.

Or, quel est le problème posé ?

Le problème posé par l'URSS est de tenir une conférence en limitant l'objet de celle-ci à Berlin, un point c'est tout. Voilà la volonté soviétique ; qu'on ne parle que du problème de Berlin.

Mais, voyons, il y a un an aujourd'hui, nous sommes le 7 novembre, personne ne parlait de Berlin ; c'est seulement à la fin novembre, si mes souvenirs sont exacts, que Khrouchtchev a lancé cette nouvelle bombe, laissant six mois au reste du monde pour régler le problème de Berlin, faute de quoi il le réglerait lui-même !

Notre réaction unanime, et je n'ai pas entendu un mot contre à ce moment-là, a été de dire : "Ah, non, ce n'est pas concevable, il ne peut pas y avoir de modification ainsi, unilatéralement, nous acceptons d'aller à une conférence, nous souhaitons qu'elle ait lieu, mais nous ne voulons pas que ce soit un tête à tête entre les Américains et les Russes, nous voulons que tout le monde y soit et pour parler d'autre chose que de Berlin. De Berlin bien sûr, mais de Berlin dans l'ensemble allemand, de Berlin dans l'ensemble européen et même du monde".

Nous ajoutions même qu'il y avait deux autres problèmes qui dominaient la

situation, bien plus que Berlin et devaient être discutés, l'un c'était l'aide aux pays sous-développés, et Christian en a été un défenseur, le meilleur que nous ayons eu sur le plan international, à l'OTAN, et le deuxième, c'était le désarmement général et je crois que les Socialistes n'ont pas changé d'avis, que c'est par là qu'on ira vers la paix, si on doit y aller.

Or, il se trouve que nous avons été l'objet d'une offensive invraisemblable à travers le monde, que si, en Europe, nombreux ont tenu, certains parce que c'était leur intérêt, comme les Allemands, parce qu'évidemment le problème de Berlin les intéressait au premier chef, comme les Italiens, comme le Benelux, même, par solidarité européenne, par contre, la Grande Bretagne a flanché immédiatement. Il y a eu un véritable assaut, une véritable course de vitesse entre travaillistes et Conservateurs - cela n'a pas tellement réussi aux travaillistes d'ailleurs - pour savoir lequel des deux serait le plus chaud, le plus demandeur pour le rapprochement immédiat avec les soviétiques.

L'Amérique tenait, mais il semble que cela ait pas mal flanché au camp David et il semble qu'Eisenhower lui-même ait été demandeur de la conférence en question.

Et l'on reprocherait à celui qui est le porte-parole de la France, à la place qu'il a, de dire : "Nous n'irons à la conférence au sommet que si l'on parle de tous ces problèmes et pas seulement si l'on parle de Berlin ?"

Mais, Christian, si notre gouvernement vivait encore, si j'étais Premier Ministre et toi ministre des Affaires étrangères, ensemble, nous tiendrions le même raisonnement et, ensemble, nous refuserions d'aller à cette conférence si elle n'est pas suffisamment préparée et si elle risque de se dérouler sur un sujet ou seuls les Russes sont demandeurs !

Et, obligatoirement, en dehors de la victoire déjà remportée - et je vais en dire un mot - ils en remporteraient une autre. La victoire déjà remportée et acquise, c'est déjà fait : on a trouvé le moyen, en posant le problème ainsi, et nous en acceptant qu'il soit posé ainsi, nous les pays du monde dit libre, que le statu quo n'est déjà, au minimum, acquis pour l'URSS. C'est fini : il n'y a plus personne qui remettra en cause les problèmes hongrois, polonais. Tous les gars de là-bas, tous ceux qui en crèvent savent maintenant que plus jamais ils ne compteront sur le monde libre, que le monde libre est en train de sanctionner le statu quo.

C'est une victoire de l'URSS, mais cela ne lui suffit pas, elle veut s'en offrir une seconde, car dès l'instant où l'on va peut-être mettre à l'ordre du jour la question des pays sous-développés pour constater qu'il n'y a pas d'accord, puis le désarmement pour constater que c'est tellement compliqué qu'on va le renvoyer à la Commission des 10, et sans doute mettre à l'ordre du jour le problème allemand dans son ensemble pour constater qu'il n'y a aucune chance d'avancer la réunification, après quoi on dira "il faut bien déboucher" et on débouchera sur Berlin, l'opération n'aura pas demandé que les six mois que voulait M. Khrouchtchev mais une année et demie !

Je conçois que les responsables de la politique française, à l'heure actuelle, soient réticents dans ce domaine et si je regrette une chose, c'est qu'ils soient les seuls à l'être, j'aurais voulu que l'ensemble des démocraties accepte cette

Fondation Jean Jaurès

conférence, que dis-je, la réclame, mais la réclame, non pas comme ça, en y allant à regret, la "queue basse", comme on dit trivialement, mais y aille en proposant, et il y a des propositions à faire.
Ce n'est pas une boutade que celle d'Arthur Comte tout à l'heure parlant de l'auto-détermination et disant : "Est-ce que vous êtes prêts à accepter, dans les pays actuellement sous votre contrôle, que dans un délai de 10 ou 15 ans il y ait des élections libres. Ce n'est pas une boutade, je vous assure que si cela parait irréalisable, et ça l'est, cela toucherait assez sérieusement l'opinion démocratique et républicaine dans tous les pays du monde. Mais malheureusement, ce n'est pas dans cet esprit qu'on y arrivera."
Il y a eu jusqu'à maintenant des positions du Parti sur ces problèmes Est-Ouest, je demande qu'on les maintienne.
Je ne voudrais pas cependant terminer mon intervention sur cette note qui pourrait laisser croire qu'en politique internationale, je suis un négatif absolu ; ce n'est pas vrai. Ceux qui ont lu la série de papiers que j'ai faits sur cette question dans le Populaire - parce qu'ils ne sont pas tous mauvais, pas tous condamnables mes papiers du Populaire, il doit bien y en avoir un de temps en temps qui défend quelques idées valables - ont dû noter intitulés : "Et si Khrouchtchev avait vraiment une volonté de paix ?"
Il ne faut jamais dire que c'est là illusion, que la chance n'existe pas. Je voudrais que les hommes qui parlent de politique internationale - et surtout ceux qui la dirigent aient toujours devant les yeux une sorte de diptyque, une sorte de livre ouvert où, sur la page de gauche, il y aurait inlassablement les déclarations de Lénine, celles de Staline, cette volonté affirmée, cette sorte de prophétie permanente : on leur mentira, on les trompera, on leur sourira, on les endormira et, un beau jour, on les écrasera ?
Il faut avoir ça présent à l'esprit, pour qu'à aucun moment on ne l'oublie, car cela existe.
Mais, de l'autre côté, il faut une analyse de la conjoncture présente, des problèmes posés à Khrouchtchev lui-même à l'intérieur de l'URSS, posés à l'URSS par l'existence de ses colonies, par le fait qu'il y a une Roumanie, une Pologne qui se libéreront un jour, par le fait qu'il y a le problème chinois, qu'il y a une jeunesse russe qui va, peu à peu, aspirer à autre chose, par le fait peut-être même que Khrouchtchev - parce que c'est une putain politique, parce qu'il adore être applaudi, parce qu'il aime être aimé - ait envie de faire du bien et de bâtir la paix.
Il faut avoir ce diptyque sous les yeux et tracer sa politique en fonction de cette vérité : toujours ouvert à la chance de paix, mais jamais n'acceptant d'être dupe !
Cela a été jusqu'à maintenant, même si cela n'a pas été défini avec cette trivialité de l'improvisation, la politique permanente du Parti, je souhaiterais qu'on n'en change pas et qu'on ne se mit pas tout d'un coup à tomber dans l'illusion de ce que j'ai entendu appeler la détente.
Cette détente, je ne sais pas où elle est ? Elle est dans les journaux, elle est dans la presse, mais je ne vois pas qu'elle se soit manifestée où que ce soit dans le

monde soviétique ! Je ne vois pas non plus qu'elle se soit manifestée où que ce soit dans les colonies soviétiques. Je n'ai nulle part vu que la pression avait changée sur les frontières.
Voilà les propos que je voulais tenir ce soir et, pour en terminer avec cet aspect, je souhaite que mes camarades, même quand ils se veulent de la minorité, n'aient pas en permanence un complexe de culpabilité à l'égard du Parti et que nous reprenions, tous ensemble, un peu plus de confiance en nous-mêmes.
(Applaudissements)

Le président - Camarades, nous allons lever la séance, demain matin réunion à 9h30 sous la présidence de Faraud.

PARTI SOCIALISTE - SFIO
Conseil national des 7 et 8 novembre 1959
Puteaux

Séance du dimanche 8 novembre 1959 (matinée)

La séance est ouverte sous la présidence de Faraud, (Charente Maritime) assisté de Harnung (Rhône), Delteil (Basses Pyrénées), Pichon (Finistère).

Le président (Faraud)
Le premier orateur est Marzorati à qui je donne la parole.

Marzorati
Mes chers camarades, il y a quelques jours, mon rédacteur en chef et néanmoins ami, notre camarade Henri Dussart me signalait, avec une indignation que je partage maintenant avec lui, un article particulièrement fielleux de ce journal orthodoxe défenseur du capitalisme qu'est le "Journal de Genève", un article qui parlait de la faillite du Socialisme, un article dans lequel, prenant pour prétexte certains aspects des récentes élections législatives en Grande Bretagne, on crachait tout un venin non seulement sur les travaillistes, mais également sur le Parti Socialiste français que l'on accusait d'avoir conduit notre pays à la ruine, aussi bien en 1956 qu'en 1956. On faisait une apologie de cet article du libéralisme que certains nous ont habitués à entendre en France. Mais, s'il est normal que notre adversaire de toujours parle de faillite du Socialisme, il est moins normal que, quelquefois, on puisse rencontrer dans nos rangs des camarades qui semblent découragés et qui se posent quantité de questions sur la valeur de notre doctrine, sur l'efficacité de notre action.
Au moment où nous sommes en train de nous interroger sur ce que nous représentons dans le pays, sur ce que valent nos positions de ces dernières semaines, les positions que nous allons prendre dans les jours qui vont venir, il est peut-être bon que nous tenions compte aussi, pour nous persuader qu'il n'y a pas lieu de parler de faillite du Socialisme, du résultat des élections qui viennent

Collection Jean-Jaurès

d'avoir lieu il y a quelques jours.
Ce qui s'est passé, en effet, le mardi 3 novembre, en Israël, mérite un coup de chapeau de notre part. En parlant du magnifique succès que vient de remporter notre Parti frère, le Mappai, je ne veux pas simplement m'associer à la joie qu'éprouvent certainement aujourd'hui ces camarades de mon kibboutz de la frontière du Liban, ces camarades qui m'ont permis, cet été, pendant un mois, de partager leur existence quotidienne, de vivre cette existence où le Socialisme est à la fois une manière de penser et une manière de vivre ; mais je voudrais surtout que dans cette victoire du Mappai nous trouvions des raisons d'espérer et de renforcer notre foi. Est-ce que vous connaissez, dans l'histoire contemporaine, dans l'histoire des pays démocratiques et même des autres, un parti au pouvoir depuis 11 ans, un parti usé par tous les périls, par toutes les difficultés qu'il a pu rencontrer, qui remporte une victoire semblable à celle du Mappai qui, non seulement réussit aux élections municipales à faire passer le pourcentage de ses voix de 26% à 33,84% à Jérusalem, de 30% à 36% à Tel Aviv, de 38% à 43% à Haiffa, un parti qui réussit non seulement à augmenter le nombre de ses députés au Parlement, mais qui réussit à augmenter ce nombre dans une proportion de 20% ? Avouez tout de même que la victoire du Mappai qui est la nôtre dans la mesure où le Mappai est notre Parti frère mérite d'être saluée par notre Parti !
Le Mappai a remporté une victoire. Pour certains d'entre vous qui voient peut-être les choses un peu schématiquement, cette victoire semble toute normale ; Israël apparaît quelquefois encore, à beaucoup d'entre nous, comme une sorte de vaste kibboutz de pays socialiste où tout le monde est uni pour faire face aux dangers qui menacent encore tous les jours Israël. Mais, camarades, cette vue est trop schématique : le Mappai ne s'est pas présenté seul aux élections. Les quelques 1 200 000 électeurs qui ont mis leur bulletin de vote dans l'urne, mardi dernier, avaient le choix entre 24 listes, 24 listes dont la plupart, au moins 20 sur ces 24, portaient tous leurs coups contre le Mappai, non seulement le Parti Communiste adversaire de l'Etat d'Israël au même titre, ou tout au moins avec la même ardeur que la petite secte de fanatiques qui, du fond de leurs ghettos, ne veulent pas reconnaître un Etat laïque et souhaitent la création d'un Etat démocratique ; le Parti Communiste attaquait les Mappai, les Libéraux, les Socialistes généraux, attaquait les Mappai et le Rerhout, le parti presque fasciste de M. Menachem Beguim faisait toute sa campagne, depuis des mois, en disant : il y en a assez avec le Socialisme.
Or, malgré toutes ces attaques d'adversaires combattifs, d'adversaires ardents, le Mappai a remporté cette victoire. Pourquoi ? Certains observateurs nous disent que cela tient à la personnalité d'un certain nombre des candidats du Mappai ; ils félicitent Ben Gourion, ce leader prestigieux d'avoir su rajeunir en grande partie les cadres de son parti, d'avoir su faire appel à des hommes nouveaux, nouveaux pour le Parlement comme M. Aba Evan qui fut ambassadeur pendant 11 ans d'Israël à Washington, comme Moshe Dayan, le général borgne victorieux dans la campagne du Sinaï, comme aussi Shimon Pères qui fut directeur du ministère de la Défense nationale et l'un des artisans de l'amitié franco-israélienne. Mais c'est vrai que la liste du Mappai entraînée par Ben Gourion était composée

d'hommes choisis avec un souci d'efficacité, qu'il y avait sur cette liste l'éventail des représentants de cet éventail qu'est encore ce pays où des hommes venus de 110 nations différentes constituent un seul peuple.
Mais ce n'est pas là, je crois, uniquement dans le choix des hommes que l'on trouve les raisons de la victoire du Mappai. En vérité, voyez-vous, c'est dans la foi qui anime nos camarades socialistes israéliens que l'on trouve les raisons de ce succès, une foi et un souci d'efficacité car, non seulement le Mappai pouvait présenter un bilan dont il était fier, un bilan qu'il prenait entièrement à son compte car on ne s'embarrasse pas, en Israël, de la question de savoir s'il convient ou non de perdre du temps dans des querelles de tendance ou dans des questions d'organisation de tribune libre. Le Parti Socialiste, en Israël, n'est pas un parti monolithique, pas plus qu'il ne l'est chez nous et il y a certainement des nuances de pensée, des différences très grandes entre des hommes comme Ben Gourion et Moshe Charret ou Levy Schmoll et Shimon Peres mais, à partir du moment où l'on a placé des copains à des postes de responsabilité, où des camarades ont entrepris une action, les Socialistes israéliens sont solidaires de cette action. Ils se battent en songeant davantage à insister sur ce qui a été fait de bien et sur ce qui a été fait de positif que sur les lacunes ou sur les imperfections.
D'autre part, au sein du mouvement syndical - et cela c'est aussi une leçon qu'il faudrait que nous essayions de retenir - au sein du mouvement syndical, au sein de la Islavrout, la grande centrale syndicale israélienne, les camarades qui se battent n'ont pas peur de s'affirmer socialistes. Il y a eu, au mois de mai dernier, des élections au sein de la Islavrout ; on s'est affronté, dans ces élections, sur un terrain politique ; le Mappai y a remporté encore une victoire. Cela a une autre allure, croyez-le bien, que l'attitude que prennent quelquefois ces camarades qui, au sein de leur syndicat, marquent trop facilement un profond mépris pour ce qu'ils appellent les activités politiciennes.
Et puis, surtout, je crois que ce qui fait le succès de notre parti frère, c'est le fait qu'en Israël les Socialistes ont su se battre courageusement, sans complexes. Regardez la différence entre deux élections, prenez l'attitude de certains travaillistes qui sont bourrés de complexes, qui prennent des positions pseudo pacifistes, voyez la façon dont les électeurs, dont les jeunes électeurs surtout se sont détachés d'eux, voyez, au contraire, comment ont réagi ces Israéliens qui, pour beaucoup, votaient pour la première fois puisque parmi les 1 200 000 électeurs Israéliens vous aviez tous les jeunes, jeunes gens et jeunes filles ayant atteint leur 18 ans révolus, voyez-les apporter leurs suffrages au parti de l'homme qui a eu le courage de tenir tête au dictateur, de l'homme qui n'a pas craint de s'engager lui aussi dans l'affaire de Suez, de l'homme qui cherche à combattre pour un Socialisme qui est vraiment un Socialisme de justice, de liberté et de fraternité.
Je ne veux pas avoir l'air, une fois de plus, de faire l'apologie d'un état que certains ont encore de la peine à admettre comme existant, mais je crois que vous devez vous rendre compte que, dans une certaine mesure, aujourd'hui est réalisé le vœu de Théodore Hertz souhaitant que tous les Israéliens, sur le sol, dans leur patrie retrouvée, pour leur prospérité, servent pour la prospérité le

bien-être de tous les autres.
Voyez-vous, nous allons avoir encore des heures difficiles à vivre, car même si demain les éléments de notre triptyque coïncide avec la déclaration du 16 septembre, même si demain les éléments de notre triptyque entrent dans la réalité, cela ne sera pas régler pour cela le sol de l'Algérie, nous aurons encore à nous préoccuper de l'avenir des hommes et des femmes qui vivent là-bas, nous aurons encore à lutter, d'une façon ou d'une autre, avec eux, pour eux, pour améliorer leurs conditions d'existence, et je crois que dans bien des cas les solutions israéliennes qui peuvent être proposées en exemple à tous les pays sous-développés pourront servir pour faire l'Algérie nouvelle, l'Algérie fraternelle que nous voulons, et puis aussi dans notre nation qui sera, bientôt, ne l'oublions pas, la plus jeune du monde, tout au moins la plus jeune d'Europe. Il sera bon aussi que le Socialisme apporte un peu de cet esprit pionnier qui anime non seulement les jeunes d'Israël, mais également notre parti frère israélien.
C'est pourquoi, camarades, en vous demandant aujourd'hui de saluer fraternellement la victoire du Parti Socialiste d'Israël, je vous demande aussi de trouver dans cette victoire de nouvelles sources de foi et d'espérance pour notre combat.
(Applaudissements)

Le président - La parole est à Giraud, de la Seine.

Giraud

Camarades, l'allocution de Marzorati va faciliter mon travail, car je ne suis monté à la tribune que pour demander à la direction du Parti de bien vouloir mettre à l'ordre du jour d'un de ses prochains travaux le problème de la jeunesse.
Vous savez sans doute, et Marzorati vous l'a rappelé il y a un instant, que la France est en passe de devenir un des pays les plus jeunes du monde. Lorsque nous parlons du rassemblement de la Gauche, nous parlons sans doute du rassemblement des gens qui veulent marcher de l'avant. Et bien, nous ne marcherons de l'avant que dans la mesure où nous serons les porte-paroles de la jeunesse. Je crains que cette jeunesse ne soit, à l'heure actuelle, absente non seulement de notre Parti, mais de la plupart des autres formations politiques françaises. Il y aura, d'ici quelques années, en France des millions de jeunes qui vont être en âge de travailler. Est-ce que nous avons, à l'heure actuelle, des places pour ne pas les laisser devenir des chômeurs ? Est-ce que nous savons exactement dans quel sens nous devons orienter la formation professionnelle ? Est-ce que nous savons exactement comment nous pourrons - je ne dis pas nous débarrasser de ces jeunes - mais au contraire les utiliser valablement ? Est-ce que nous savons d'ores et déjà quels métiers doivent être préconisés, quelle formation doit être donnée ? La formation professionnelle, à l'heure actuelle en France, se perd d'une façon trop peu systématique. C'est au gré des goûts de chacun, sans penser quelquefois aux métiers qui seront, dans trois ou quatre ans, les métiers qui monteront. Est-ce que vous croyez vraiment que d'ores et déjà

Fondation Jean Jaurès

nous ayons mis sur pied les collèges techniques, les centres d'apprentissage qui s'imposent ? Est-ce que nous avons envisagé comment véritablement promouvoir les jeunes dans la nation ?
Je crois que c'est là un problème que le Parti devrait étudier comme il devrait aussi étudier la réforme de l'enseignement en fonction de la prolongation de la scolarité. Il faut que les années supplémentaires d'enseignement nous permettent de former non seulement des citoyens, mais aussi des producteurs, et je crois qu'il faudrait utiliser ces années supplémentaires pour modifier les buts de l'enseignement français, pour en faire un enseignement pleinement humaniste qui arrive à donner à la France des citoyens responsables, car c'est je crois quelque chose de grave que cette fuite éperdue des Français devant les responsabilités. Dès qu'on est sorti de son travail, chacun essaie de se retirer dans sa tour d'ivoire, dans sa coquille, et c'est une des raisons de l'affaiblissement de l'esprit public que nous observons tous. Mais je pense que le Parti devrait aussi veiller au problème de l'utilisation des loisirs. Nous avons là une solide tradition, c'est notre ami Léo Lagrange qui a été en France un des premiers qui aient compris l'importance du problème des loisirs. Dans un monde où le loisir s'étend, il faut essayer de l'utiliser intelligemment, il faut essayer de donner aux jeunes des buts pour les heures ou les jours où ils n'ont pas de travail. Il est joli de se pencher sur le travail des jeunes, mais il faut aussi se pencher vers ce qui n'est pas le travail, vers ce qui est la détente et il faudrait que le Parti étudie, je crois, ces questions qui sont de plus en plus brûlantes. Je crois que nous devrions remercier les "blousons noirs" d'avoir, pendant ces vacances, porté au premier plan des préoccupations de l'opinion publique le fait qu'il y a des gens qui sont perdus dans la société actuelle et que si nous ne savons pas les raccrocher, si nous ne savons pas les rattraper, ils arriveront plus ou moins, un jour ou l'autre, à pourrir notre société, dans la mesure où ces inadaptés s'exprimeront et représenteront des tendances particulièrement fâcheuses pour l'équilibre d'une société. Je ne veux pas être plus long et mon seul souhait est qu'un jour ou l'autre, le Parti veuille bien traiter de ce problème.
(Applaudissements)

Le président - La parole est à Gérard Jaquet.

Gérard Jaquet

Camarades, ce Conseil national doit tout naturellement dresser le bilan des quelques mois qui viennent de s'écouler et, en fonction de ce bilan, exprimer nos inquiétudes ou nos espoirs.
C'est, bien entendu, le problème algérien qui reste au centre de nos préoccupations, et sur ce point nous avons des inquiétudes et des espoirs à exprimer.
L'espoir, c'est tout d'abord la déclaration du général de Gaulle qui a ouvert, le 16 septembre, des perspectives nouvelles. Cette déclaration doit nous réjouir tous dans la mesure où elle est très exactement dans le sens même de nos préoccupations. Depuis le début du conflit, nous disons qu'une fois la paix

revenue, il faudra négocier avec les représentants valables de la population algérienne pour définir avec eux et en tenant le plus large compte de leur opinion le statut politique futur. Est-ce que ce n'est pas là tout naturellement une procédure d'autodétermination ? Et le général de Gaulle n'a-t-il pas employé une autre procédure d'autodétermination qui est le référendum ? Mais quel est celui d'entre nous qui pourrait le regretter ?

Certains ont fait des réserves sur les propositions mêmes du général de Gaulle, certains ont reproché d'avoir présenté la sécession d'une manière un peu caricaturale, d'avoir trop insisté sur ses dangers. J'avoue que cela ne me choque guère de voir le général de Gaulle sur ce point reprendre un certain nombre d'observations qui ont été et qui restent les nôtres. On a aussi reproché au Président de la République d'avoir, en cas de sécession, envisagé un regroupement des populations qui désireraient rester françaises, et certains ont pensé que c'était là inévitablement l'amorce d'une division de l'Algérie, d'une partition de l'Algérie. C'est possible, mais est-ce que nous pouvions l'éviter, est-ce que nous pouvons l'éviter dans une hypothèse de ce genre ? Est-ce que nous pouvons l'éviter dans un pays où les Européens représentent presque un million d'âmes ? Cela montre à quel point, précisément, la sécession est dangereuse et même peut-être irréalisable, et cela montre à quel point nous devons montrer tous les dangers.

Christian Pineau, hier, dans son intervention a fait une troisième objection : il a reproché au général de Gaulle de n'avoir présenté que 3 options, la francisation, l'association ou la sécession. Il y en a une quatrième, c'est l'indépendance dans le cadre d'une association avec la France. C'est vrai, le général de Gaulle a, sous le couvert de l'association, présenté une formule qu'il avait offert, il y a un peu plus d'un an, aux populations d'Outremer, dans le cadre d'une communauté. Et l'on peut envisager une autre formule, celle qui s'élabore aujourd'hui entre le Mali et l'ancienne métropole. Mais j'avoue que je n'attache pas à cela une importance exceptionnelle car les notions d'association, d'indépendance sont, à l'heure présente, en pleine évolution et elles se seront certainement précisées bien avant le référendum algérien.

La dernière objection qu'a faite M. Christian Pineau, par contre, me semble avoir plus de valeur ; elle est sur le référendum lui-même. Il semble bien, en effet, maintenant d'après les dernières déclarations que ce référendum se fera en deux phases, la première phase consistant à poser cette question précise à la population algérienne : Désirez-vous que votre avenir se fasse avec la France ou sans la France ? Je crois que cette manière de poser le problème peut être dangereuse et que nous risquions, à ce moment-là, si nous n'y prenons garde, d'avoir une majorité de la population algérienne qui se prononce pour son avenir sans la France. C'est là un danger et je crois que nous ne devons pas le sous-estimer.

Mais, ceci dit et malgré toutes ces objections, il est bien certain que la proposition du Président de la République est constructive, il est bien certain que nous devons nous en féliciter et je crois qu'aucun d'entre nous, même le plus optimiste, il y a quelques mois à peine n'aurait pu penser qu'un an et demi après

le 13 mai, le chef de l'Etat pouvait faire une déclaration allant aussi loin dans le sens même de nos préoccupations.
Cependant, si nous devons manifester notre satisfaction sur ce point, cette satisfaction n'est pas sans mélange et nous avons des inquiétudes à formuler. Il est bien certain, en effet, que le libre choix de la population algérienne ne peut se concevoir que dans un climat de paix et de détente. Cela signifie tout naturellement que le problème du "cessez le feu" est un des problèmes essentiels de l'heure. Or, sur ce point, je crois que nous sommes en pleine équivoque. Certes, il y a eu la déclaration de M. Michel Debré devant l'Assemblée Nationale, reprenant intégralement les propositions du général de Gaulle plus anciennes sur la paix des braves. Mais, depuis il y a eu toute une série de déclarations de responsables, aussi bien à Paris qu'à Alger, qui donnent un sens différent aux propositions du chef de l'Etat.
Il semble bien que pour certains et qui, cependant, sont des personnages officiels, il semble bien que pour certains, la tâche pacificatrice de l'armée est loin d'être terminée et que le "cessez le feu" signifie plus ou moins et en fait une reddition pure et simple des rebelles. Or, cela me semble assez grave. La déclaration du FLN au lendemain des propositions du général de Gaulle, la déclaration du FLN a été bien mauvaise par beaucoup d'aspects, c'est vrai ; elle a été, en particulier extrêmement violente et dure et agressive, mais elle n'a pas été, cependant, à mon sens négative : le FLN n'a pas fermé les portes, loin de là ; il a même sollicité une entrevue et une discussion sur les conditions du "cessez le feu". Je crois que cette déclaration ne doit pas rester sans réponse. Je souhaite, sans en être sûr, qu'à l'heure présente les contacts officieux soient pris et permettent une rencontre prochaine. Nous devons insister d'autant plus sur ce point que nous sentons bien qu'il faut maintenant aller vite. Dans toutes les guerres, après un certain temps plus ou moins long, il arrive un moment, fatalement, pour des raisons multiples et diverses, où les choses ne peuvent plus durer. Nous en sommes là dans l'affaire d'Algérie.
Sans doute et malgré d'énormes difficultés, la France pourrait matériellement poursuivre l'effort de pacification qu'elle entreprend depuis des années, mais elle ne le peut plus moralement très longtemps maintenant. L'opinion française, l'opinion algérienne, l'opinion internationale considèrent que les raisons même du conflit n'existent plus et que les combats doivent s'arrêter rapidement. Elles savent que c'est parce que la France a reconnu le droit à l'autodétermination que nous avons cet espoir et elles en sont reconnaissantes au général de Gaulle, mais elle l'oublierait vite si elles avaient le sentiment que le Président de la République, après avoir donné aux Algériens le droit de se prononcer librement, ne mettait pas tout en œuvre pour permettre l'exercice rapide de ce droit grâce à un "cessez le feu" négocié. Très vite, la situation se retournerait alors contre nous et les conséquences en seraient, je crois, redoutables.
Voilà ce que nous devons dire nettement et clairement ; je crois que le général de Gaulle le sent et le sait comme nous, mais il ne faudrait pas que la crainte de certaines réactions paralyse son action dans une certaine mesure. Nous devrons lui montrer, sans équivoque, que s'il s'engage résolument dans la voie qui est la

nôtre, il pourra compter sur notre soutien sans réserve et il aura certainement alors besoin de notre appui pour lutter contre ceux qui l'ont soutenu jusqu'à présent beaucoup plus par tactique que par conviction.
Christian Pineau abordait, hier, dans son intervention le problème international. Je ne fais pas les mêmes réserves que lui sur l'orientation générale du Président de la République ; dans ce domaine, je partage tout à fait sur ce point le sentiment de Guy Mollet.
Par contre, je rejoins Pineau dans la critique de la politique européenne du chef de l'Etat. Toujours prompte à s'extasier, la grande presse, il y a quelques mois, se réjouissait de la conversion européenne du général de Gaulle. C'est tout à fait faux, et, pas plus sur ce problème que sur les autres de Gaulle n'a changé. Depuis la fin de la guerre, il soutient les nécessités d'une coordination des nations d'Europe, mais coordination, dans son esprit, n'a jamais signifié intégration. C'est l'Europe des patries qu'il souhaite et non pas l'Europe de la communauté, c'est une évidence. A son retour au pouvoir, il a accepté le maintien des communautés existantes car, disait-il, la France doit rester fidèle à sa signature. Mais la tâche qu'on accepte sans chaleur et sans conviction, on l'accomplit sans elle ! C'est bien ce qui se passe à l'heure présente. Alors que, pour surmonter certaines difficultés, il serait nécessaire, sur le plan européen, de dépasser le stade actuel et de franchir une nouvelle étape, la France arrête toute évolution. C'est ce qui nous inquiète, et nous ne devons pas cacher nos graves réserves sur ce point.
Sur la communauté France-Afrique, je serai très bref. La construction a été généreuse, nous l'avons dit et nous devons le répéter. Elle allait dans la voie que les Socialistes avaient tracée, mais nous risquons cependant de payer aujourd'hui le prix de certaines erreurs.
Lorsque la communauté a été créée, le gouvernement du général de Gaulle n'a pas voulu définir, d'une manière précise, ce que devrait être son fonctionnement ; en particulier, il a refusé, comme certains l'y pressaient, de choisir nettement le principe fédéraliste qui avait peut-être certains inconvénients, mais qui avait l'énorme avantage d'associer vraiment les pays d'Outremer à la gestion des affaires communes et, par conséquent, de créer progressivement entre eux et nous un esprit commun.
La conséquence de cette erreur de départ, nous la constatons aujourd'hui : les organes communautaires n'exercent qu'une direction fictive des affaires communes. Celles-ci sont toujours, en fait, gérées par l'ancienne métropole ou par des hommes de l'ancienne métropole, mais avec beaucoup plus de désordre et moins d'efficacité qu'autrefois, dans la mesure où tout a éclaté et s'est dispersé.
Mais, devant cette constatation, un certain mécontentement apparaît d'Outremer ; ce mécontentement se traduit aujourd'hui par le désir du Mali d'obtenir son indépendance. Certes l'exemple de la Guinée a eu une grosse influence sur le Mali, et là aussi il faut regretter certaines erreurs, mais l'exemple du Mali sera suivi demain par d'autres, et même si nous regrettons cette évolution si rapide, il faut l'accepter franchement si nous voulons que

l'indépendance de ces peuples reste compatible avec une association avec la France.
Je ne parlerai pas des problèmes économiques et sociaux, non certes parce qu'ils sont moins importants, mais tout simplement parce que, sur ce point, il y a un accord unanime entre nous ; c'est ce qui m'amène à évoquer la situation au sein du Mali.
Nous sommes ici dans un Conseil national, nous sommes devant une assistance réduite, la presse n'est pas là et, par conséquent, nous pouvons parler très franchement et sans détours. Or, je vous avoue que, sur ce point, je suis relativement inquiet. Certains camarades nous ont quittés, il y a un an, assez peu nombreux c'est vrai, mais nous regrettons tout de même certains départs. Il y a eu une deuxième vague de départs, il y a peu de jours ; cette deuxième vague de départs n'a pas été extrêmement importante, elle a été également douloureuse, car nous avons constaté le départ d'un certain nombre de camarades qui étaient très près de nous et qui nous étaient chers ; mais ces camarades n'ont pratiquement pas été suivis par des militants de leur fédération. C'est réconfortant, mais ne nous réjouissons pas trop vite car la situation est tout de même plus sérieuse. Brutelle le faisait remarquer hier après-midi, les militants qui ont intérêt au PSA sont peu nombreux ; c'est vrai, mais il y en a d'autres, il y a ceux qui ont quitté le Parti pour rentrer purement et simplement chez eux et qui, par conséquent, ne militent plus chez nous et sont plus nombreux que ceux qui ont adhéré au PSA ; et puis il y a aussi ceux qui, tout en restant chez nous, se considèrent, depuis quelques mois, un peu comme en marge du Parti, ne viennent plus aux réunions de sections et sont dans une position d'attentistes, et ceux-là sont aussi assez nombreux.
Cela explique certains vides que nous constatons dans certaines sections, et pas uniquement dans des sections de la région parisienne, mais même dans des sections de province et même dans des localités où le PSA n'existe pas ou n'existe pratiquement pas. Alors, quelles sont les causes de ce malaise qui est probablement plus sérieux que certains ne le pensent ?
Il y a, tout d'abord, des causes qui sont indépendantes de nous. Il est vrai que, depuis la fin de la guerre et plus particulièrement depuis ces derniers mois, nous constatons une indifférence générale de l'opinion à l'égard de la chose publique, et cela touche le Parti Socialiste comme tous les autres, cela touche même le Parti Communiste. Je n'insisterai pas sur ce point, nous pourrions épiloguer longuement sur ces causes et sur les raisons d'une telle indifférence, mais je voudrais me borner à examiner les causes qui dépendent de nous et sur lesquelles, par conséquent, notre action peut être immédiate.
Tout d'abord, faisons en sorte que notre politique soit claire et facile à comprendre. Depuis le 13 mai, en dehors de quelques violents règlements de comptes personnels qui se déroulent d'ailleurs dans d'autres milieux que les nôtres, toutes les luttes politiques sont plus ou moins ouatées, feutrées ; le ton a été donné par d'autres, mais dans une certaine mesure nous nous sommes laissés impressionner par cette atmosphère nouvelle. Cela ne change certainement pas notre ligne directrice et il ne s'agit là que de nuances dans l'expression de notre

volonté, mais ces nuances sont souvent mal interprétées par les militants, les sympathisants ou l'opinion publique en général.
En politique, si l'on veut être compris par le plus grand nombre, il ne faut pas trop nuancer sa pensée, il faut, au contraire, la simplifier, la schématiser et la durcir au maximum. Je reconnais les difficultés de notre tâche ; l'action parlementaire n'a plus la même valeur de propagande qu'autrefois, la presse socialiste est faible et, dans certaines régions et non des moindres, pratiquement inexistante, la grande presse est indifférente lorsqu'elle n'est pas hostile, les réunions publiques attirent moins qu'auparavant et nos militants fédéraux répugnent souvent à en organiser. Tout est toujours très difficile, disait Jaurès, et répétait Léon Blum c'est plus vrai aujourd'hui qu'à tout autre moment, et pourtant, si nous le voulons, nous pouvons très vite redresser la situation. Nous avons une équipe réduite, c'est vrai, mais courageuse de militants à qui nous pouvons tout demander, à qui nous pouvons demander d'aller visiter les fédérations, les sections, d'expliquer aux quatre coins de la presse ce que la presse n'explique pas ou plus et ainsi de rendre confiance aux militants.
Il faudrait aussi, je l'ai dit bien des fois, que nous repensions toute nos formules de propagande qui sont dépassées, qui ne répondent plus aux besoins du monde moderne. Je sais qu'on y songe, dans la direction du Parti, mais il faut poursuivre dans cette voie. Une journée d'études sur l'Algérie, c'est utile ; une journée d'études sur les formes nouvelles de propagande, ce ne serait pas inutile non plus.
Mais nos insuffisances et nos faiblesses ont aussi une autre cause beaucoup plus générale celle-là et qui dépasse sensiblement le cadre de la France : il y a une crise européenne du Socialisme qu'il faut tenter d'expliquer, et c'est là-dessus que porteront mes dernières réflexions.
Regardez les résultats des consultations électorales qui se sont déroulées au cours de ces dernières années dans le monde occidental et notamment en Europe : au lendemain de la guerre, le Socialisme européen avait le vent en poupe, il représentait la force montante et, dans bien des cas, triomphante. Aujourd'hui, la situation s'est profondément dégradée. Dans la meilleure des hypothèses, les Socialistes marquent le pas et, le plus souvent, sont en recul. Dans les pays scandinaves, la progression socialiste est stoppée depuis plusieurs années ; en Allemagne, il y a eu recul, aux Pays-Bas et en Belgique également, plus récemment encore en Suisse ; en Grande Bretagne, la troisième victoire consécutive du parti Conservateur et l'aspect cependant réduit des suffrages socialistes avait ouvert une crise au sein du parti travailliste. On ne peut signaler que deux seules exceptions : l'Autriche et Israël ; les Socialistes autrichiens ont progressé régulièrement depuis la fin de la guerre, c'est vrai, mais cette progression s'est faite essentiellement au détriment du Parti Communiste, car l'Autriche a connu l'occupation russe. Nos amis israéliens viennent également de remporter une belle victoire que Marzorati soulignait il y a un instant, que nous saluons tous avec joie, mais cette deuxième exception, en raison même de la situation très particulière d'Israël, ne me semble pas en contradiction avec les idées que je vais m'efforcer d'exposer, je serais même presque tenter de dire, au

contraire.
Comment donc tenter d'expliquer ce phénomène qui se généralise ? Au début du siècle, le Socialisme ne représentait encore qu'un courant relativement faible ; même dans les contrées les plus favorisées, il était largement minoritaire. Ses espoirs de s'emparer du pouvoir étaient fort lointains et sa tâche essentielle était de défricher des terres encore vierges et de se forger une doctrine. Ces luttes étaient dures, parfois violentes, mais elles avaient au moins autant le but de préparer des victoires ultérieures que d'obtenir des avantages immédiats. Elles avaient seulement un caractère idéologique qui répondait d'ailleurs à un besoin du moment ; c'était l'époque où l'on se passionnait pour les controverses doctrinales, c'était aussi l'époque où les notions de liberté, de solidarité, de justice avaient, pour l'opinion, un sens précis et pouvaient encore galvaniser les masses et même susciter des sacrifices.
Cette situation s'est progressivement transformée, les progrès techniques ont profondément bouleversé notre monde occidental, ils ont sensiblement modifié notre manière de comprendre la vie. Le goût de l'efficacité et de la rentabilité rapide est devenu le moteur de notre action. Les luttes pour la gloire sont apparues, peu à peu, comme de dangereuses et ridicules utopies. Le Socialiste a suivi le courant et il l'a même accéléré et amplifié. Il s'est adapté d'autant plus facilement qu'en se renforçant progressivement, il devenait à son tour efficace.
Au lendemain de la première guerre mondiale, nous n'étions pas suffisamment puissants pour songer à nous emparer du pouvoir, même dans les nations occidentales les mieux évoluées, mais nous étions trop forts pour nous désintéresser de l'action gouvernementale. Le problème de la participation s'est trouvé nécessairement transposé et, dans la plupart des cas, nous l'avons résolu par l'affirmative.
Je ne critique pas cette évolution, bien au contraire ; elle était inévitable et le bilan en est impressionnant. Toutes les conquêtes sociales qui ont apporté une véritable révolution au sein du monde occidental ont été obtenues grâce à notre action tenace et persévérante, mais il est bien évident que, dans ce combat dont l'objectif immédiat était l'efficacité, l'idéal idéologique à perspective plus lointaine s'estompait tout naturellement, absorbé par les buts quotidiens. Nous étions satisfaits de constater qu'il était possible d'obtenir, du régime capitaliste, beaucoup plus que nous ne le pensions au départ ; nous en arrivions tout naturellement à oublier quelque peu, sans cependant les renier, les buts et les perspectives du Socialisme. Tant que nous pouvions apporter des améliorations progressives, cela n'était pas grave, les masses oubliaient volontiers nos combats un peu romantiques d'autrefois et nous soutenaient dans notre action de chaque jour. Mais il est arrivé un moment où cette action a perdu également une partie de son efficacité.
Au lendemain de la dernière guerre, nous avons été amenés très vite à constater que, dans le cadre du régime capitaliste actuel, nous nous trouvions désormais devant un butoir. Certes, nous pouvions encore arracher quelques conquêtes sociales sans cesse plus fragmentaires d'ailleurs, mais ces conquêtes ne se traduisaient plus par une amélioration aussi importante du niveau de vie des

conditions ouvrières. Le souci qui était devenu le nôtre, de l'efficacité immédiate nous rendait difficile la vision de perspectives plus lointaines qui nous aurait cependant permis de dépasser nos difficultés en replaçant notre action dans un autre cadre. Nos programmes électoraux réduisaient leurs promesses au possible, c'est-à-dire à peu de chose, et dans le même temps, certains partis bourgeois et notamment ceux qui se constituaient au lendemain de la guerre au nom du christianisme comprenant la nécessité d'une action sociale, en arrivaient à proposer des réformes très sensiblement comparables aux nôtres. Nous avons remplacé progressivement nos combats trop purement idéologiques d'autrefois contre des combats purement utilitaires, et aujourd'hui, devant la constatation qu'une grande partie de l'efficacité a disparue, nous nous sentons désemparés, nous comprenons avec inquiétude que, pour l'opinion publique, le monde se divise désormais en deux grands blocs : d'un côté le bloc soviétique qui représente une efficacité incontestable, mais c'est un bloc totalitaire que nous condamnons et auquel aucun rapprochement idéologique n'est possible ; de l'autre, le bloc capitaliste que notre action a progressivement et profondément transformé, auquel nous avons arraché des conquêtes sociales, un régime qui est donc devenu, malgré lui, plus humain et dont la puissance, plus apparente que réelle, fait encore illusion.

Voilà les deux grandes forces, pour l'opinion. Entre les deux, qu'apportons-nous ? Nos incertitudes, nos inquiétudes et nos hésitations dans un monde qui a trop perdu l'habitude de la réflexion et qui attend des certitudes. Serons-nous capables de montrer qu'entre le capitalisme que nous dénonçons et le bolchévisme totalitaire, nous pouvons apporter une efficacité réelle fondée sur la justice et une conception socialiste de la liberté ? Voilà le problème et nous devons le résoudre vite.

Efficacité fondée sur la justice, cela signifie améliorer, dans des proportions notables et d'une manière durable, les conditions d'existence notamment des plus défavorisés, cela signifie mieux répartir, quelle que soit la résistance, mais aussi répartir plus quels que soient les difficultés et les obstacles. Cela pose donc tout le problème de la planification démocratique et socialiste. La Russie planifie par la force ; elle augmente la production, améliore la situation de ses habitants, mais elle contraint les âmes, discipline la pensée, interdit toute expression libre. Le capitalisme ajoute le laisser dire au laisser faire. Mais ces formes d'organisation ne sont plus capables de répondre aux exigences du monde moderne et sa préoccupation dominante reste le profit pour une minorité de privilégiés.

Nous devons apporter la preuve qu'une politique de planification dépassant le cadre de nos frontières périmées et s'étendant sur le plan européen peut répondre aux exigences du moment et n'est pas incompatible avec notre conception de la démocratie. Nous devons apporter la preuve qu'en associant les travailleurs à son élaboration, cette politique est la seule qui, dans la liberté, peut répondre aux exigences de la justice sociale. C'est la nouvelle option que nous devons offrir à une opinion inquiète, mais qui espère encore ; c'est autour d'elle que nous devrons rassembler et regrouper toutes les forces valables d'une gauche

véritable, c'est grâce à elle que le Socialisme européen pourra reprendre sa marche ascendante. L'Internationale a décidé, récemment, de mettre tous ces problèmes à l'étude ; nous nous en réjouissons, mais nous devons, sur le plan français, nous préparer nous-mêmes à cette recherche indispensable, et je pense qu'il serait bon qu'un prochain Comité directeur envisage une méthode de travail. Le groupe de recherches doctrinales présidé par Jules Moch peut apporter une aide précieuse, mais il peut difficilement se charger lui-même de cette étude et il serait bon de réunir rapidement quelques camarades qui pourraient se pencher sur ce problème.
C'est en allant vers la mer, disait Jaurès, que les fleuves restent fidèles à leur source. Nous restons fidèles à tout notre passé, nous restons fidèles à nos luttes héroïques d'autrefois, nous restons fidèles à nos combats courageux des dernières décades, mais c'est une nouvelle perspective qui doit donner une idée, si nous voulons rester dignes de la mission qui nous a été confiée.
(Applaudissements)

Le président - La parole est à Francis Leenhardt.

Francis Leenhardt

Camarades, le vote de confiance que le groupe socialiste a émis pour appuyer l'initiative prise par le général de Gaulle, le 16 septembre, et pour cela seul, a donné à penser à certains camarades que notre position était de pure forme et qu'elle n'était pas vigoureuse. Je monte à cette tribune non pas avec la préoccupation de laver le groupe socialiste de cette accusation parce que beaucoup d'éléments sont déjà fournis, qui viennent en justification, mais davantage pour apporter certains éléments utiles à notre propagande. Et d'ailleurs, quelle est la formation qui peut dire que son opposition au gouvernement est plus forte que la nôtre ? Est-ce le Parti Communiste ? Nous ne le voyons prendre aucune initiative précise ni dans le combat pour la réforme fiscale - sa condamnation de l'expérience US-Pinay est beaucoup moins précise et acérée que la nôtre.
Depuis quelques jours, le Parti Communiste qui avait essayé de dire que la déclaration du général de Gaulle n'apportait rien de nouveau, a rectifié la position d'ailleurs, au moment même où il avait indiqué qu'il n'y avait rien de nouveau, beaucoup de camarades ont entendu les réflexions des plus fervents lecteurs de l'"Humanité" disant que leur direction exagérait en niant l'importance de la position prise par le général de Gaulle. Et, au surplus, dans ce débat sur l'Algérie, "L'express", tentant de devenir l'organe du PSA, s'était lui-même prononcé en faveur de la confiance. Mais je pense qu'aucune autre formation n'apporte plus que le groupe socialiste les positions contraires et que nous sommes pratiquement seuls à fournir à la Gauche des éléments précis de combat et je voudrais souligner que rarement les positions du Parti Socialiste ont été aussi claires, aussi fréquentes : dans l'espace d'un mois, nous avons eu, dans le débat sur l'Algérie, nous avons eu l'intervention d'Arthur Comte sur la politique internationale, celle de Chandernagor sur la communauté, je suis

intervenu, à l'assemblée, sur l'Algérie et Gaston Defferre, de même au Sénat ; nous avons pris des positions extrêmement claires dans le même mois. Je voudrais signaler aux camarades qu'ils ont un communiqué du Parti Socialiste qui définit, dans "Le populaire" la bataille fiscale que nous allons conduire, et un communiqué du 9 octobre qui s'attaquait à la politique économique et sociale, qui était d'une rare rigueur et qui était si "vache" pour le gouvernement qu'il a été assuré du plus large black-out.

Notre combat fiscal a été mûrement préparé et, dans le communiqué du groupe socialiste du 28 septembre, c'est-à-dire à la veille de la rentrée, nous nous sommes réunis spécialement pour définir ce que serait notre action. Non seulement nous l'avons définie, mais également les objectifs que nous poursuivons en matière de réforme fiscale ; nous allons proposer un transfert extrêmement précis de 250 milliards que nous prenions là où est l'argent et de 250 milliards qu'en même temps nous redistribuons vers des catégories extrêmement importantes qui étaient ainsi associées, et voyez l'intérêt au combat que nous aurons et, le 21 octobre, je suis intervenu dans la discussion générale pour accuser le gouvernement d'aggraver les injustices qu'il avait déjà semées à travers les ordonnances budgétaires, et nous avons eu le sentiment que nous arrivions à ébranler la majorité, nous avons le sentiment qu'un certain nombre de nos thèses ont pénétré, et nous avons finalement ajusté notre tir et concentré notre effort sur la défense de deux amendements extrêmement efficaces et faciles à faire comprendre : l'amendement Tony Larue qui proposait d'élever de 15% à 25% la réfaction sur l'assiette de la surtaxe progressive au profit des salariés - alors que le gouvernement ne va que jusqu'à 19% - et financé par la reprise des décotes du passé au taux normal de l'impôt sur les sociétés, car nous avons raison de dénoncer qu'il y a là un cadeau de 200 milliards fait aux sociétés alors que rien ne le justifie et que ces décotes n'étaient que des facilités temporaires de trésorerie. Les décotes que le gouvernement autorise, lorsque la hausse aura dépassé 10%, ces décotes seront ensuite réintégrées, au bout de 6 ans, dans les bénéfices, ce qui est bien la preuve de la solidité de notre thèse. Et le second amendement qui intéressait plus encore les salariés, qui tendait à desserrer le barème de la surtaxe progressive dont les tranches ont été rehaussées, au cours de l'année, par les dépréciations monétaires, car ces tranches n'étaient jamais réajustées, nous le financions par la suppression de l'exonération concernant les actions gratuites et aussi par l'alimentation de la détaxation des investissements au seuil, investissements correspondant à une utilité nationale.

Nous avons enfin essayé d'apporter le maximum de clarté sur ce que nous considérions comme les vices de la fiscalité actuelle, c'est-à-dire part excessive des salariés dans la surtaxe progressive puisqu'ils en paient 70% tandis que leur part, dans le revenu national, n'est que de 52%, part excessive des taxes sur la consommation dans notre système fiscal, et c'est une façon d'aggraver la répartition, déjà injuste, du revenu national, et enfin taux des impôts beaucoup trop élevé parce que l'assiette est trop étroite et là il n'y a aucune volonté, à l'heure actuelle, d'élargir cette assiette et le gouvernement laisse dégrader

l'appareil de contrôle ; il rémunère mal la fonction publique, n'arrive plus à recruter des agents et si l'on citait les chiffres exacts des vérifications qui peuvent être faites dans le délai qui est réservé à l'administration pour examiner les exercices comptables, si l'on citait les chiffres réels - et je me suis refusé à le faire à la tribune - on donnerait à la fraude un encouragement formidable car le contrôle n'est plus, pour le contribuable, qu'un accident et une déveine tellement les moyens de l'administration sont dépassés, et nous avons eu la satisfaction de voir Force ouvrière avec laquelle nous travaillons en coordination - beaucoup de camarades de Force ouvrière sont au sein de nos réunions de techniciens - reprendre, dimanche dernier, dans les mêmes termes la dénonciation des vices de notre fiscalité et nous avons la satisfaction aussi que notre action a eu un écho considérable dans les milieux de cadres auxquels nous devons penser de plus en plus, et l'organe hebdomadaire "Le creuset" qui tient une très large place dans notre action, j'ai reçu de la direction de la confédération une lettre qui exprimait une profonde gratitude pour l'action que nous avions menée en nous référant bien souvent à la position des cadres, et en tout cas, les deux spectacles qui ont eu lieu sur l'amendement de Tony Larue et sur le mien, que j'avais préparés par un article intitulé "Minute de vérité" où nous disions aux hommes de la majorité : C'est bien beau de dire que vous voulez desserrer le barème de la surtaxe progressive, que vous vous intéressez aux salariés ! Mais nous allons vous mettre au pied du mur au moment où nous vous fournirons les moyens d'atteindre ces objectifs ! Et nous avons eu la satisfaction de détacher un certain nombre d'hommes de la majorité puisque l'amendement de Tony Larue a été rejeté par 106 voix, le mien par 179 voix. Ce sont des scrutins que nous devons avoir entre les mains, car ils nous serviront dans les batailles politiques plus tard, avec énormément de précision, car ce sont des actes et ce n'est plus du bla-bla-bla.

Sur le plan économique et social, le communiqué du Comité directeur du 9 octobre auquel nous devons assurer, au sein des sections, une très large diffusion, a opportunément rappelé à l'opinion publique que la sécheresse avait vraiment bien bon dos. Le gouvernement a été favorisé par le ciel au cours des premiers mois de printemps, après un hiver doux et avait beaucoup favorisé une évolution favorable des indices. Mais la sécheresse, comme le dit le communiqué, n'a fait qu'apporter un complément à une accumulation de hausses voulues délibérément par le gouvernement sur le charbon, sur le gaz, sur l'électricité, sur les transports, sur le vin, sur le tabac, sur les PTT, sur les produits d'épicerie qu'on a retaxés alors que le gouvernement Guy Mollet les avait détaxés, au moment même où une dévaluation fixée à un taux exagéré de 17,50% venait renchérir les produits importés et, dans le même sens, le communiqué rappelle que le gouvernement avait pris la responsabilité, en janvier-février, de rendre la liberté à un très grand nombre de produits qui étaient encore taxés, ainsi, nous avons pu dire que le gouvernement, en réalité, recueille aujourd'hui les fruits de sa politique et que si le SMIG a été rajusté après que l'échelle mobile ait été franchir le seuil, c'est la conséquence de cette accumulation de hausses que nous avions dénoncées à l'époque avec

énormément de vigueur et, aujourd'hui, le gouvernement s'enfonce dans une politique, il est empêtré de son libéralisme, il "patauge" depuis plusieurs semaines en hésitant, en tâtonnant, en n'osant pas prendre les décisions ; il a perdu des semaines précieuses aussi bien pour passer à l'étranger des commandes de lait, de beurre qui étaient nécessaires pour contenir la poussée en France, de sorte qu'à l'heure actuelle, il n'arrive plus à recevoir les quantités suffisantes car la sécheresse n'a pas eu lieu qu'en France et un certain nombre de pays freinent donc leurs exportations.

Dans le débat sur le budget qui s'est ouvert avant-hier, J'ai rappelé à M. Pinay, en répondant à un discours dont je vais évoquer certains aspects, j'ai rappelé toutes les injustices accumulées sur la Sécurité sociale, sur les anciens combattants, sur la suppression des indexations des conventions collectives alors que les indexations subsistent toujours sur les profits, qu'à chaque fois qu'il y a une hausse de prix, la marge de bénéfice augmente. C'est une injustice aussi que, sur 250 milliards d'impôts, il y ait 200 milliards de taxes sur les consommateurs qui ont encore chargé les prix. J'ai rappelé cette accumulation de hausses que je viens de vous dire et j'ai rappelé qu'en janvier dernier nous avons dit : Tout se passe comme si le gouvernement souhaitait que tous les prix bougent à la fois. Nous avons connu, dans le passé, des opérations vérité ; elles ont toujours été une rampe de lancement pour les prix, et il est vraiment paradoxal de chercher à installer la stabilité monétaire à coups de hausses de prix. Les salaires, déjà en retard sur les prix, vont relancer la spirale inflationniste.

En matière de prix, il est vrai que le gouvernement tâtonne et qu'il est extrêmement embarrassé, mais finalement, et c'est sur ce point que notre propagande devrait porter, le gouvernement réserve son action autoritaire aux salariés et aux agriculteurs ; aux salariés par des menaces sur le patronat pour qu'il ne lâche pas dans les discussions de salaires, et on peut dire que le gouvernement a bloqué ces discussions pendant plusieurs mois par des menaces d'importation ou par d'autres menaces. Mais, pour les agriculteurs, et c'est un aspect qui est moins connu, qu'il est extrêmement important de souligner, en ce moment, M. Pinay qui appartient aux Indépendants paysans est en train de braquer complètement la paysannerie contre son propre parti ; il le braque parce que, tandis que rien n'est fait d'autoritaire sur l'industrie et sur le commerce - et on en est à remettre la légion d'honneur à M. Drupbert - dans le même moment on réserve toutes les mesures d'autorité à la paysannerie et il y a eu une énorme émotion dans les exploitations agricoles sur le fait que l'agriculture, pour la première fois depuis très longtemps, a été retaxée à la production pour le lait, beurre, fromage, pour un certain nombre de produits et, à l'heure actuelle, une brochure a été lancée par la fédération des exploitations agricoles qui prend une position vigoureusement hostile à la politique et qui a été faite sur ce plan qui est injuste dans la mesure où il est réservé à cette catégorie, tandis que les autres catégories font l'objet d'appels au civisme, à un civisme dont nous avons les résultats sous les yeux. Et ce gouvernement se refuse, ou affirme se refuser à recourir aux subventions, après avoir tellement parlé de la politique de vérité,

Fondation Jean Jaurès

après avoir tellement raillé notre ami Ramadier, son souci de maintenir l'indice, après avoir prononcé des condamnations morales à la télévision, à la radio, sur les subventions, condamnations que Pinay a éprouvé le besoin de répéter vendredi à la tribune. En fait, ils sont obligés d'y recourir ; ils en ont recours par exemple pour la RATP : la subvention budgétaire passe à 11 milliards parce qu'en juillet ils n'ont pas osé accepter la majoration des tarifs, vu sa répercussion dans l'indice.

En ce qui concerne le sucre, il y a aussi une subvention pour empêcher la répercussion de la hausse, une subvention qui correspond à peu près à 14 milliards ; et, d'autre part, il est tellement bête de prendre cette position ! Alors, si nous analysons les masses budgétaires, nous trouvons des subventions partout. Et qu'est-ce que c'est que les bonifications d'intérêt qui sont données à toutes les grandes industries pour leur emprunt, sinon des subventions ? Et même ces baisses que le gouvernement veut imposer aux entreprises nationales, qu'est-ce que c'est, après tout, que des subventions aux grandes industries qui vont payer moins cher leur gaz, leur électricité et leur charbon ? Eh bien, le gouvernement risque de perdre complètement le bénéfice des résultats qu'il avait obtenus par cette répugnance libérale aux subventions, car les subventions lui permettraient, s'il allait jusqu'à 100 ou 150 milliards de subventions pour abaisser les prix de subventions temporaires, de tenir le palier jusqu'au moment où les circonstances climatiques naturelles, les moments des récoltes reviennent, et il aurait franchi ce cap difficile ; tandis que, par cet attachement à sa doctrine libérale, nous allons très probablement perdre le palier et nous aurons très probablement au début de l'année prochaine, au printemps prochain, un nouveau rajustement du SMIG et vous pensez bien que les rajustements du SMIG ne peuvent pas se succéder ainsi sans avoir leur répercussion sur l'ensemble des salaires.

A propos des salaires, je voudrais souligner que nous avons trouvé, dans le rapport général de Marc Jaquet, des informations extrêmement précises montrant que le pouvoir d'achat des salariés s'était dégradé du 1er juillet 1957, c'est-à-dire à peu près à la date où le gouvernement Guy Mollet a été renversé, jusqu'au 1er juillet 1959, de 12%, et des tableaux sont fournis à l'appui de ces chiffres, et la thèse de M. Pinay a rappelé que les augmentations de salaires ne sont que des satisfactions nominales et mensongères ; mais nous avons trouvé aussi le rapport général et je l'ai utilisé à la tribune, la récitation des indications faisant elle-même la réfutation de la thèse de M. Pinay, car le rapport général souligne ce que nous disons souvent : il n'y a que les taux salaires qui ont un effet inflationniste ; mais les salaires ne représentent que 50% des revenus des particuliers, les augmentations des profits des autres catégories n'ont ici aucune incidence inflationniste.

Nous avons pu, en conclusion, souligner que la conception qui tend à affirmer que l'année prochaine on ne doit pas voir d'augmentation de salaire supérieure à 3% alors qu'il y a déjà un retard de plus de 10% et que les autres catégories voient leurs revenus augmenter, est une conception insoutenable, et j'ai eu hier la satisfaction, au commissariat des finances - et cette réunion m'a empêché d'entendre les orateurs de l'après-midi - nous avons eu hier un exposé de M.

Ilissou, l'ancien collaborateur de Pinay mais qui paraît brouillé avec lui et qui est rapporteur du budget des charges communes, nous l'avons entendu souligner que de proposer deux points de hausse aux fonctionnaires, au cours de l'année prochaine était absolument scandaleux étant donné que les documents budgétaires indiquaient dans le même temps qu'on était d'accord, au minimum, pour une hausse de 3% pour l'ensemble des salaires au cours de l'année prochaine et que les documents budgétaires affirmaient aussi que la consommation des particuliers devrait augmenter, c'est-à-dire que l'ensemble devrait augmenter de 4,5% au cours de l'année prochaine. Et ce chiffre et le rapport qui sera fait nous aideront beaucoup dans notre position face au gouvernement.

D'autres pensent que pour beaucoup moins d'injustices, nous serions déjà dans la crise sociale. Je crois que nous sommes tous d'accord, mais la sagesse des syndicats tient au fait que nous faisons tous confiance, que tout le problème économique et social est dominé par l'Algérie et qu'ils aperçoivent comme la sortie du tunnel, ce qui sans doute les encourage à patienter. Il faut noter aussi la grande centrale syndicale qui est politisée, comme vous le savez, et maintenant assez détendue par les perspectives de la venue de M. Khrouchtchev à Paris. Peut-être cela donne-t-il un sursis au gouvernement, encore que les grandes fédérations des cheminots, du gaz, de l'électricité et des fonctionnaires ne paraissent pas disposées à attendre encore longtemps si le gouvernement ne fait pas d'autre geste vis-à-vis d'eux. Mais, enfin je crois que le gouvernement prépare des difficultés extrêmes parce qu'il ne prend aucune mesure efficace jusqu'à présent, et tout reste à l'état de projet. En ce qui concerne la denrée qui a toujours été la denrée pilote, un creux formidable se prépare pour le printemps prochain dans les arrivages qui, vraisemblablement, fera une flambée formidable.

Je voudrais dire que par ailleurs, certes le gouvernement peut se satisfaire d'avoir obtenu des résultats au point de vue de la balance commerciale et de la balance des paiements, mais ce sont des résultats extrêmement précaires, il le reconnait lui-même.

D'abord, parce que l'augmentation de nos exportations a porté sur des postes exceptionnels essentiellement la sidérurgie, grâce à la grève américaine, et vous savez qu'il n'est pas normal qu'un pays exporte des produits bruts. Nos exportations ont porté également sur l'automobile, où la concurrence menace, à terme, nos exportations, mais la balance a été favorisée par une diminution des importations, à cause de la stagnation.

Maintenant, il y a un peu de reprise, et je vais en parler dans un instant. Les importations ont tendance à augmenter et, pour dire les choses bien clairement, il ne faut pas comparer les importations de 1959 avec celles de 1958, ni avec celles de 1957. En effet, on est très en dessous du niveau normal des importations.

En ce qui concerne la balance des paiements, le gouvernement se glorifie de la rentrée des capitaux. Mais, quand on recherche - et le gouvernement ne facilite pas cette recherche - quand on recherche d'où viennent ces capitaux qui sont

rentrés et qui ont alimenté le Trésor en devises, on s'aperçoit qu'il s'agit pour les 2/3 de capitaux émigrés, qui sont seulement rapatriés et pour 1/3 seulement de capitaux étrangers venant s'investir en France. Finalement, sur l'ensemble des devises achetées au cours de cette année par le gouvernement, il n'y en a que 10% qui se soient investies durablement dans des affaires françaises. Pour le reste, il s'agit d'oiseaux migrateurs.

Nous vivons sous le signe d'un plébiscite permanent de ces devises, qui peuvent repartir et le gouvernement se trouve dans une situation extrêmement précaire.

Tout cela est tout à fait éphémère et ne vaut pas ce qui aurait dû être fait pour organiser nos exportations de façon durable, ou pour encourager le tourisme, par exemple, qui est une ressource en devises formidable.

Je vais en terminer par l'évocation de l'activité économique, car, mes chers camarades, il devient extrêmement important de modifier sur ce point notre propagande. Il y a quelques jours, dans notre communiqué du Comité directeur du 9 octobre, nous faisions encore état de la stagnation, du fait que la dégradation du pouvoir d'achat avait atteint le commerçant dans ses ventes et par contrecoup l'industriel dans sa production, nous faisions état de la réduction du nombre des heures de travail. Les derniers chiffres que nous avons, ceux de septembre, montrent tout d'abord une augmentation du nombre des heures de travail et aussi une reprise sensible de la production industrielle puisque l'indice de septembre montre une hausse de 7%, par rapport à septembre 1958. Et bien qu'il s'agisse déjà de chiffre d'une période de récession, nous ne pouvons pas nier ces chiffres.

Je veux souligner à ce sujet que Force ouvrière ne les nie plus. Si vous prenez le dernier hebdomadaire de Force ouvrière, vous verrez que lors de leur récent Congrès, nos amis ont dit : "On est sorti de la récession." Il faut, par conséquent, voir les choses avec beaucoup d'objectivité.

Nous avions dit, lors du débat de janvier : "Vous faites un budget de déflation et vous fabriquez de la récession !" Nous avions demandé que l'impasse soit réajustée à un niveau qui tienne compte de l'augmentation des prix. Nous avions proposé que l'impasse soit portée de 600 à 800 milliards, en demandant que 100 milliards de plus soient consacrés aux investissements, 50 au rétablissement de certaines subventions afin d'abaisser les prix et 50 au rétablissement des avantagea sociaux que le gouvernement avait si injustement supprimés. Nous n'avons pas été entendus.

Or, aujourd'hui, à part quelques secteurs qui sont encore très menacés, comme l'aviation, la chaussure, la construction et la réparation navales, la tendance à la reprise, se manifeste dans an grand nombre de domaines. Comment expliquer cela ? Je vais vous dire l'explication que j'ai donnée avant hier à la tribune de la chambre.

D'abord, l'explication peut être donnée par les assouplissements très nombreux qui ont été apportée au plan Rueff, assouplissements si nombreux que nous pouvons affirmer que le plan Rueff est aujourd'hui abandonné. Il y a en le rétablissement du crédit à la consommation, la suppression des plafonds de réescompte qui comprimaient les crédits des banques, la suppression de la

franchise de 3 000 Fr sur la Sécurité sociale, l'augmentation des prestations familiales, les 30 à 40 milliards de crédits supplémentaires accordés à la construction et enfin, un certain nombre de hausses de salaires qui, malgré la pression du gouvernement, ont été accordées dans le secteur privé.
Ces assouplissements, nous les prenons à notre compte car si nous n'avions pas sans cesse dénoncé le danger de récession avec l'efficacité que notre propagande avait auprès des autres groupes, la pression sur le gouvernement n'aurait pas été assez forte pour qu'il accepte ces assouplissements.
Mais ces assouplissements ne suffisent pas à expliquer cette reprise qui commence. Il faut ajouter que les stocka sur lesquels les industries ont vécu sont aujourd'hui épuisés, il faut donc passer de nouvelles commandes ; il faut dire aussi que la détente internationale est un facteur de reprise ; il faut mentionner également les espoirs de paix en Algérie et enfin la reprise mondiale, qui est très nette aux Etats-Unis, en Grande-Bretagne et en Allemagne.
Mais la raison la plus importante - et c'est celle que j'ai indiquée dans le débat et qui apporte une justification complète aux positions que nous avions prises le 15 janvier, la raison la plus importante, parait résider dans le fait que l'impasse a été cette année plus importante que le gouvernement n'a voulu le dire.
J'ai dit que nous évaluions cette impasse - c'est-à-dire le montant réel des charges du Trésor - à 800 milliards ; je n'ai pas voulu en faire la démonstration à la tribune, d'abord parce que M. Pinay n'était pas là, ensuite parce que nous attendrons que le gouvernement nous mette en demeure de la faire, mais ce qui a été extrêmement frappant, c'est l'embarras de M. Giscard d'Estaing lorsque j'ai apporté cette affirmation à la tribune, embarras tel que lorsqu'il a eu à répondre ensuite aux orateurs il s'en est tiré par une admirable pirouette en disant :
"Monsieur Leenhardt ayant choisi à la tribune d'instaurer un dialogue entre le ministre des Finances et lui-même, je ne voudrais pas interférer dans ce dialogue !"
(Rires)
Il s'en est tiré provisoirement de cette façon.
J'ai ajouté : "Nous ne saurions vous reprocher une impasse aussi forte, puisque nous l'avions préconisée et que c'est elle qui, finalement, a empêché la récession. Mais ce que nous pouvons vous reprocher, c'est de commettre des erreurs de calculs d'une telle importance, ou d'informer inexactement le Parlement."
Ainsi, la plupart des paris qui ont été faits en janvier par M. Rueff ne sont pas encore gagnés et risquent fort d'être perdus. Mais le gouvernement a évité certains échecs et notamment sur le plan de l'activité économique, dans la mesure où il a abandonné le plan Rueff original.
En terminant, je crois devoir souligner que nous avons le sentiment, au groupe socialiste, que beaucoup de députés nouveaux de cette assemblée sont impressionnés plus que nous ne le pensions, par les thèses de notre Parti et que nous les transformons en grognards. Ils marchent, mais ils grognent, ils font pression sur le gouvernement, sur leurs leaders, et souvent on entend dire : "Mais oui, ils ont raison sur ce point, ou sur tel autre." Nous avions peut-être

sous-estimer la plasticité possible de cette majorité ; elle est pour nous un très grand encouragement à persévérer dans notre action.
Tout à l'heure, notre ami Jacquet a évoqué ce qu'il a appelé "la crise du Socialisme en Europe" et le doute qui s'infiltre dans la pensée de beaucoup de nos camarades des partis étrangers. Je voudrais faire écho à ce qu'il a dit à ce sujet.
J'ai passé 48 heures en Angleterre, à la veille des élections britanniques, afin de recueillir le maximum de documents et d'impressions sur la bataille qui se menait là-bas. Je dois dire que c'aurait été une performance extraordinaire si nos camarades du Labour avaient pu gagner la partie, car vous savez que lorsqu'un, gouvernement peut choisir le moment de la dissolution, c'est un énorme avantage.
Or, le gouvernement Macmillan avait choisi ce moment en fonction de la détente internationale dont il revendiquait le mérite, ayant été le premier à aller à Moscou. Le gouvernement Conservateur avait aussi l'avantage de pouvoir dire : "Nous sommes en plein essor économique, c'est la reprise", de sorte qu'au moment même où le Labour n'osait pas dire ce que disent toujours les hommes de l'opposition dans une campagne électorale, "Il faut que ça change", les Conservateurs au contraire ne se privaient pas de dire : "Il faut que ça continue." Et c'est un argument terriblement efficace dans une campagne électorale !
Ce qu'il y a de clair cependant, c'est la différence qu'il y avait entre la tonalité de cette campagne et la tonalité d'autres campagnes électorales que j'avais suivies également en Grande-Bretagne.
Je crois que cela doit nous inspirer des réflexions sérieuses.
Nos camarades font un complexe sur les nationalisations, en Grande-Bretagne, elles ont mal réussi parce qu'ils n'ont pas les cadres sortant des grandes écoles que nous avons nous à la tête de nos entreprises nationalisées et qui ont fait beaucoup pour leur succès. Ils n'ont pas de grandes écoles.
Ils n'ont pas réussi, parce qu'ils n'ont pas su donner les crédits d'équipement en quantité suffisante et le meilleur exemple est celui des chemins de fer anglais qui sont, probablement les plus mauvais chemins de fer d'Europe...
Je me souviens de Bevin faisant des démonstrations de choc dans les réunions publiques en disant : il n'est pas possible d'utiliser au maximum les ressources du pays et d'assurer le plein emploi des hommes sans planification et il n'y a pas de planification possible sans nationalisations qui donnent au gouvernement la souveraineté économique, eh bien, on n'entend plus du tout cela... Il y avait dans cette campagne une timidité, on ouvrait presque le parapluie en disant : "Vous savez, en ce qui concerne les nationalisations, on en fera encore un peu pour l'acier et les transports parce que on l'avait déjà fait, mais soyez tranquilles, on n'ira pas plus loin !" La propagande paraissait donc axée sur un système de retraite pour les vieux, extrêmement sympathique, encore qu'il soit compliqué et il m'a fallu un bon moment pour le comprendre...
Si nous restons dans les réformes de répartition, et bien, il est facile de nous rétorquer l'argument financier, c'est la grande arme dont on se sert contre le Socialisme chaque fois qu'il est au pouvoir, il vide les caisses!" Par conséquent,

plus nous chargeons dans les campagnes électorales le programme social et plus nous risquons de donner d'aliments à la critique de nos adversaires.
A cette tribune, au cours des dernières années, bien souvent des camarades sont montés poux souligner ce que je souligne à mon tour aujourd'hui : que les réformes de répartition, c'est bien gentil, ça avait une immense efficacité dans le passé, mais nous n'en sommes plus là.
A l'époque où est né le Socialisme, qu'est-ce qui a facilité son ascension? On a commencé à lutter pour que les enfants de 8 ans ne travaillent pas plus de 12 heures par jour dans les usines. Ça, c'était concret, ça permettait de mobiliser les protestations des masses, mais je crois qu'il est maintenant extrêmement important de mesurer que nous devons aller au contraire, désormais, vers des réformes de structure, sans aucune espèce de complexe et en cherchant à schématiser, à expliquer l'efficacité de la planification, en refaisant la critique du libéralisme.
Relisez les livres de la période 1932-55 ; tous ces livres parlaient de la faillite du libéralisme. Puis, il y a eu la guerre, la pénurie, le dirigisme que commandait la pénurie ; la répartition de la pénurie, le rationnement, ce n'est pas le Socialisme, mais ça lui a porté un coup très grave ! Et si aujourd'hui le Labour a tant de peine à remonter au gouvernement, c'est parce que les Conservateurs ne cessent de dire : "Rappelez-vous le rationnement, rappelez-vous la pénurie", alors que le Labour n'était pour rien dans les faits de cette époque.
Ce qui m'inquiète aussi, c'est de voir que le Parti Socialiste allemand manifeste un doute également impressionnant. J'ai là sous les yeux le programme économique envoyé actuellement à toutes les fédérations allemandes. On est impressionné par les succès d'Erhard et par la prospérité qui en découle. Il y a un trouble profond ; ils ont tendance à mettre ça au compte du libéralisme. Or, je voudrais bien qu'on applique en France un libéralisme de l'espèce, qui consiste à décider un jour que tous les comptes en banque valent zéro et qu'on repart de rien, qu'on redistribuera ensuite un peu de monnaie. C'est fantastique de mettre cela au compte du libéralisme ! De même quand ils ont financé toutes leurs activités de base en obligeant les entreprises à souscrire des obligations, qui permettaient l'équipement de ces activités de base !
Je n'insiste pas, je ne suis pas là pour analyser la situation allemande, il y aurait bien d'autres arguments. Mais enfin, quand je lis dans ce rapport, dans ce programme :
"Le libre du choix du lieu de travail, la libre initiative des entrepreneurs, sont des fondements du socialisme, tandis que la libre concurrence est un élément important d'une politique économique libre."
Autonomie des associations d'employeurs et de travailleurs lors de la conclusion de conventions collectives de travail représente un facteur essentiel d'un ordre libéral ; une économie totalitaire ou dictatoriale détruit la liberté, c'est pourquoi la SPD approuve une économie libre du marché, où la concurrence s'affirme toujours."
Je ne dis pas qu'on ne parle plus de planification, mais on n'en parle que subsidiairement !

Pour ma part, je suis très heureux que le Parti m'ait délégué à leur Congrès vendredi prochain. Je chercherai à ce que nous organisions des contacts avec nos camarades anglais et allemands, pour qu'on n'assiste pas à un tel anachronisme : à l'époque où le mot de planification est un mot magique dans l'ensemble des pays sous-développés d'Afrique et d'Asie, on ne peut tout de même pas laisser le bénéfice de ce mot aux Soviétiques ou aux Chinois !
Si la compétition entre l'Est et l'Ouest doit se continuer entre un capitalisme anarchique, fait de gaspillage et de crises cycliques, et la Russie soviétique, c'est alors une compétition perdue au départ !
Dans le moment où nous voudrions essayer de faire comprendre aux cadres, dont l'importance est considérable dans ce pays et qui commencent à s'éveiller aux problèmes économiques, qui sont capables d'être entraînés car ils ont vu l'efficacité de la planification au sein des entreprises et sont donc capables de la concevoir sur le plan national et international, je pense que nous avons un très vaste de champ pour mettre au point notre propagande et nous préparer à une offensive sur ce plan.
D'ores et déjà - et ce sera ma conclusion - je pense que notre combat, sur le plan de la réforme fiscale, et la nette condamnation que nous apportons de la politique économique et sociale du gouvernement, nous mettent en bonne position.
Nous avons déjà, au bout d'un an et demi de présence de M. Pinay aux finances, des chiffres qui s'inscrivent dans des courbes qui seront notre meilleur argument en période électorale !
Quand vous regardez la courbe des prix, vous vous apercevez que pendant tout le gouvernement Guy-Mollet-Ramadier, l'indice n'a pas bougé une fois ; depuis que nous avons quitté le pouvoir, depuis juillet 1957, grâce à beaucoup d'opérations vérité - qui croyez-moi ont été bien souvent inspirées par le souci de perdre un palier au profit des grandes fédérations patronales qui ont beaucoup emprunté et qui souhaitent alléger leurs charges de remboursement - depuis ce moment-là, on constate une cascade de hausses ! Il y a eu au moins cinq ou six franchissement du seuil. Cette courbe est absolument sensationnelle !
Quand vous regardez la courbe de la production, vous constatez qu'elle est tout aussi sensationnelle de janvier à juillet 1957 ; et puis tout d'un coup c'est l'arrêt.
Il y a enfin une troisième courbe que nous n'utilisons pas beaucoup, car nous ne sommes pas hostiles aux interventions budgétaires, bien au contraire, mais elle fera quand même mal aux dents à ces Indépendants qui, dans le pays, nous considèrent comme des gaspilleurs qui augmentent toujours les dépenses budgétaires, tandis qu'eux feraient des économies ! Il faut voix l'importance des dépenses budgétaires depuis deux ans ! La courbe monte droit vers le ciel !

Guy Mollet - Et la courbe du pouvoir d'achat...

Francis Leenhardt - Oui, et la courbe du pouvoir d'achat, mais j'en ai déjà parlé tout à l'heure.
Par conséquent, camarades, nous pensons que le Conseil national voudra bien

nous donner acte, donner acte au groupe socialiste, que nous accomplissons notre devoir avec vigueur et fidélité.
(Applaudissements)

Le président - La parole est à Mérigonde, de l'Oise.

Marcel Mérigonde

Camarades, je suis encore sous le coup de l'intérêt qu'ont procuré à ce Conseil national les deux interventions que nous avons entendues et j'ai presque scrupule à descendre un certain nombre d'échelons !
Je dois dire qu'aujourd'hui, c'est une grande joie pour ceux qui sont au Parti de se rendre compte de la force de ses arguments. Mais cependant, nous ressentons la mélancolie de voir que tant de volonté et tant de talent et tant d'arguments véridiques ne sont pas suffisamment diffusés, parce qu'on veut étouffer la vérité sous le mensonge et la calomnie.
Je crois que chacun en entendant ces deux magnifiques discours aura pris l'engagement moral de redoubler de courage pour faire connaître ce qu'il vient de nous être révélé.
Un Conseil national a surtout, à mon avis, pour but de renseigner le Secrétariat général du Parti ; il a bien sûr aussi pour but de juger l'action passée en fonction des décisions du Congrès.
En ce qui concerne la politique économique, l'accueil que vous avez fait au discours de Leenhardt prouve que dans ce domaine, le quitus est donné amplement. Mais il appartient aussi aux militants de venir s'expliquer franchement, sans arrière-pensée aucune. C'est à la fois utile pour le Secrétariat général et pour le militant. Les informations fournies de part et d'autre évitent souvent de graves malentendus qui viennent assombrir la vie du Parti, à périodes fixes. Aussi dirai-je ici tout ce que je pense sur le fonctionnement du Parti auquel j'appartiens maintenant depuis près de 30 ans ; un Parti qui m'a procuré de grandes joies, un Parti aussi pour lequel j'ai souffert et qui, à aucun moment ne peut m'être indifférent et à plus forte raison hostile !
Je me souviens en ce moment d'une histoire que l'on raconte sur le général visitant le quartier et demandant au 2ème classe si la soupe est bonne ; je me sens un peu l'âme du 2ème classe qui va répondre directement à son général, car il ne le craint pas ; "Eh bien non, mon général, elle n'est pas très bonne, cette soupe !"
J'ai connu bien ces scissions, en 32, en 37, en 47, et jamais je n'ai été aussi ulcéré qu'en ce moment en pensant à tous nos compagnons de lutte qui ont quitté la vieille maison. Je crains qu'on ne minimise pax trop, pour se rassurer, les effets de cette scission et qu'on ne recherche pas assez les raisons profondes qui ont amené certains de nos bons camarades à la décision qu'ils ont prise et que je regrette qu'ils aient prise.
Dans ma fédération et dans d'autres, d'après certaines conversations que j'ai pu avoir avec quelques camarades dans ce Conseil national, le nombre des militants qui ont quitté le Parti n'est pas très important. Ils ont suivi des camarades qu'on

a l'habitude d'appeler, dans le monde enseignant, de "l'école émancipée". Mais ce qu'il y a de beaucoup plus grave, c'est qu'actuellement des sections entières tombent en léthargie, qu'il est très difficile de réunir les camarades que lorsqu'il y a un élu, on sent très bien qu'ils viennent uniquement pour faire plaisir à cet élu mais qu'il n'y a pas cette foi qui est capable d'ébranler les montagnes. Je suis frappé de l'apathie de bien des camarades qui se demandent si toujours le Parti est condamné à se déchirer, s'il continuera toujours à perdre, à périodes fixes, des éléments de valeur. C'est cette apathie qu'il faut secouer et cela, je le reconnais, n'est pas facile !

Notre Parti, depuis trop longtemps, a cru à l'influence parlementaire. Il avait d'ailleurs des excuses valables, puisque la démocratie, sous la 3ème République et sous la 4ème, trouvait sa pleine expression dans le régime parlementaire. La conquête du pouvoir, à l'intérieur de notre Parti c'était très souvent d'abord la conquête du Parlement. Or, actuellement, il y a plus de 60 départements qui n'ont pas de représentation parlementaire. Quelques-uns même n'ont pas de représentation au Conseil général.

Il faut donc, de toute urgence, revoir las structures de notre Pari et passer de la propagande formule parlementaire à la propagande formule action directe. Et j'en arrive à vous donner quelques idées qui me sont venues :

- Moins de brochures à usage interne, mais plus de tracts lapidaires, faciles à placer, faciles à lire ;
- Moins d'hebdomadaires qui bouillonnent malheureusement, mais plus d'affiches parlantes ;
- Moins de finesse dialectique, mais plus de positions spectaculaires.

Je sais pourquoi nous employons ces finesses dialectiques, c'est parce que nous sommes des hommes honnêtes et que nous cherchons à tout moment la vérité ; mais il nous manque la possibilité de la dire, cette vérité, car le peuple n'est plus perméable à ces finesses et il accepte trop volontiers le slogan... Quand on pense qu'un homme a pu faire une fortune en faisant laver les cheveux aux gens de ce pays grâce à des slogans extrêmement primaires, on mesure l'efficacité de la publicité !

Un autre danger guette le Parti, c'est sa localisation. J'ai fait un rapide calcul et je me suis aperçu que les quatre fédérations les plus importantes de notre Parti ont autant de mandats que les vingt suivantes. Les parlementaires élus au suffrage direct sont maintenant localisés dans le Nord, le Pas-de-Calais, dans le limousin, au Sud de la Garonne et en Provence. On peut aller de Brest à Strasbourg, en ligne droite, sans rencontrer un seul élu socialiste, un seul élu parlementaire s'entend.

Dans chacune de ces régions, on constate qu'il y a des journaux, des organes importants qui soutiennent notre Parti ; il ne suffit pas d'avoir raison, encore faut-il que les gens sachent qu'on a raison. Il faut que le Secrétariat général du Parti vienne au secours de toutes ses fédérations, s'il ne veut pas être condamné à être un Parti géographiquement limité, à l'image du MRP.

Vous savez, camarades, la perte d'un parlementaire qui est obligé de reprendre le travail qu'il a fait autrefois, ça se traduit par un manque important de

propagande. Lorsque j'étais parlementaire, je visitais régulièrement toutes les sections de mon département. Le samedi, j'avais des permanences dans tous mes arrondissements, je maintenais une liaison avec toutes mes sections. Maintenant, je travaille jusqu'au samedi après-midi ; quant aux dimanches, il n'y en a que quatre dans le mois.
Il faut, par conséquent, que vous nous aidiez le plus rapidement possible, que voua nous donniez la possibilité de défendre les idées qui sont celles du Parti Socialiste.
Le Parti Communiste, me direz-vous, est encore moins bien loti que nous... Certes, mais il a de l'argent et il y a longtemps qu'il avait mis sur pied une organisation des masses. Il ne faut pas oublier non plus qu'il bénéficie d'une importante organisation syndicale, une CGT qui n'a pas peur de se mouiller avec la politique, une CGT qui n'a pas peur d'envoyer ses hommes dans les conseils municipaux, les Conseils généraux et même au Parlement quand cela est nécessaire, tandis qu'un certain nombre d'organisations dites libres affectent, vis-à-vis du Parti, une espèce d'éloignement !
(Applaudissements)
Je dirai même que quelquefois, c'est parmi elles qu'on trouve nos plus durs détracteurs !
(Applaudissements)
Or, justement, les mouvements sociaux prennent de l'ampleur, le mécontentement est grand dans le pays, qui vois tous les jours le niveau de vie s'abaisser. Il serait souhaitable que notre Parti édite une affiche, avec trois rubriques portant sur les principales denrées. Vous savez, moi je ne suis pas gêné pour défendre dans le pays l'action du gouvernement Guy Mollet, que j'ai d'ailleurs défendu lorsque j'étais au Parlement et ça n'est pas parce que, depuis M. Gaillard et M. Bourgès-Maunoury on a détruit en partie l'œuvre accomplie par le gouvernement Guy Mollet, que je vais changer d'opinion !
Et si d'ailleurs, à un moment donné, je suis entré dans ce qu'on a appelé "une minorité", c'était uniquement parce que je pensais que Bourgès-Maunoury et Gaillard allaient affaiblir l'action de notre Parti.
Pourquoi, par conséquent, ne pas éditer une affiche qui dirait :
1957 - le litre de vin vaut 60 Fr ; 1958 le litre de vin 120 Fr ; 1959 le litre de vin, 130 Fr !
Et en dessous on dirait :
"Prix du kilo de pommes de terre : sous le gouvernement Guy Mollet 13 Fr, sous le gouvernement Gaillard 3 Fr, sous le gouvernement de Gaulle - ou plutôt Debré, on finit par se tromper ! - 32 Fr."
Croyez-vous que ça ne serait pas parlant ?...
Est-ce que vous croyez que nous n'aurions pas, en éditant cette affiche et en la placardant partout, gagné une grande partie ?
(Applaudissements)

Georges Brutelle - Je voudrais poser une question à Mérigonde et en même temps à vous tous. Ce qu'il est en train de dire répond absolument au souci du

Secrétariat général. Mais vous savez quel est le prix d'une affiche lorsqu'il faut la diffuser à l'échelle nationale... Vous savez quel est le prix d'un tract, si vous voulez qu'il soit efficace, car il ne sert à rien d'envoyer 100 tracts dans chaque département...
Alors, une question se pose, camarades : si nous éditions des affiches, est-ce que vous nous les achèterez ? Si nous éditons des tracts, est-ce que vous nous les achèterez ? Si nous envoyons des projets de tracts, ou des projets d'affiches, en ferez-vous usage ? Car l'expérience a été faite l'année dernière et nous n'avons pas été suivis. C'est donc à vous tous que la question de Mérigonde se pose !

Marcel Mérigonde - Mon cher Brutelle, il n'était pas du tout question dans ce que j'ai dit de faire porter le chapeau uniquement au Secrétariat général. Il était question de dire : telles sont les idées qui nous semblent les meilleures. Mais auparavant, j'avais déjà pris une précaution, j'avais dit : "... au lieu d'hebdomadaires bouillonnants, employez votre argent à faire des affiches !"
(Applaudissements)
En tout cas, il y a certainement là une question d'organisation à mettre au point. Ce n'est pas quelque chose qui doit nous diviser il me semble. Le principal est que nous soyons d'accord sur la vulgarisation de notre pensée. Je voulais dire également qu'il y avait longtemps que les 32 800 Fr que nous avions fait voter à l'Assemblée Nationale pour la retraite des vieux étaient absorbés par la hausse des prix des produits de première nécessité. Le nombre des économiquement faibles augmente sans cesse, alors que le plafond des ressources pour l'obtention de la carte n'augmente pas.
La politique de grandeur est actuellement désastreuse pour la classe ouvrière. La classe ouvrière se rend compte que c'est elle qui en fait les frais, à cet égard, la manifestation des fonctionnaires est pleine d'enseignement.
Du garçon de bureau au chef de service ; du petit fonctionnaire à l'indice 215 au fonctionnaire à l'indice 600, tout le monde était dans la rue de l'hôtel de ville au ministère des Finances. J'ai participé à cette manifestation, j'ai voulu en connaitre la température exacte. On s'attaquait à Debré, on s'attaquait surtout à Pinay et les mots d'ordre qui étaient lancés étaient tous des mots d'ordre corporatifs.
En ce moment est en train de se développez à la base une unité d'action alimentaire, qui finira très rapidement, grâce à l'habileté que nous connaissons aux meneurs de la CGT, en unité d'action politique, dans laquelle nos cadres risqueraient d'être dépassés.
En ayant, voyez-vous, au mépris même d'une Constitution déjà sévère, rogné les droits du Parlement, Monsieur Debré et la majorité UNR-Indépendants goûteront bientôt les raisins de la colère, entre l'exécutif et le monde ouvrier il n'y a plus d'intermédiaires écoutés et suivis. Le monde ouvrier risque alors de s'engager dans l'action directe, qui sera bientôt canalisée par les spécialistes de ce genre d'action.
Hier, Guy Mollet écrivait : "Il n'est fixé de grandeur véritable pour une République, que si, en toutes circonstances, elle demeure grande et saine par sa

propre force intérieure." La force intérieure de la République, c'est à nous qu'il appartient de la forger, en nous refusant de cautionner si peu que ce soit un régime qui s'en remet à un homme et aux desseins de dieu ! C'est à nous qu'il appartient de forger une organisation puissante, ralliant tous les hommes épris de progrès, y compris ceux qui nous ont momentanément quittés.
Cette tâche est, à mon avis, assez exaltante pour que nous la menions ensemble.
Hier, Guy Mollet disait à Pineau et à quelques autres : "... vous qui vous voulez de la minorité..." Je vais dire que je ne me veux pas de la minorité, et je vais dire pourquoi : parce que, être de la minorité, c'est déjà être vaincu ! Et depuis que je suis entré au Parti, je n'ai jamais eu une âme de vaincu, j'ai toujours essayé de gagner et se cristalliser dans la minorité, se vouloir minoritaire, c'est se condamner la plupart du temps à l'amertume ce qui n'est pas dans mon tempérament !
Ce que nous voulons, c'est arriver à force d'observations et d'études jamais tendancieuses et en tout cas jamais personnelles, à vous faire adopter le plus possible de nos suggestions, afin qu'il n'y ait plus ni majorité, ni minorité, mais unanimité du Parti tout entier tendu vers l'action !
(Applaudissements)

Le président - La parole est à Augustin Laurent.

Augustin Laurent

Camarades, l'objet de notre assemblée est clair, Brutelle l'a rappelé hier matin il se résume en une question : depuis le Congrès national de Juillet, les organismes centraux du Parti - j'entends les groupes parlementaires, le Comité directeur, le Secrétariat, - ont-ils accompli correctement leur mission, ont-ils agi dans le cadre des décisions du Congrès ?
Pour moi, la réponse est affirmative.
Si on pense que non, si on pense que les décisions du Congrès n'ont pas été observées dans les actes et dans les attitudes, dans les déclarations, on doit le démonter et même, si l'on a cette opinion, on doit demander au Conseil national un vote de désapprobation !
Jusqu'ici, personne n'est venu demander au Conseil national de prendre cette attitude et je m'en félicite. Je m'en félicite parce que j'estime que dans une telle hypothèse, nous serions très injustes à l'égard des camarades qui parlent et agissent au nom du Parti, au Sénat ou à l'Assemblée Nationale, au nom du Comité directeur, ou au nom du Secrétariat.
Je reviendrai du reste tout à l'heure sur cet aspect de la question. Mais j'entends souvent dire que le Parti a bien changé. Oui, je crois que sur un point, ceux qui disent cela ont raison, car dans le passé nous aurions été plus fiers que nous ne le sommes aujourd'hui de l'action de nos militants.
Je suis convaincu que c'est avec joie et sincérité que nous allions exprimer notre gratitude à des hommes comme Francis Leenhardt pour la manière dont ils remplissent leurs fonctions à l'Assemblée Nationale !
(Applaudissements)

Fondation Jean Jaurès

Je viens demander au Conseil national de réfléchir très sérieusement sur la décision que le Comité directeur a prise et mise en application et qui consiste à rouvrir une "tribune libre" dans la documentation socialiste, et dans "Le populaire dimanche", en attendant mieux !
Pour ma part, je crains que nous ne tardions pas à regretter cette mesure...

Un assistant - Très bien !

Augustin Laurent - ... et je demande que la question soit revue au prochain Congrès national. Cela comporte, dans une large mesure, une modification de nos décisions antérieure, et même peut-être de nos statuts.
Mais voyons d'un peu plus près cette initiative qui, parait-il, doit permettre aux camarades de la minorité d'avoir de nouveaux moyens d'expression à l'intérieur du Parti. Je poserai quelques questions :
- Qui aura le droit d'écrire, dans cette tribune libre ?
Je réponds : en principe tous les membres du Parti. Or on me dit : "Mais non, ce n'est pas ainsi que les choses se passeront !" Je rétorque : "Alors, au nom de quoi vous opposerez-vous à publier les écrits des militants quels qu'ils soient ?... Comment écarterez-vous tel ou tel article jugé indésirable ?... Quel est l'organisme qui jouera le rôle d'Anastasie ?... Qui fera la censure ? Le Bureau ? Le Secrétariat ?..."
Camarades, je crains que nous ne forcions ce qu'on appelle les courants de pensée... - puisque maintenant on les appelle comme cela - à choisir ceux qui écriront au nom de la minorité du dernier Congrès. Il ne s'agira plus d'une minorité de hasard, de circonstance, et tout à l'heure Mérigonde a très bien défini le caractère que doit avoir une minorité, à l'occasion de débats soulevant entre nous des divergences... Mais, par ce système, ce ne sera plus en effet une minorité mais, comme le disait si justement un jour dans un article du Populaire notre camarade Naegelen, ce sera "La minorité", la minorité permanente et agissante, pour préparer les Congrès nationaux. C'était déjà le cas auparavant et c'est très exactement ainsi que le Parti a toujours fonctionné, c'est sa propre démocratie : on doit préparer nos Congrès nationaux par la plus large discussion et la plus large diffusion des idées qui s'opposent et qui divergent.
Mais, on préparera aussi les Conseils nationaux, maintenant, et j'ai été surpris d'entendre dire hier que le petit papier que j'avais envoyé à "La documentation socialiste" - parce que si je suis contre ce système, j'ai tout de même estimé qu'il fallait que je me serve de cet instrument qui venait d'être créé - j'ai été surpris d'entendre dire qu'il s'agissait d'une motion. Ca n'était pas du tout une motion. J'exprimais une opinion sur certains points qui font, en ce moment, au sein du Parti, l'objet de controverses.
On préparera donc les Conseils nationaux, mais on préparera aussi les Congrès fédéraux, par le truchement des responsables régionaux, à l'aide de cette nouvelle tribune, et même les assemblées générales de section ! Je sais comment les choses se passent depuis un certain temps dans ma propre fédération !
Et qui va désigner les porte-paroles de cette minorité, puisqu'on fin de compte,

il faudra bien se retourner vers la minorité pour lui dire : vous devez vous organiser ; car vous ne pourrez pas accepter tous ces papiers qui viendront tous les coins du pays, de toutes les fédérations... Qui donc va désigner le ou les responsables de la minorité, si ce n'est la minorité elle-même ?...
Ainsi, nous ferons comme je le disais il y a quelque secondes, d'une minorité de circonstance, la minorité immuable, organisée, avec une direction nationale et des responsables régionaux ! Autrement dit, nous allons ainsi contribuer au clichage des positions politiques à l'intérieur du Parti et à la reconstitution des tendances organiques !
Et puis, camarades, avez-vous songé à ce qu'il va advenir dans les réunions de propagande ?... Supposez qu'il y ait demain dans cette tribune un article qui reproduirait l'intervention qu'a fait hier notre camarade Christian Pineau ? Qu'est-il dit ? "Nous avons bien la droit de ne pas être d'accord avec Guy Mollet..." laissant ainsi entendre, et je le regrette vivement, comme le font tous nos adversaires, que la politique du Parti Socialiste est la politique d'un homme, la politique de Guy Mollet. Le camarade Christian Pineau ne se rend-il pas compte de ce qu'il y a d'inamical, d'intolérable pour les camarades qui se trouvent être momentanément dans la majorité du Parti, de se voit ainsi ravalés au rang de conformistes béats, incapables de penser par eux-mêmes ?
Supposons encore que, dans cette tribune libre, Christian Pineau écrive une phrase comme celle qu'il a prononcée hier : "Nous voulons que le Parti recouvre son indépendance et sa liberté d'action !" Recouvrer son indépendance et sa liberté d'action ? A l'égard de qui ? A l'égard de quoi ? Voilà la question qui sera posée dans nos sections, voilà la question qui nous sera posée dans les réunions de propagande ; par le "mendésien" de service, remplaçant le stalinien indisponible pour raison... mettons de voyages !
Et puisque j'en suis à examiner certains passages de l'intervention d'un camarade pour lequel j'ai toujours beaucoup d'estime - et il le sait bien - je voudrais encore en extraire cette phrase : "Il est absolument paradoxal - a dit Christian Pineau - de vouloir, comme on le fait, discriminer le chef de l'Etat de son gouvernement", ou encore : "le vote émis à l'Assemblée Nationale ne nous permet pas de dire que nous pratiquons l'opposition, personne ne sait si nous sommes dans l'opposition !"
Mais alors, Christian, pour ne pas discriminer, il n'eut pas fallu dire que nous Socialistes approuvions la déclaration du 16 septembre ?
Dans cet ordre d'idée là, je dois dire au Conseil national que, dans ma fédération, on me reproche l'allocution que j'ai prononcée en tant que maire de la ville de Lille, lorsque le Président de la République est venu dans notre région. Je vais en faire juge le Conseil national. Voici ce que j'ai dit :
"Monsieur le Président de la République, votre déclaration du 16 septembre est un grand acte politique, parce qu'elle est dans la tradition de la France républicaine, de la France éprise de liberté et d'attachement à la démocratie et à la paix entre les peuples ! Elle aura des résonnances dans toutes les régions du monde, y compris dans celle où les peuples sont captifs et auxquels certains donneurs de leçons ne sont pas près d'accorder le droit à l'auto-détermination !"

Et j'ai ajouté : "Notre peuple a bien compris le sens profond de cette déclaration, qui ouvre la voie à la paix. C'est pourquoi il vous a acclamé tout à l'heure, dans nos rues !"
Voilà comment, nous Socialistes, lorsque nous avons des responsabilités, nous faisons en même temps que remplir les devoirs de notre charge, la propagande socialiste. Nous avons fait comprendre que les applaudissements qui se manifestaient à l'égard de de Gaulle, venaient de ce qu'il avait fait quelque chose qui laissait entrevoir la paix en Algérie.
Vois-tu, Christian Pineau, je crois que la différence qui existe entre nous est celle-ci : nous, nous ne sommes pas gaullistes, nous n'avons jamais été gaullistes, nous ne sommes même pas des gaullistes conditionnels, nous sommes des hommes politiques qui apprécions les conditions et les circonstances de notre lutte et qui adaptons notre tactique et notre stratégie à ces circonstances !

Christian Pineau - Tu permets que je t'interrompe, Augustin ? Je ne veux pas faire rebondir la discussion ; il y a tout de même un point que tu me permettras de relever.
Tu as dit qu'à la suite d'articles que nous pourrions écrire, ou éventuellement de discours que nous pourrions faire au dehors, le "Mendésien de service, à défaut du stalinien indisponible", serait capable de reprendre mon argumentation, ou celle de tel ou tel camarade de la minorité.
Je te demande de vouloir bien tout de même nous accorder ce minimum de confiance, qui consiste à penser que lorsque nous sommes entre nous, nous ne tenons pas nécessairement le même langage que nous tiendrions au dehors. Lorsque nous écrirons des articles destinés à être connus du grand public, nous aurons le soin de ménager nos expressions et d'exprimer nos pensées de belle façon qu'aucun adversaire du Parti ne puisse les reprendre pour s'en servir contre nous !
(Applaudissements)

Augustin Laurent - J'en prends acte. Mais nous sommes tout de même quelques-uns à avoir une certaine connaissance de l'histoire du Parti et l'expérience aidant, cela nous permet d'affirmer que, malgré les bonnes intentions, - que je ne mets pas en doute - nous sommes en droit d'avoir des inquiétudes à ce sujet !
Lorsque nous allons dans des réunions et que nous rappelons le rôle et l'action magnifique du gouvernement de Front populaire dirigé par Léon Blum, eh bien nous sommes un certain nombre à nous souvenir que l'action de L éon Blum ne trouvait pas grâce devant les tendances existant alors à l'intérieur du Parti et qui n'hésitaient pas à colporter à l'extérieur, à l'aide de petits journaux qui tombaient tout naturellement entre les mains de nos adversaires, les pires accusations contre nos camarades qui avaient des responsabilités !
On peut se souvenir de ce que l'on disait à propos des incidents de Clichy, de la non-intervention en Espagne, contre Léon Blum et contre Dormoy ! Tout cela a fini par des scissions, vous le savez bien, et tout à l'heure, Mérigonde disait que la plupart de ceux qui s'en vont, s'en vont parce qu'ils sont écœurés de voir que,

Fondation Jean Jaurès

dans ce Parti, on est toujours en train de mettre en cause l'unité profonde et la cohésion du Parti par des luttes intestines. Et cela est exact !
Il y a quelque chose que je n'arrive pas à comprendre ! Le Parti, c'est quoi ? Le Parti, nous devons le considérer comme un instrument de notre lutte, de notre combat. Pourquoi l'affaiblir, au lendemain d'une décision prise par un Congrès, par la remise en discussion immédiate de ce qui a été la volonté exprimée par la majorité du Parti ? C'est cela qui fait notre faiblesse et c'est cela qui fera que, dans nos réunions, nous ne saurons plus à quel saint nous vouer !
On nous dira : qui a raison ? Christian Pineau ? Gazier ? Guy Mollet ? Georges Brutelle ou Gérard Jacquet ? Ou tel autre ?... Lorsqu'on sortira cette tribune libre, où apparaîtront trois ou quatre avis différents !
Or, actuellement, dans le trouble profond qui bouleverse le monde, les gens cherchent l'efficacité et nous, nous allons donner l'exemple d'une académie qui continue à discuter à perte de vue ! Voilà ce que je crains, alors que nous devrions être un parti d'action, alors que nous avons des arguments autant que nous en voulons.
(Applaudissements)
Tout à l'heure, notre ami Gérard Jacquet a dit des choses excellentes. Mais est-ce que nous sommes dépourvus de moyens, lorsqu'il s'agit d'examiner ces grands problèmes ? Après tout, de quoi s'agit-il ? Il s'agit d'améliorer la situation des travailleurs, de faire en sorte que leur pouvoir d'achat s'améliore et cela pose le problème d'une meilleure répartition du revenu national.
C'est là toute notre plate-forme d'action et nous avons raison de dire qu'il n'y a que nous qui puissions agir contre le libéralisme qui, c'est vrai, est un mensonge économique. Il n'y a que nous qui puissions le dire, qui soyons capables, précisément, de faire avancer le progrès social, la justice sociale, dans le respect de la personne humaine. Personne d'autre ne peut le dire.
Les libéraux, tels que nous les connaissons, c'est le capitalisme qui se défend. Le bolchevisme, c'est précisément la dictature, comme Gérard Jacquet l'a dit, qui empêche l'épanouissement de l'homme. Alors, notre propagande peut tout de même se faire ! Ca n'est pas parce que nous n'avons plus que 40 parlementaires que nous ne pouvons plus faire de la propagande ! Il faut un temps où nous n'avions que quelques parlementaires à travers le pays et où pourtant le Socialisme a tout de même progressé !
(Applaudissements)
Camarades, si nous savions sortir de cet esprit de défaitisme, je crois que nous connaîtrions d'autres conditions de travail à l'intérieur du Parti et que nous pourrions très vite renforcer le pouvoir d'action du Parti !

Un assistant - Je proteste contre les "40 parlementaires" ! Nous existons nous aussi, nous sommes encore vivant !

Augustin Laurent - Marius Mouttet m'excusera ! Je parlais des députés, bien entendu... Je serais injuste si je ne disais pas qu'il y a un groupe aussi au Sénat et un groupe qui travaille dans des conditions qui nous satisfont et qui font bien

plaisir aux camarades du Parti !
(Applaudissements)
Nos camarades disent :"On ne sait pas que nous sommes dans l'opposition"... Oui, hélas, notre action est sabotée, elle est passée sous silence, c'est exact, nous ne sommes pas gâtés, ni par la radio d'Etat, ni par la presse ! On sait davantage qu'il y a une opposition à l'intérieur du Parti qu'une opposition politique à l'intérieur des assemblées contre le gouvernement ! Mais camarades, avouez que de votre côté, en reniant la politique que le Parti fait à l'égard du gouvernement, vous ne nous aidez pas !
Gouvernement Debré, gouvernement de Gaulle... Nous ne faisons pas de discrimination ! Quand nous avons dénoncé les mesures antisociales qui ont été prises : suppression de la retraite du combattant, franchise de 2 000 Fr pour les assurances sociales et autres mesures, nous avons dit que c'était le gouvernement de Gaulle. Du reste nos ministres ont protesté contre ces mesures. Par conséquent, il n'y a pas, dans notre esprit, une discrimination qui ferait que nous voulons être contre le gouvernement Debré en ménageant de Gaulle ! Nous sommes dans l'opposition et nous savons apprécier les situations qui se présentent et qui font qu'à un certain moment, s'agissant d'un problème aussi névralgique que celui du problème algérien, il était politique, il était opportun de dire ce qui a été dit à la tribune de l'assemblée par nos camarades :
"Nous sommes contre votre politique économique, contre votre politique financière et même contre votre politique sociale, parce que nous ne croyons pas du tout à l'efficacité de ce que vous annoncez à propos de l'intéressement des travailleurs à la production et au partage des bénéfices, mais s'agissant de l'Algérie, s'agissant d'un problème qui tous les jours fait disparaître des vies humaines et fait couler des larmes, nous sommes pour l'annonce d'une mesure qui est capable de créer une ouverture en faveur de la paix."
Il n'y avait pas là abandon de notre politique d'opposition à l'égard du gouvernement et nous n'étions pas en contradiction avec les décisions prises par la dernier Congrès.
Camarades, je vais en avoir terminé. Si nous avons le souci de redresser la situation du Parti, si nous voulons préparer dans l'opinion publique les changements politiques qui s'annoncent, commençons par nous servir des arguments et des justifications que les faits et les événements nous procurent. Pourquoi ne pas reconnaître que les conceptions du gouvernement de Gaulle-Debré, se sont rapprochées des nôtres ? C'est une vérité, c'est une constatation que l'on peut faire quand on est socialiste et qu'on a le souci précisément des intérêts de son Parti. Et pourquoi ne pas constater que le Parti Communiste en fait tout autant, c'est-à-dire qu'il rejoint des positions qui sont les nôtres, lorsqu'il dit : il y a dans la déclaration du 16 septembre des possibilités de paix ? Si nous le reconnaissons, si nous reconnaissons cela tous ensemble, pourquoi ne pas le dire tous ensemble ?... Très haut et très clairement, afin de renforcer la rayonnement et l'autorité du Parti dans le pays ?
Camarades, on parle de rassemblement de la Gauche, de la Gauche démocratique, pour préciser disons "non communiste" ; bien sûr. Il faut bien

nous dire et nous répéter que c'est une nécessité. Mais j'ai bien l'impression, camarades, qu'avant de parler d'union avec d'autres groupements ; il faut d'abord faire l'union entre Socialistes, et je dis bien, à l'intérieur de la SFIO.
Oui, je ne suis pas pessimiste, mais il y a tout de même des signes inquiétants. Quand on est à la tribune d'une assemblée, on essaie je le sais de ne pas être trop en désaccord avec les positions définies par le Parti, mais quand la réunion est terminée, dans les cafés, au cours des parlottes, on n'hésite pas à reprendre tout ce travail de critiques, de dénigrement du Parti et surtout de certains hommes ! Ce travail-là, on le fait et si vous constater, comme je le constate, une certaine diminution des effectifs, il ne faut pas trop vous en étonnez. Comment voulez-vous qu'il en soit autrement ? Lorsqu'on entend à longueur de journée dénigrer le Parti, comment voulez-vous que ces camarades ne disent pas à un moment donné : "Oh, on en a assez de ce parti !" et certains disent : "Eh bien, je ne reprendrai plus de carte !"
Et c'est pourquoi je dis alors que c'est surtout entre nous qu'il faut faire un effort d'union. Si nous ne sommes pas capables de resserrer sincèrement et avec beaucoup de volonté nos liens de fraternité socialiste, si nous avons des arrière-pensées à l'égard des hommes davantage encore que des conceptions, nous donnerons raison à ceux qui vont partout répétant qu'il faut détruire la SFIO pour recréer un grand parti de gauche ensuite. Car vous savez bien que cette idée court... Vous savez bien que ce bruit-là est répandu et vous savez bien que c'est à cela qu'on s'attache, dans certains milieux !
Soyons sûrs d'une chose, camarades : en dehors de nous, si on parle de gauche démocratique non communiste, il n'y a rien !
Le Parti Socialiste autonome ?... On fait bien du bruit autour de lui, mais croyez-moi, cela ne représente pas grand-chose ! ça représente même très peu de chose. Des noms, peut-être... Des noms... Je ne dis pas qu'il n'y a pas, dans ces camarades qui nous ont quittés, des hommes de qualité.
Il en est un certain nombre pour lesquels je conserve de l'estime. Mais des noms, il y en avait aussi, vous le savez, quand en 1934 nous avons connu la scission des "néo". Je n'ai pas besoin de rappeler les noms, ils sont dans les mémoires de tous. Se séparer de Renaudel, se séparer d'un Déat, se séparer d'un Marquet, se séparer d'un certain nombre d'hommes qui avaient ces noms-là, c'était aussi quelque chose de très douloureux ! Et le Parti a surmonté tout cela. Il a surmonté tout cela parce que, précisément, ceux qui sont restés dans le Parti avaient cette volonté de préserver notre unité profonde.
A propos du PSA, on a dit que le Conseil national devait se préoccuper aussi de la santé du Parti. Je dirai que j'ai vu, dans un journal de la fédération du Nord, qu'on parlait du Parti Socialiste autonome. Camarades, je serai très sincère, en vous disant qu'en tout et pour tout, cela ne fait pas cent personnes. On a donné 30 adhérents à la section lilloise qui a pour secrétaire un nommé Valasse qui était déjà secrétaire du groupement des Jacobins, qui fut ensuite secrétaire de l'UGF et qui a fait adhérer ces Jacobins et ces Jacobines !
Il y a eu une réunion où Depreux a pris la parole, un meeting ! Un meeting à Roubaix, 80 auditeurs parmi lesquels il y avait la moitié de nos camarades

envoyés par les sections voisines à titre d'observateurs, l'autre moitié étant constituée de curieux et quelques sympathisants.
On a fait du bruit autour de ce meeting de Depreux. Mais le dimanche d'après, il y avait un vrai meeting, une manifestation publique dans la rue, à Watrelo où nous étions plus d'un millier !
Watrelo, Roubaix, Tourcoing, ça se touche, eh bien on n'a pas fait le même bruit, et pourtant Guy Mollet a parlé devant un millier de personnes !
On ne sait pas que nous sommes dans l'opposition, peut-être, mais on ne sait pas non plus que les ouvriers restent fidèles au Parti Socialiste SFIO, et j'aurais voulu, camarades, que vous soyez présents au petit repas qui a suivi le meeting, qui a eu lieu à Watrelo où Guy Mollet était, et où le camarade secrétaire de la section disait à Guy Mollet : "Nous allons te raconter quelque chose Guy..." Guy dit qu'il n'aime pas les sentiments, mais on ne peut pas empêcher l'emballement généreux, je préfère cela, des sentiments qui s'expriment, au scepticisme dénigrant, ce scepticisme qui ne croit à rien, qui est railleur et qui est stérile.
Eh bien, ce jour-là, pourtant, Guy Mollet a été ému par ce qu'a dit le Secrétaire de la section. Il a dit :
"C'était au moment du 13 mai, nous revenions d'une réunion à Roubaix où Provo nous avait informés de ce qui se passait et nous nous demandions ce que nous allions dire à la section qui était réunie. Or, ce sont les ouvriers de l'usine - et ils sont là dans la salle, dit le camarade secrétaire qui nous ont dit : Comment, qu'est-ce qu'on va faire ? Dans l'usine, on sait bien ce qui se passe, on peut donner tous les mots d'ordre qu'on voudra, personne ne bougera, ce n'est pas vrai et il faut immédiatement envoyer un télégramme à Guy Mollet pour dire : voilà ce qu'il faut faire, et c'est la section de Watrelo qui a envoyé ce télégramme à Guy Mollet ce jour-là."
Ce n'était pas des intellectuels, c'étaient les ouvriers eux-mêmes qui faisaient une constatation et voulaient justement faire savoir quel était l'état d'esprit de la classe ouvrière à cette époque-là.
Oui, camarades, le Parti traverse une crise. Il la surmontera, il en a vu d'autres, je l'ai dit tout à l'heure, mais il la surmontera avec d'autant plus de certitude et de facilité que, tous ensemble, nous ferons effort pour préserver contre tous ceux qui la menace l'unité profonde du Socialisme français.
(Applaudissements)

Le président - La parole est à Cassagne de la Gironde, et après lui Guy Mollet.

Cassagne

J'ai de la chance, je croyais être le dernier, mais vous m'avouerez que coincé entre Augustin Laurent et Guy Mollet, la place de l'orateur est assez difficile !
Notre ami Augustin Laurent, d'ailleurs, a dit beaucoup de ce que je voulais dire et je ne le répéterai pas, car j'aurais vraiment l'impression de dire très mal ce qu'il a dit très bien.
J'ai constaté, d'ailleurs, depuis ce matin que tous les camarades qui se sont succédé, Mérigonde compris, à la tribune, ont dit des choses excellentes sur

lesquelles je pense que nous pourrions être entièrement d'accord.
Il y a cependant un certain nombre de remarques que je voudrais faire.
Lorsque dans la documentation socialiste, j'ai envoyé un petit papier sous l'en-tête "bien faire et le faire savoir", j'ai voulu expliquer à un certain nombre de camarades que la véritable valeur du Parti, la véritable force du Parti, se trouvait surtout dans sa discipline.
Pendant trente ans - il y aura en janvier prochain exactement trente ans que je milite au sein du Parti Socialiste - j'ai défendu avec acharnement, de tout mon cœur et de toute mon âme tous mes amis ayant des responsabilités, députés, ministres, Secrétaires nationaux, Secrétaires fédéraux ; jamais en aucune occasion on a trouvé une seule parole blessante contre un seul de ma part.
Cela n'a pas toujours été facile, camarades, quand nous défendions un certain nombre de nos amis ayant de très grosses responsabilités, et quelquefois dans l'ignorance où nous étions des mobiles qui les avaient poussés à une certaine décision, pour les défendre nous puissions simplement dans notre foi socialiste, dans notre fidélité au Parti, les arguments indispensables pour répondre à ceux qui venaient dénigrer l'action du Parti à travers leur action, et c'est cela que je voudrais demander à nos camarades.
Avant de critiquer, avant de se poser la question de savoir si l'opposition que nous menons au Parlement est bonne ou mauvaise ou suffisante, ou assez vigoureuse, voudriez-vous camarades - c'est un ancien presque du Parti, mais un nouveau parlementaire qui vous le demande - immédiatement vous renseigner de telle manière qu'on ne puisse plus avoir entre nous ces discussions qui deviennent blessantes ?
Leenhardt vous a expliqué tout à l'heure ce qui avait été possible de faire au groupe parlementaire, à l'Assemblée Nationale et notre ami Mérigonde a dit : "Ce sont des révélations pour nous". C'est cela que je trouve pénible, c'est cela que je trouve grave, non pas qu'il dise : c'est une révélation, mais qu'on n'ait pas encore trouvé le moyen, dans le Parti, de pouvoir expliquer au peuple de France et d'abord à nos militants, à nos meilleurs militants du Parti, à nos Secrétaires fédéraux, ce qui a été fait exactement.
Et pour moi, camarades, c'est le véritable malaise qui pèse, à l'heure actuelle, dans le Parti.
Je suis absolument persuadé que nous pourrions, si nous voulions, faire un effort, nous pourrions avoir là une argumentation, une documentation tellement bonne qu'il nous serait possible d'entreprendre ce que personne ne fait plus, à l'heure actuelle, une propagande active dans tout le pays.
Camarades, nous sommes dans un Conseil national, je dirai ici, et jamais ailleurs, un certain nombre de choses qui sont désagréables. Je m'excuse, mais vous savez, je crois qu'il est absolument nécessaire de vider un peu notre sac.
Augustin Laurent a eu ce réflexe tout à l'heure de militant pour qui le Parti, c'est l'instrument, c'est l'arme, de la classe ouvrière et il ne veut jamais voir l'instrument ou l'arme ainsi donné émoussé ou en mauvais état.
Camarades, pas pour dehors, mais entre nous, vous n'avez pas l'impression que depuis quelque temps, notre Parti devient comme une espèce de parti triste de la

République ?
Nous réfléchissons beaucoup, nous dénigrons beaucoup. Nous sommes pessimistes, désabusés, trainant souvent une nostalgie inexplicable, alors que nous prétendons porter en nous le plus magnifique des rêves, la plus magnifique des doctrines.
Je vous demande, camarades, de réfléchir à cela ; ce n'est pas ainsi que vous aurez les ouvriers, que vous aurez le peuple ! Il faut repartir, il faut que notre propagande se fasse et non pas simplement par les parlementaires, et non pas simplement à l'échelle nationale, il faut qu'elle reparte dans nos fédérations.
Je sais bien que certains camarades vont dire : mais quand nous faisons des réunions publiques, il y a très peu de gens qui viennent.
Est-ce que, camarades, vous n'êtes pas capables de faire preuve d'un peu d'initiative pour essayer d'attirer les gens avec des questions qui leur plairont ? Parlez à des paysans, parlez à des ouvriers des problèmes qui les touchent de près et vous verrez si vous n'aurez pas un peu de monde dans vos réunions !
Cette expérience, nous l'avons faite, nous la renouvelons instamment et chaque fois que l'on organise une réunion avec un ordre du jour très clair, très précis et intéressant directement l'auditoire qu'on souhaite il y a assez de gens pour vous entendre et répéter ce que vous avez pu dire.
C'est vrai que notre presse est quasi inexistante, alors, là encore, je voudrais dire ce que je pense : nous avons d'énormes difficultés et trop souvent-il parait que je suis dans la majorité, mais, Guy Mollet, tu sais que quand je suis en désaccord, je te le dis très franchement, je n'éprouve pas pour autant le besoin de faire des "vacheries" ensuite j'ai eu l'occasion d'en parler avec toi et de te soumettre un certain nombre d'idées.
Je n'en veux pas aux camarades qui font le Populaire, mais permettez-moi de vous dire, camarades, que les articles dans l'ensemble n'apparaissent pas exactement comme représentant ce que devrait être la propagande du Parti ; ce sont des articles de revue excellents, malheureusement je crois qu'ils sont très peu lus et ce qui est un comble, je le dis mais je ne veux pas que nos camarades de la direction du Populaire puissent prendre ça comme une critique contre eux, car je sais avec quelles difficultés ils arrivent à faire le journal, je sais les sacrifices qu'ils font personnellement pour faire tenir ce journal, malheureusement ces articles ne sont pas lus facilement.
On a trouvé une explication en disant que nos camarades n'aiment plus lire, ce n'est pas vrai, la meilleure preuve c'est que nos amis, dans nos campagnes, dans nos sections, nous parlent d'articles lus dans l'Express, le Canard enchainé, ils aiment donc lire, mais pourquoi n'aiment-ils plus lire la presse socialiste ? C'est ce qu'il faut savoir.
Notre journal, le Populaire dimanche, a aussi une certaine diffusion. Est-il exactement ce que souhaiteraient nos camarades, nos militants ? Est-il lu d'une façon suffisante ? Y a-t-il quelque chose qui accroche ? Le petit articulé qui fait balle, qui apporte un argument qu'on peut sortir, qui quelquefois fait rire, car, camarades, je le répète, on est trop triste et parfois un simple sourire dans une réunion ou dans un article convainc beaucoup plus que 4 colonnes bien tassées

Fondation Jean Jaurès

où vous essayez da montrer que vous avez raison de A jusqu'à Z.
Ce sont des problèmes qu'il faut poser, qu'il faut étudier de manière qu'on ne vienne plus dans un Congrès nous expliquer qu'il faut le président du groupe parlementaire pour faire un certain nombre de révélations sur ce qu'a été l'action du Parti depuis quelque temps et c'est pourquoi je pense qu'il faudrait reprendre à notre compte une formule d'une maison de commerce : bien faire, et je vous assure que c'est facile, mais le faire savoir, qu'on sache quelle a été exactement l'action du Parti Socialiste, car sans cela nous n'avons pas assez à parler sur ce qui est le travail réel du Parti et nous nous épuisons dans des discussions stériles.
Augustin Laurent a parfaitement raison. Vous savez, je ne voudrais pas que le Parti puisse se diviser, ce n'est peut-être pas encore fait, mais il y a une tendance à aller vers cette division. Les uns ont le sentiment que quoi qu'ils disent, quoi qu'ils fassent, ils seront toujours critiqués, cependant que d'autres, excusez l'expression, on un peu le complexe de la femme jalouse qui veut à tout prix que son mari la trompe même quand ce n'est pas vrai, mais qui, hélas, finit un jour par tellement dégoûter que le divorce se réalise !
Je vous demande de faire bien attention à cela ; nous avons des positions diverses sur la CED, une partie de la SFIO d'un côté, une partie de l'autre. Il parait qu'à ce moment-là il fallait se partager, se diviser, qu'il n'était plus possible de vivre ensemble. Est-ce que tous les camarades qui étaient pour ou contre la CED ont, à l'heure actuelle, sur les autres problèmes la même position ?
Est-ce qu'ils n'ont pas compris que le Parti c'était autre chose que cette discussion entre nous ?
Nous avons pris des positions différentes, c'est vrai, au moment de mai 1958, je ne souhaiterais pas, camarades, que nous puissions maintenant nous déterminer uniquement en fonction de ce qu'a été la position des uns et des autres à ce moment précis.
L'histoire a marché, ne remâchons pas, nous, une éternelle amertume. Il y a quelque chose qui existe à l'heure actuelle et, dans le cadre politique existant, même si nous voulons des modifications, même si nous voulons quelque chose de meilleur, sachons trouver les arguments nécessaires pour n'être pas absents du débat, de tous les débats, d'ailleurs, qui peuvent avoir lieu.
Nous ne collons pas assez non plus à la réalité, nous parlons de la doctrine toujours avec une espèce de hauteur de vue absolument invraisemblable, me faisant penser à cette blague que je voyais où un Monsieur, amoureux d'une étoile, ne voyait pas devant ses pieds la bouche béante d'un égout prête à l'engloutir !
Camarades, vous parliez tout à l'heure d'unanimité ; je pense que tout le monde est d'accord, et je serai le sauvage, sur une perte d'influence du Socialisme, je crois, au contraire, que le Socialisme n'a jamais été aussi vivant qu'à l'heure actuelle, le malheur, c'est que ce n'est pas le Parti lui-même qui recueille les fruits de sa propagande, des souffrances peut-être, du dévouement des générations et des générations de pionniers, mais tout le monde essaie de pousser dans la direction socialiste. On parle de concentration, la concentration

industrielle se fait, malheureusement, sans un correctif socialiste. Je recevais hier une délégation de paysans viticulteurs qui venaient me demander d'intervenir, dans la mesure du possible, pour la création d'une société d'intervention. Je recevais quelques instants après une délégation de jeunes agriculteurs qui me présentaient leur projet de loi cadre, qui est une émanation de la loi cadre que notre ami Kleber Lousteau a préparée avec son équipe.
C'est ainsi que ces gens qui sont des adversaires politiques viennent vous présenter, sous une forme qui n'est pas la nôtre, qui n'est pas la meilleure, un certain nombre de projets de réalisations qu'ils voudraient voir se réaliser, et qui sont prises directement dans le programme du Parti Socialiste.
Eh bien, camarades, au lieu d'avoir ce petit geste dégoûté qu'on a eu, il y a quelque temps de cela, pour les artisans et les commerçants, permettant à Poujade de réussir comme il a réussi, alors que c'était nous les premiers qui avions proposé quelque chose pour leur donner satisfaction, je voudrais que l'on puisse se pencher sur des problèmes des paysans, des ouvriers, pour leur dire : vous faites un pas dans notre direction, nous irons avec vous jusqu'à ce pas bien que pour nous c'est plus loin qu'il faudrait aller.
C'est ainsi qu'hier j'ai accepté, devant la confédération générale agricole de mon département, devant le cercle des jeunes agriculteurs, de venir chez eux dire pourquoi j'étais d'accord sur un certain nombre de leurs projets et pourquoi je pensais qu'ils n'avaient pas été assez loin, que leurs yeux ne s'étaient pas ouverts assez grands aux réalités économiques du moment.
Camarades, je crois que c'est cela qu'il faudrait faire, car le résultat de notre amertume que nous trainons un peu partout, c'est que les jeunes ne viennent pas chez nous alors qu'on peut essayer de les accrocher, on peut essayer de les rassembler pour donner à leurs jeunes énergies une carrière quelconque.
On dit chez moi que je suis l'élu des jeunes, je suis, en effet, certainement, un des rares parlementaires de mon département - je ne parle pas des autres - peut-être le seul, à avoir derrière lui à toutes les manifestations qu'il organise 50, 60, 80, 100, jeunes gars quand c'est nécessaire, de 20 à 30 ans.
Mais, camarades, il faudrait que cela ne se fasse pas seulement dans un coin, il faudrait que ce soit l'ensemble du Parti qui fasse cet effort, car si nous ne gagnons pas les jeunes, les autres partis finiront par nous considérer comme incapables de faire le rassemblement de la Gauche que certains prétendent vouloir faire.
Camarades, ce n'est pas qu'on n'ait pas confiance en nous, mais on pense, certains pensent que nous n'avons pas, je crois, l'énergie nécessaire, le rayonnement nécessaire pour essayer d'entrainer et c'est pour cela que cette gauche reste extrêmement divisée, car, comme le disait Augustin Laurent tout à l'heure, il n'y a que nous qui pouvons faire cela.
Je ne sais pas pourquoi chaque fois qu'on parle du Parti, quand j'en parle devant les camarades, ou devant les adversaires, je commets joyeusement le péché d'orgueil, mais le PSA ne représente rien, c'est vrai qu'il est coupé.
Si un certain nombre d'entre ceux qui sont partis veulent revenir, qu'ils reviennent, nous sommes prêts à oublier que depuis qu'ils sont partis, tous leurs

coups ils les ont portés contre nous. Nous oublierons ça, mais qu'ils reviennent, non pas pour apporter la perturbation, mais pour travailler, non pas pour diviser, mais pour assembler, qu'ils viennent au moins quelques-uns.
Si je regarde vers le MRP ; vous sentez certainement comme moi que ce n'est pas lui qui fera le rassemblement, ce n'est pas possible.
Le Parti Radical ? Lui non plus.
Le Parti Communiste ? Certains en ont peur, alors qu'il nous donne les meilleures démonstrations, à l'heure actuelle de ce que l'on peut appeler la souplesse d'échine dorsale. Alors qu'il y a quelque temps, il était amer, violent, brutal contre nous, depuis que M. Khrouchtchev doit venir, on le voit aimable, gentil, souriant. On voit Jacques Duclos aller à la réception de M. Chaban-Delmas, pour avoir le droit de baiser la main de Mme Chaban-Delmas !
On a peur du Parti Communiste, mais nous avons une occasion de nous battre contre lui, de montrer comment il est ridicule.
Nous avons fait partir, nous, un certain nombre de circulaires. Ne soyons pas tristes, ne soyons pas pessimistes ; soyons, au contraire, optimistes, nous avons, j'en suis absolument persuadé, convaincu, - car je crois rester en contact profond avec la masse ouvrière, paysanne, la classe ouvrière en général de chez nous - devant nous tout ce qui est nécessaire pour prendre une grande revanche.
Le mal n'est pas à l'extérieur, car au fur et à mesure que nous expliquons, nous finissons par nous faire suivre et convaincre, le mal est à l'intérieur de nous. Guérissons-nous et je vous en supplie de ce pessimisme. Le Parti, c'est le Parti de la vie, c'est le Parti de la joie, et peut-être parce que je suis un homme du midi, je crois que c'est aussi le Parti du soleil. Si vous oubliez ça, vous vous perdrez dans les brumes et vous ne vous y retrouverez pas.
(Applaudissements)

Le président - La parole est à Guy Mollet.

Guy Mollet

J'ai l'intention de m'arrêter très peu sur les problèmes importants, parce que je ne peux pas apporter beaucoup de nouveau à ce qui a été dit. A ce sujet, je dois dire que j'ai éprouvé personnellement, et je suis sûr que vous avez partagé mon impression, un véritable réconfort depuis que nous avons commencé ce conseil.
Certaines des interventions qui ont été ici faites, je ne vais pas les citer, les énumérer, ce serait commettre une injustice, ont apporté, pour le Parti, une documentation excessivement précieuse et je suis assuré que parmi les camarades présents, c'est-à-dire les investis, les responsables, vous êtes nombreux à avoir appris pas mal de choses.
Un problème va d'ailleurs se poser, et je crois qu'il va falloir faire un sacrifice financier que certains trouveront exagéré, mais je crois qu'une brochure va devoir être faite avec l'essentiel du contenu de quelques interventions, je pense que vous en serez d'accord ; je demanderai, en tout cas, au Comité directeur, au Bureau de se saisir de cela.
Brochure qui n'aura que l'effet des brochures, c'est-à-dire une fois encore

qu'elle risque dans certains coins de tester sur les étagères, nous le savons, mais je viendrai à cet aspect de la documentation dans un instant.
Politique internationale, je n'y reviens pas, je suis intervenu assez longuement hier soir, j'ai rappelé ce qu'était la position définie par nos Congrès, position vraie jusqu'à ce qu'un autre Congrès la modifie éventuellement.
Je dis simplement que j'ai regretté qu'à ce sujet les interventions aient pu prouver, je l'ai dit à Christian hier soir, une certaine méconnaissance de notre attitude.
C'est ainsi, par exemple, que la brochure que j'ai demandé au Bureau de décider, il y a quelques trois ou quatre mois, qui n'est sortie qu'il y a quinze jours, et qui est maintenant mise en vente dans les sections, - celle-ci dont je veux dire pourquoi elle a été faite - n'a manifestement pas été lue.
C'est manifeste, puisque la définition que j'avais donnée de la politique internationale, de celle du gouvernement et de la nôtre, qui se trouve à la page 39, qui comporte exactement ce que j'ai été amené à répéter hier soir, c'est-à-dire l'affirmation que s'il y avait sur les rapports Est-Ouest une position commune entre de Gaulle et nous, il y avait une condamnation sans réserves concernant l'Espagne, l'Europe, l'OTAN, ne parait être connue de certains. En effet, si elle avait été lue, on ne nous aurait pas reproché de ne l'avoir pas dit, puisque nous ne l'avons pas seulement dit, mais encore écrit !
Ceci m'amène à dire pourquoi cette brochure, car certains ont pu se le demander.
Camarades, quand tout à l'heure je vous parlerai, un peu plus longuement qu'il ne le mérite, du PSA, je vous rappellerai les arguments qu'il utilise contre nous. Or, à ces arguments, il nous a souvent été dit que les camarades de sections n'avaient pas de réponse et c'est uniquement parce que l'intervention que je faisais à cette tribune au Congrès national, comporte les réponses que nous l'avons envoyée à toutes les sections, de manière qu'elles puissent enfin, lorsqu'un ex-ami, aujourd'hui PSA viendra blablater sur Suez, sur le 6 février ou le 3 mai, fournir une argumentation.
C'est la même justification que je donne à l'initiative qui a été prise par le Secrétariat de republier quelques-uns de mes articles et surtout la chronologie des événements du 6 février dans un petit supplément du Populaire dimanche.
Vous y trouverez des choses assez savoureuses !
Le jour où vous aurez le militant communiste qui viendra vous dire : "Ah ! le 6 février... les tomates, etc.", et que vous pourrez lui dire que M. Luc, rédacteur de l'Humanité qui a écrit dans France nouvelle : "Guy Mollet est un menteur, il n'a jamais été question du collège unique dans les journées de février", a écrit un article dans l'Humanité du 7 février de la même année en disant que c'est là le problème unique, et que le 6 février au soir, le recevant, lui en même temps que les journalistes, je répondais à sa question "le collège unique est-il maintenu"? "Oui, et sans ambages" et sans réserve vous aurez un argument.
C'est la raison pour laquelle on a fait cette publication et pas du tout, croyez-le bien, pour une question d'amour propre ou de gloriole d'auteur.
Quand vous aurez un PSA qui viendra vous raconter des histoires sur le 6

février, vous lirez le dernier document que nous publions, un délicieux télégramme que je garde précieusement, celui que je recevais le 7 février au matin, dans lequel le président du groupe 3 l'adressait les félicitations du groupe unanime pour mon attitude dans la journée... Etant donné qu'il est signé Edouard Depreux, cela ne manque pas de saveur !

C'est pour ces raisons que nous envoyons cette documentation. Nous l'envoyons à regret, parce que nous sommes de ceux qui pensons qu'il vaudrait mieux utiliser l'argent à d'autres fins que d'avoir à nous justifier, et cependant il faut bien que nous répondions à certains arguments.

J'en ai fini avec la politique internationale, avec même ce passage pour l'Algérie ; je vous ai dit pourquoi nous faisions certaines choses.

Politique communautaire. Une phrase seulement m'a étonné dans l'intervention de Christian Pineau, c'est celle dans laquelle il a dit "voilà qu'il va falloir réviser la constitution, étant donné l'évolution de la communauté" et j'ai cru sentir, je ne sais si je me suis trompé, une sorte de satisfaction à constater que la constitution était sur ce point, même sur ce point, mauvaise. Hélas, c'est inexact !

C'est probablement l'apport essentiel du dernier texte constitutionnel que le texte sur la communauté et c'est justement l'une des qualités essentielles de la constitution sur la communauté que d'être évolutive et d'avoir prévu dans les paragraphes même, dans les articles même sur la communauté, des modes de révision spéciaux.

C'est ainsi que pour réviser la constitution dans les autres domaines, il y a des modes prévus, mais pour la réviser sur la communauté, il y a un mode particulier qui du vote est à peu près semblable à celui d'une loi. Il suffira que ce soit voté à la majorité par les deux assemblées pour que la constitution, dans ce domaine, permette la nécessaire évolution.

C'était à signaler, je crois, parce que c'est l'essentiel de la discussion qui subsiste entre nous. Cela marque une différence de conception fondamentale que nous avons d'ailleurs sentie au dernier Congrès, dans notre attitude à l'égard du texte constitutionnel.

Je voudrais là encore, me répéter. Je suis probablement le moins soucieux de constitution, je ne crois pas à la valeur définitive des textes, je ne crois pas que quand il y a dans un pays une transformation profonde, ce sont les textes constitutionnels qui puissent faire barrage à la volonté du peuple. Je ne suis donc pas très accroché aux textes constitutionnels, mais ce que je voudrais dire aux camarades qui, sur ce point, se veulent minoritaires, c'est que c'est du passé, c'est de l'histoire ancienne, et je voudrais arriver à les en convaincre.

Qu'ils conservent leur conviction que la constitution est mauvaise ou que nous conservions la nôtre à savoir qu'elle aurait pu être bonne, mais que les élections de novembre ont faussé complètement l'application, ce qui est ma conviction complète, totale, quelle importance cela peut-il avoir ? Est-ce qu'on va continuer à se différencier entre nous sur cette appréciation concernant le passé ?

Est-ce qu'il n'est pas possible de constater que soit la constitution soit mauvaise, soit que son interprétation est mauvaise, en tout cas, il faut qu'on revienne à un

Fondation Jean Jaurès

meilleur fonctionnement ?
Est-ce qu'il n'est pas possible de dire que revenir à un meilleur fonctionnement, cela veut dire autre chose que revenir aux errements de la 4ème ou de la 3ème ?
Il ne faut pas que nous passions pour des nostalgiques du passé, mais que nous cherchions les modes de bon fonctionnement des institutions, ou alors, est-ce que nous allons vivre comme des triomphateurs du oui et les autres comme soucieux de justifier un jour leur non du passé ?
Je voudrais bien que nous nous obligions, les uns et les autres, à l'égard les uns des autres, à une autre attitude que celle-ci, une tentative de justification de nos attitudes passées.

Christian Pineau - Tu me permets, Guy Mollet ? Je dois dire que sur ce point, nous sommes assez disposés à te suivre...

Guy Mollet - "Nous sommes...", au nom de qui parles-tu ?

Christian Pineau - Au nom des quelques camarades comme Albert Gazier, qui s'excuse de n'être pas là, et d'autres qui ont pris des positions sur la constitution, pas autre chose.
Je voudrais seulement de dire que dans mon intervention d'hier soir, je ne visais qu'un article de la Constitution concernant la communauté. Mon intervention visait la communauté et non pas la constitution et je suis parfaitement d'accord pour que nous ne reparlions pas indéfiniment d'un texte qui est maintenant en application.
Le jour où nous estimerons qu'il sera nécessaire de le réviser, nous serons peut-être tous d'accord sur ce point ; par conséquent, il ne s'agit pas du tout de revenir au passé, je te demande de ne pas interpréter dans ce sens mon intervention.

Guy Mollet- Je te donne volontiers acte de tes paroles, mais si nous continuons comme cela, il n'y aura plus de minorité tout à l'autre, nous serons tous d'accord !
J'en viens au problème algérien et là je me suis promis d'aller très vite, parce que vraiment tout a été dit.
Nous n'avons pas eu tout à fait les mêmes réactions au lendemain de la déclaration du 16 septembre.
Comme il vous a été dit ici, tel ou tel faisait plus ou moins de réserves et Georges Brutelle, dans l'excellent rapport introductif qu'il a fait, a montré ce qu'étaient les réserves des uns et des autres, mais nous avons sorti en commun un texte, et ce texte nous lie tous.
Ce texte dit que nous avons regretté que l'accent ne soit pas mis assez sur le cessez-le-feu.
Je suis de ceux qui partagent cette réserve, je suis de ceux qui, lorsqu'on en a discuté, n'auraient pas souhaité qu'on mit l'accent exagérément là-dessus, parce qu'ils croyaient plus important l'affirmation de notre accord avec l'esprit

Fondation Jean-Jaurès

général, mais pour autant je suis convaincu que c'était vrai, qu'il y avait insuffisance en ce qui concernait la volonté de cessez-le-feu, l'affirmation ou la réaffirmation du nécessaire cessez-le-feu.
Depuis, nous avons eu des apaisements là-dessus, et aussi des sujets d'inquiétude.
Apaisements, la déclaration de Debré et, en tout cas, avec certitude, celle de Couve de Murville, sujets d'inquiétude, telle déclaration que Pineau, par exemple, a reprise, de Challe, ou même telle ou telle phrase de Delouvrier.
C'est exact dans les deux cas et nous devons être d'accord là-dessus, il ne doit pas y avoir entre nous de différences, mais c'est le perpétuel problème concernant l'Algérie !
La volonté de de Gaulle dans ce problème est indiscutable, sinon indiscutée. La volonté de de Gaulle est certaine, mais ses chances d'application ne sont pas entières.
Je suis un peu étonné du zèle que manifestent - pas dans le Parti, que personne ne prenne cela pour lui - le PSA, l'Express, etc. Maintenant que de Gaulle a tenu ce langage, on trouve qu'il ne va pas assez vite, on dit : "Mais qu'est-ce qu'il attend après avoir dit ce qu'il a dit, pourquoi n'est-il pas arrivé au résultat ?"
Ces hommes n'ont pas conscience que si, aujourd'hui, nous nous trouvions dans une situation où l'on peut faire un gouvernement allant de Mendes France, y compris, à Paul Reynaud, y compris, avec Pinay à l'intérieur, ce gouvernement ne pourrait pas imposer sur l'Algérie, en l'état actuel des choses c'est ça la conjoncture, ces même solutions.
Non, la vérité qu'il faut dire quand on connait l'homme et ses méthodes de travail, c'est que cela ira d'autant plus vite qu'en face de la réaction contre son œuvre, il trouvera un soutien plus puissant. Il tient compte des faits et si au lieu de passer leur temps à "pinailler", ces gens qui se veulent, qui se disent de gauche, affirmaient leur volonté d'être derrière, cela capterait !
Le fait que Khrouchtchev ait pris, non pas nouvellement cette attitude, parce que Christian Pineau sait comme moi qu'elle est déjà vieille, nous l'avons entendu proclamer lorsque nous étions à Moscou, quand le citoyen Khrouchtchev nous disait qu'il avait été un peu impressionné par la solution apportée à l'affaire d'Indochine. Le partage entre la Chine et l'Amérique ne lui paraissait pas une bonne solution, et, en tout cas, pas un exemple à suivre pour l'Afrique du Nord.
Mais je reviens à mon propos. Le fait que Khrouchtchev ait pris cette attitude et que les communistes prennent cette attitude, il se trouve que pour l'action de de Gaulle, ce n'est pas sans importance, et que si l'on pouvait un jour les amener à aller plus loin et à reconnaître l'évidence, c'est-à-dire que s'il y avait un mouvement factieux contre la volonté de de Gaulle, une fraction des Communistes, et avant même leur revirement, se serait trouvée à notre côté pour aider de Gaulle à réussir dans ce domaine, le jour où ce sera devenu quelque chose de vrai, de manifeste, de certain, je dis que cela jouera sur de Gaulle pour aller dans le sens de la solution à laquelle il veut aboutir.
Et là, c'est un propos qui dépasse le cadre de l'Algérie, en ce qui concerne la pseudo-gauche, ce que je lui reproche, ce que je reproche aux hommes qui nous

ont quittés - on connait mon jugement sur Mendès depuis longtemps, je regrette que l'intelligence d'un tel homme ne soit pas mise au service de la démocratie et qu'il passe son temps à discuter sur le passé, à justifier ses attitudes d'hier, car l'homme est valable, on aurait dû pouvoir l'utiliser - c'est, au lieu de permettre à la Gauche de jouer en France le rôle qu'elle a à jouer, de la diviser au nom de l'unification.

Je n'ai rien d'autre à dire sur l'Algérie que la confirmation de ce que nous avons fait et de vous demander de le confirmer, de confirmer l'attitude que nous avons adoptée - et pour laquelle nous avons besoin d'un quitus - au Comité directeur à une gigantesque majorité, au Bureau du Parti, à l'Assemblée Nationale et au Sénat.

Cette attitude est la suivante :

Nous pousserons pour qu'on aille le plus vite possible au cessez-le-feu, mais nous sommes d'accord avec l'option générale.

Nous nous sommes interdit de tirer gloire de ce qui se passait. Vous savez, si nous avions voulu penser d'avantage à la propagande du Parti qu'à l'efficacité dans l'affaire algérienne, nous aurions pu nous tailler des lauriers, car l'opinion publique a conscience que les propositions faites sont dans la ligne de celles qu'a défendues le Parti Socialiste et le gouvernement qui agissait en son nom. Mais nous n'avons pas voulu de cette attitude de glorification, nous avons préféré être efficaces.

Quant aux solutions, nous avons dit clairement entre les trois que notre préférence allât à la troisième. Je sais, et l'on pourrait épiloguer là-dessus, que Christian Pineau a repris un argument que notre ami Gazier avait défendu devant le Comité directeur, à savoir qu'on aurait pu en envisager une quatrième, l'indépendance n'interdisant pas l'association, mais je dis que c'est envisagé dans la troisième solution d'après mon interprétation.

Il y a trois solutions : la première, c'est la sécession, et si l'intéressé n'a pas employé le mot d'indépendance, ce n'est pas par hasard. On s'est aperçu qu'il maniait le vocabulaire français avec une certaine élégance et que le choix des mots n'est pas sans une certaine importance. Dans le cas d'association, il a employé un mot qui a fait peur à chacun d'entre nous, mais pas seulement à nous, qui a dû donner à réfléchir au FLN même, c'est le mot regroupement. Il a dit : dans le cas où il y aurait sécession, comme nous sommes dans l'obligation, nous, Français, d'assurer le respect des lois de la minorité ethnique, d'origine européenne, on parlera de regroupement.

Le mot regroupement, que veut-il dire ? Est-ce qu'il veut dire regroupement sur place ? Ici ? Cela a de quoi nous faire réfléchir, mais imaginez bien que cela a de quoi faire réfléchir aussi les autres !

La sécession serait une folie, pas seulement une folie du point de vue national, mais du point de vue socialiste, et une folie aussi du point de vue des intéressés eux-mêmes.

Il n'a pas dit intégration, il a dit francisation, et le choix du mot n'est pas un hasard. Quiconque sait lire et quiconque savait écouter le discours constatait qu'il y avait une véritable condamnation de la francisation, sinon mêmes dans

Collection Jean Jaurès

les termes, avec la même violence que pour la sécession,
Au moins avec je ne sais quelle espèce d'ironie qui faisait qu'il n'était aucun doute sur sa volonté et je peux confirmer, par les conversations que j'ai avec lui assez souvent, qu'il est contre le système et qu'il n'y croit pas.
Quant à la troisième solution, elle n'est pas limitée, elle est large, elle est évolutive, elle est celle qui comporte à la fois - car tout y est - le gouvernement de l'Algérie par les Algériens, et cela répond au désir exprimé hier par le délégué de Constantine, car il y a de tout dans ce gouvernement de l'Algérie, toutes les formules possibles s'y trouvent contenues, et le respect des droits des minorités internes, avec les possibilités de fédéralisme interne.
Je dis que ceci permet demain à peu près l'évolution dans les termes semblables à ce qu'on a connu dans les territoires d'Afrique noire, sauf à ce qu'il y a là-bas un problème spécial que nul ne peut comparer aujourd'hui - même chez nous, et pas seulement parce que nous ne l'avons pas fait lorsque nous étions au gouvernement, mais parce que c'est en soi pas vrai - l'Algérie avec la Tunisie et le Maroc, pas plus que l'Algérie comme je l'ai entendu faire dans le Parti, avec la Guinée, car il y a tout de même ce million d'hommes d'origine européenne pour lequel la solution ne pourra pas être la même et pour lequel la solution ne serait pas la même, même s'il y avait chez nous une majorité pour le vouloir ainsi, car les intéressés ne le permettraient pas.
Il y a là un choix à faire pour nous. Nous l'avons fait et nous avons été autorisés à dire, au nom du Parti, que notre choix allait à la troisième solution, mais que si notre choix allait à cette solution, en fin de compte, nous défendrions devant l'opinion française le choix des Algériens eux-mêmes, c'est-à-dire que si nous avons à faire propagande, nous la faisons pour la troisième solution, mais que si les intéressés devaient accepter la première ou sa la seconde, - c'est à eux à choisir et non pas à nous - ce choix, nous demanderions au pays de l'entériner.
J'en ai fini avec l'Algérie, mais j'ai une conviction profonde, camarades, c'est la seule chose que j'ajouterai, c'est que là-dessus il doit y avoir unanimité du Parti. Je ne veux pas dire que l'unanimité ce serait je ne sais quel conformisme par lequel nous nous mettrions tous à penser pareil, non, non, il est bon qu'à l'intérieur du Parti certains disent leurs inquiétudes, leurs angoisses, disent la nécessité de pousser dans un sens ou dans l'autre, mais quant à l'affirmation de notre approbation de ce qui a été fait le 16 septembre, nous devons être d'accord.
Politique intérieure, politique économique, politique sociale, alors vraiment, après l'intervention de Francis Leenhardt, je ne veux rien ajouter et quand je parlais tout à l'heure de la nécessaire impression d'un certain nombre de documents, je dis tout de suite que ma conviction, après avoir demandé à Francis pour l'impression de compléter par certains chiffres son exposé, de le transformer en un document écrit, est que nous devons en faire une des bonnes brochures, non pas de propagande, mais d'information intérieure du Parti. (Applaudissements)
Un mot rapide sur la constitution des institutions, très rapide après ce que je viens de dire tout à l'heure.

Camarades, j'étais un peu ému hier qu'en parlant de notre position, Christian Pineau ait employé une phrase qui, parce qu'elle était trop courte, était trop méchante. Il m'a reproché d'avoir fait le panégyrique d'un Maurassien par un Socialiste !

J'ai là les trois articles que j'ai publiés sur de Gaulle, et je crains que la lecture de Christian se soit arrêtée à la fin du premier ? Je ne sais si depuis tu as lu les autres ? Je ne vais pas vous imposer cette lecture, je suppose que vous lisez tous le Populaire, mais qu'ai-je dit et comment est-ce lié au problème des institutions ?

J'ai donné dans les premiers moments une appréciation personnelle sur de Gaulle en ce qui concerne les menaces qu'il pouvait faire peser sur la démocratie. En d'autres temps, à l'époque du RPF, et même, les camarades s'en souviendront dans les lendemains de la libération, quand il était de mode, à travers le pays, d'être candidat au nom de l'étiquette de résistances variées et que je menais le combat au nom de la seule SFIO, n'ayant jamais accepté d'être candidat sous d'autres étiquettes que celle-là, dans toutes ces périodes-là, et j'ai toujours soutenu ma conviction que de Gaulle ne ferait jamais courir de risques à la démocratie française, ne voudrait pas être un dictateur, et je donnais comme argument que s'il avait voulu l'être, il l'aurait été très facilement, parce qu'il y a eu des heures où tout le monde le lui apportait sur un plateau, il n'avait qu'à saisir, il pouvait être le chef sans ambages, et j'ajoutais d'ailleurs ma crainte que s'il n'avait pas envie de le devenir, il pouvait être condamné à le devenir par les événements ou par son entourage.

Aujourd'hui, j'apporte un document nouveau, c'est la connaissance que peu à peu j'ai eue de cette homme depuis dix-huit mois, de l'image qu'il se fait de lui-même, que j'ai découverte moi en le connaissant, mais dont j'ai découvert aussi que je n'étais pas le seul à l'avoir, que Léon Blum l'avait vu tel, que des quantités d'hommes qui l'avaient connu l'avaient vu tel, à savoir que cet homme se regarde tous les jours dans l'histoire comme d'autres se regardent dans un miroir et qu'il n'est plus libre.

Il n'est plus libre, il n'a pas la possibilité de trahir. Cet homme ne finira pas comme Pétain, c'est exclu, ce n'est pas possible. Il a déjà des pages entières de sa vie qui sont devenues des pages d'histoire, il n'a pas la possibilité de laisser ternir cela, il ne peut pas devenir dictateur.

Tu as dit Maurassien. On a le devoir entre nous, étant donné que c'est un fait politique de Gaulle - et pas du tout parce que c'est un grand bonhomme, un surhomme, je n'admets pas qu'on utilise ces qualificatifs quand on parle de Jaurès, ce n'est pas pour les appliquer à de Gaulle - que c'est un fait historique d'essayer de voir clair dans cet homme.

Or, il est absolument évident que cet homme-là, s'il a pu avoir une culture maurassienne, il en a effectivement retenu une chose, et en cela il n'est pas un démocrate comme vous, comme moi, il ne croit pas à la règle des 51 contre 49, c'est-à-dire à la règle fondamentale de la démocratie, il ne croit pas que 51 personnes aient raison contre 49, il ne croit même pas que 95 aient raison contre 5 quand il est dans les 5, mais ça arrive aussi à Debu-Bridel ça !

(Rires)
Sa conception d'une société bien organisée, il n'y a pas de doute, c'est une société qui serait bâtie sur une gestion par les élites. Mais il a eu un mot - qui n'est pas de lui, d'ailleurs, qu'il a seulement rénové - lorsqu'on nous bâtissions la Constitution, il m'a dit un jour, au moment où il faisait ses arbitrages et choisissait entre les thèses en présence : "je n'ai pas ici à essayer de vous orienter vers la Constitution de ma préférence, il nous faut faire une Constitution qui puisse servir à la France", et il a donné de la France l'image suivante : "C'est un pays dans lequel il y a tant d'individualismes qu'il n'y aura jamais une majorité, une minorité, il y aura toujours - lui qui n'aime pas ça - les partis avec leur structure, il y aura toujours des quantités de familles spirituelles. Alors si nous demandons aux Français de dire qui est de l'élite, il y aura 48 millions de rois ! Et, au fond, c'est vrai !
C'est la raison pour laquelle cet homme qui a peut-être eu cette formation maurassienne dont tu parles considère que pour la France il n'est pas d'autre régime qu'un régime démocratique.
C'est exactement ce que je dis dans mon article numéro 1, rien d'autre, rien de plus, je voudrais qu'on cite les termes qui comportent dithyrambe ou panégyrique d'un Maurassien par un Socialiste !
Mais, par contre, camarades, dans la suite qu'en dis-je ?
Je m'excuse de me citer, mais il n'est pas possible qu'on utilise ce genre d'argument entre nous, ou alors il faut apporter des arguments !
"Le Socialisme est-il besoin de le rappeler n'a guère d'inclination pour l'homme miraculeux ou saveur suprême, c'est une cause qui déborde toute considération de personne et la personne même du général de Gaulle.
"Ce dernier avait quinze ans à peine... etc."
(Lecture)
Mais pour en revenir à ce que je dis sur les institutions, dans le troisième article paru hier matin, évidemment je ne suis pas sûr que le journal ait été mis ici en distribution et que tu l'ais lu, avant ton intervention, voici ce que je dis :
"En vérité, il n'est de santé, de grandeur véritable pour une République que si en toutes circonstances elle demeure grande et saine par sa propre force intérieure.
Nous avons, nous, Socialistes, démocrates, un redoutable devoir, etc."
(Lecture)
On ne peut pas après cela parler de dithyrambe ou panégyrique !
Je peux me tromper, je suis, moi aussi, uniquement un interprète des volontés des Congrès, et je me suis sûrement trompé un certain nombre de fois, mais je ne peux pas trahir la volonté des Congrès à ce point que j'aurais transformé le Parti en, comme disait Augustin Laurent, une sorte d'ensemble qui me laisserait le soin de parler en son nom et que j'aurais profité de la liberté qu'on m'aurait donnée pour me mettre à la remorque de de Gaulle !
Je ne connais pas beaucoup de camarades du Parti qui écrivant dans la presse, se soient montrés plus sévères que je viens de l'être dans ce genre d'articles.
Ce qui m'a suffoqué, c'est que ce soit à l'occasion de ceux-là qu'on me parle de panégyrique ou de dithyrambe !

Fondation Jean Jaurès

Je continue et je viens à ce sur quoi je veux m'appesantir, le Parti.
Le Parti, à l'heure actuelle, traverse-t-il une crise ? Oui. Est-elle anormale ? Non.
Il m'arrive même de me demander comment il se fait que nous soyons, dix-huit mois après les événements de mai, restés aussi solides, aussi unis que nous le sommes.
Camarades, nous avons un Parti qui fait toujours 100, 110 000, 120 000, cela dépend des années. Vous savez bien qu'une crise comme celle de mai dernier devait nous secouer affreusement. Vous connaissiez tous ceux qui devaient s'en aller, tout ceux qui par lâcheté, employons le mot, n'aiment pas être mêlés à l'action politique quand les lendemains ne sont pas sûrs, tous ceux qui n'étaient mêlés théoriquement à l'action politique qu'à l'heure des avantages. Nous savions que tous ceux-là devaient disparaitre, je me félicite de voir qu'ils n'étaient pas tellement nombreux !
Georges Brutelle a voulu être objectif, il a parlé d'une baisse de 10%, je m'inscris en faux, il y aura moins de 10%. Il a eu raison, il vaut mieux qu'on voit les choses en noir, mais les informations des différents camarades de fédérations me laissent penser que les régularisations - car il est hélas un certain nombre de fédérations qui ont habitué leurs militants qu'à ne prendre les cartes qu'en fin d'année - me laissent penser que nous serons au-dessous de ça.
Mais, camarades, admettons le chiffre de 10%, ceux qui m'auraient dit, au mois de mai 1958, au mois de juillet 1958, quand dans cette même salle je vous disais avec beaucoup d'angoisse que si nous devions faire qu'il y eut encore un Parti Socialiste libre, dans une démocratie libre, nous aurions gagné la partie, qu'en tout cas, moi j'aurais gagné la partie à laquelle je vous conviais, ceux qui m'auraient dit que nous aurions un Parti qui n'aurait subi une perte que de 10% dix-huit mois après, je ne les aurais pas crus, j'avais peur de pire !
Il y en a qui sont partis que vous regrettez, mais moi aussi, figurez-vous que je regrette qu'ils soient partis, mais maintenant, ils sont devenus pour moi des adversaires.
J'ai écrit un article à leur sujet dans le Populaire. Cet article, je l'ai voulu sévère, parce que c'était mon devoir de Secrétaire général.
Dans le Parti, vous me permettrez d'être sévère ; au dehors, je tiendrai le langage unitaire, parce que je ne pense pas à eux, mais à ceux qu'ils trompent et je ne veux pas qu'ils en entrainent d'autres. Je ne veux pas que forts de l'amitié que des hommes leur ont portée, ils réussissent à les emmener, alors j'aurais hors du Parti, tout le temps un langage unitaire. Je n'ai pas un mot contre eux, pas un mot ad nominem, alors qu'ils ne font que cela, alors qu'à longueur de journées, de séances, ils nous attaquent avec les moyens les plus vils, les plus bas, même sur le plan des hommes.
Je n'emploierai pas leurs arguments, mais dans le Parti je ne veux pas qu'on fasse preuve de je ne sais quelle tendresse !
Ah ! Non, non ! Ce sont tous des enfants chéris du Parti Socialiste, ils ont tous été gâtés par le Parti Socialiste. Il n'ait pas un seul d'entre eux qui n'ait jamais été quelque chose sans le Parti Socialiste, pas un seul.

(Applaudissements)
Ils ont des troubles de conscience, me dites-vous, mais ils avaient le droit d'en avoir !
En tout cas, ils n'avaient le droit d'emporter que leur personne et non les titres qu'ils avaient. Qu'est-ce que c'est que ce type qui s'en va se présenter comme ancien président, ancien Président de la République, ancien président du gouvernement provisoire, ancien président du groupe parlementaire, ancien ministre.
Ces titres ne sont pas à eux ! Ils sont à vous, non pas à vous qui êtes là, à vous tous dans le mesure où vous représentez le Parti, cette masse de militants anonymes qui n'ont jamais rien demandé, dont le nom n'a jamais été cité, ceux qui vont coller les affiches et faire la propagande !
(Applaudissements)
Et ce sont ces titres là qu'ils baladent à travers le monde et c'est avec le crédit qu'on leur a fait qu'ils essaient de trahir et de faire du tort au crédit du Parti qui les a faits ! Alors là, non, non, il faut être méchant ! Il ne faut pas permettre ça !
Première chose donc, les titres qui ne sont pas à eux.
Deuxième chose : le mensonge. Ils mentent comme ils parlent. Ils ont tous, tous, promis, avec quelle solennité, qu'ils resteraient fidèles au Parti, ou bien, le jour où ils s'en allaient, que jamais ils n'attaqueraient le Parti.
Ils n'étaient pas partis de 24 heures que les gens qui allaient les entendre étaient affolés de constater que si Mendès-France prenait la parole, il était assez respectueux, ne parlait pas de nous, mais que dès que Tangui ou Depreux prenait la parole, c'était pour tenir un langage qui révoltait même leurs nouveaux amis.
Non, il faut, camarades, que vous démolissiez ça, d'autant plus que souvent on sait que pour beaucoup d'entre eux, trop de raisons humaines, et je n'en veux pas dire plus, l'emportent sur les raisons de principe !...

Dans la salle - Très bien !

Guy Mollet - ... D'autant plus que l'on sait que pour beaucoup d'entre eux, ils ne se sont aperçu qu'ils étaient en désaccord avec le 6 février, le 13 mai ou le référendum qu'après avoir quand même tenté au mois de novembre dernier de sauver un siège, au nom du Parti Socialiste SFIO !
(Applaudissements)
J'ai quand même plus d'estime pour celui qui n'a pas accepté de le faire !
Alors, je suis dur à l'intérieur du Parti, mais vous savez que c'est ma déformation, vous m'avez transformé en animal du Parti !
Jamais, voyez-vous, je n'ai pardonné la désertion !
Je pense à tel militant - laissez-moi mettre un nom de quelqu'un qui n'est pas de la métropole, - laissez-moi dire Senghor, j'ai été dur autant qu'il a été possible de l'être, parfois injuste, alors que je sais parfois être l'ami de l'homme d'un autre Parti. Je n'en veux jamais à l'homme d'un autre Parti qui ne pense pas comme nous, au contraire, je suis capable de devenir son ami quand je le trouve honnête ou quand je le vois se rapprocher de nous, cela peut faire un allié un

Fondation Jean Jaurès

homme d'un autre Parti, mais quand l'un des nôtres fait par nous, devenu quelqu'un ou quelque chose grâce à nous, se met à trahir, en votre nom, je deviens féroce.
Alors, je ne veux pas que vous confondiez l'attitude extérieure que j'ai, que je conserverai, de refus d'employer les mêmes arguments que les leurs, de refus de les déshabiller comme ils tentent de le faire à notre égard, de refus de montrer que certains non nantis ne se sont pas ennuyés, puisque c'est nous les nantis, parait-il, de refus de dire que plus on s'est personnellement enrichi plus on couvre ça derrière les gauchistes, avec l'attitude que j'aurai à l'intérieur du Parti, car là, vous me permettrez de déshabiller auprès des militants les hommes qui se prétendent donner des leçons de moralité aux hommes qui ne le méritent pas.
Le PSA nous a t-il fait mal ? Je dis non, dans certaines places, il nous a même fait du bien. Ils ont créé un réflexe d'auto-défense dans nos rangs souvent.
Si vous pouviez savoir combien au Secrétariat nous nous sommes fait eng... parce que nous ne leur répondions pas assez, les militants trouvaient que nous étions passifs face à cette offensive !
Ils ont aussi réanimé dans certains quartiers l'action ouvrière. On m'a fait souvent grief dans le Parti de je ne sais quelle hostilité aux intellectuels. Je suis obligé de me répéter, ce n'est pas vrai, le Parti n'est pas contre les intellectuels, il fait sa grandeur de l'apport qui lui a été fait par les plus grands savants, par les meilleurs génies, par les plus beaux penseurs, mais nous avons toujours constaté que ceux-là étaient des modestes, que plus ils sont grands, plus ils sont modestes, alors qu'au contraire, ce que nous dénonçons, ce sont les faux intellectuels, ce sont les gars qui ont besoin de le dire pour que ça se sache. Ce sont ces individus que Herriot - ce n'est pas un des nôtres, mais il avait parfois de bonnes formules - appelait les imbéciles instruits :
Une anecdote : à qui Herriot appliquait-il ce mot ? Je ne le savais pas, c'est Deixonne qui me l'a appris, à Garaudy à Albi même !
Garaudy ! Vous ne croyez pas que c'est savoureux d'apprendre par nos camarades de Lyon que Garaudy parlait avant-hier à la bourse du travail de Lyon pour y chanter la pensée de Jean-Jaurès ! Vous me direz : il y a longtemps qu'ils l'ont fait, c'est une escroquerie permanente, mais il est savoureux de savoir qu'il le faisait à côté de Daniel Mayer !
Vous croyez que ce n'est pas savoureux de penser que demain, cette semaine, la mémoire de Brossolette - vous savez ce que cela veut dire Brossolette pour ceux qui ont connu ses derniers moments et la position qu'il avait - va être chantée, côté à côte, par Duclos et Edouard Depreux, lors de la même réunion !
Vous ne croyez pas que ça ne manque pas de saveur ?
Vous croyez, les camarades du Nord, que ce n'est pas savoureux de voir l'Humanité, à l'occasion d'un scandale récent, évoquer le nom de Salengro en même temps que celui de Daniel Mayer et citer Gringoire au sujet de Salengro, en oubliant - ce que le pays commence à oublier - que l'accusation portée contre Salengro le fut par le journal l'Enchainé, l'organe de la fédération communiste du Nord, avant d'être repris par Gringoire !
Vous ne croyez pas que c'est savoureux tout cela ! Mais c'est leur condamnation

à ces gars du PSA !
Les Socialistes nous reviendront, les gens honnêtes reviendront.
Vous avez entendu Depreux tonner contre les communistes, il parle avec Duclos à Montreuil !
Vous avez entendu Gouin dans les réunions du groupe socialiste, au Parlement, nous emm... il n'y a pas d'autre mot, à chaque réunion avec 30, 40 pages écrites qu'il nous obligeait à entendre contre les Communistes... et vous le voyez faire maintenant des réunions communes avec les Communistes !
Ils sont condamnés ! Ils sont condamnés par cela, ils sont condamnés aussi par leur structure hétérogène !
Vous savez, quand il va falloir mettre d'accord Fourrier, Marty-Cabras, Weitz, Dechezelles, André Philip avec Mendès-France, avec Depreux, avec Savary, ils vont le faire facilement aussi longtemps qu'il s'agira seulement de dire du mal de nous, aussi longtemps qu'il s'agira d'être pour le non, aussi longtemps qu'ils resteront des disciples de Pierre Dac, entêtant pour tout ce qui est contre, contre tout ce qui est pour, mais à partir du jour où il faudra prendre des positions et même, plus prosaïquement, le jour où il faudra choisir entre eux les candidats - les camarades de la Seine savent à quoi je fais allusion - ils sont condamnés !
Mais pour autant, si je minimise ainsi, comme certains me l'ont reproché, le rôle qu'ils jouent, je ne veux pas minimiser le mal qu'ils nous font, car pour un copain qui s'en va, il y en a 5 qui baissent les bras.
Ce qu'ils ont fait comme mal chez nous, c'est que pendant un moment, ils ont réussi à créer du doute, à faire tomber le dynamisme du Parti, alors là est le mal,
Quels sont les remèdes ?
Les camarades nous disent : le remède, c'est une propagande mieux organisée. Alors, là, il faut qu'on s'y mette tous. Je ne veux pas plaider non coupable au nom du Comité directeur, du Bureau, du Secrétariat, il y a sûrement des erreurs, mais il faut vous dire que c'est affreusement difficile, c'est devenu très difficile. Ne citons que pour mémoire les difficultés d'ordre matériel qui sont grandes vous savez, d'ordre matériel et d'ordre financier.
Vous devez bien vous rendre compte que nous n'avons jamais eu le courage, dans le Parti, de fixer les cotisations à un taux qui puisse permettre au Parti de vivre sur les seules cotisations. Que certains d'entre vous s'amusent à faire le calcul de ce qu'était le taux de la cotisation il y a dix ans et de supposer une indexation sur le SMIG, ils s'apercevront combien nous sommes loin du compte !
Pendant longtemps, nous avons pallié cela grâce à l'effort, grand, que nous demandions à nos élus. Nous avons eu une certaine forme de scrutin aux dernières élections qui n'a pas été bénéfique pour nous et nous avons moins d'élus, dont des recettes moindres et les ressources de propagande se trouve amenuisées.
Pour la première fois cette année le projet de budget va faire ressortir plus de 50% de dépenses rien que pour le personnel. C'est un taux que nous n'atteignions plus depuis longtemps, et non pas tellement en raison d'une augmentation importante en nombre, mais du fait qu'il y a réduction des

cotisations de caractère parlementaire.
Il faut donc chercher une meilleure distribution.
J'ai entendu ici évoquer l'affiche. J'ai compris la réaction immédiate de Brutelle, parce qu'on en a rêvé de l'affiche, on a voulu la faire. Les camarades de la Seine qui ont vu les affiches du PSA annonçant une réunion à la mutualité savent que cela a coûté plus de 15 millions ! Rien qu'une affiche comme celle-là ! Il est vrai qu'ils manquaient de militants pour les coller et qu'ils ont dû les faire mettre par les organismes d'affichage !
Une affiche nationale, on ne peut pas s'en permettre une par an, nous ne pouvons pas, ce n'est pas possible.
Nous avons alors pensé à d'autres méthodes. Nous essaierons prochainement de les mettre en œuvre.
Une de ces méthodes consistera à vous demander d'acheter ces affiches ou bien de vous en soumettre les projets, les modèles différents entre lesquels vous choisirez et que vous ferez vous-mêmes, même s'il faut pour cela une certaine aide, avec une grande partie de vos ressources locales sur les imprimeries que vous pouvez avoir dans votre secteur.
Nous avons pensé aussi aux tracts, mais on ne peut pas les faire nationalement. On pourra vous envoyer les modèles et ils devront être faits sur le plan local.
Nous avons pensé à la propagande de bouche à oreille qui consisterait à habituer nos camarades à devenir les distributeurs d'un tract spécialisé.
Nous sommes en train de faire un très gros effort d'un groupement de nos organes de presse, mais là je veux rétablir la vérité.
Mérigonde a été injuste, involontairement, mais un peu injuste tout de même en parlant à plusieurs reprises de ces hebdomadaires qui bouillonnent...

Mérigonde - J'ai voulu parler du nouveau démocratie 59!

Guy Mollet - Ah bon ! J'y viens, mais tu dois avoir une drôle d'information, parce que je ne le sais pas encore, nous en sommes au numéro deux qui est d'hier ! Attendons une seconde pour connaître ce qu'il peut y avoir comme bouillonnage !
J'en dirai un mot, mais avant je veux citer nos journaux.
Nous avons toutes sortes de types de journaux. Qu'est-ce que nous avons ?
Quelques organes du Parti sur le plan fédéral. Tous, tous sont pauvres, il n'y en a pas un seul qui vit. Tous ces organes type fédéral ne vivent que par le sacrifice des militants de la fédération en question. On les entretient, autant qu'on peut, on les aide autant qu'on peut, certains sont couplés avec Popu-dimanche, mais on ne peut pas parler de bouillon là et c'est un effort qu'il faut continuer. Il faudrait même l'améliorer et partout où il pourra être fait des regroupements de 3, 4 fédérations, il faudra l'encourager.
Nous avons un deuxième type : les grands journaux quotidiens de province qui aident le Parti. Ils sont quelques-uns qui font du bon travail et dont on peut tout attendre.
Là c'est un vieux problème, une vieille controverse. Vous trouverez à la fois les

Fondation Jean Jaurès

camarades qui ont la responsabilité de ces journaux d'un côté, et de l'autre les militants qui trouvent que les journaux ne les servent pas assez.
Les uns ont le souci de maintenir l'outil et les autres pensent à la propagande et la propagande peut tuer l'outil, si bien que c'est un grave problème.
Nous avons enfin les journaux du Parti sur le plan national. Quels sont-ils ? Populaire quotidien.
Camarades, ils ne sont plus que 5 à faire le Populaire quotidien. C'est un véritable tour de force et au lieu de les critiquer on devrait leur tresser des couronnes !
A la condition de la lire, c'est l'organe politique, en France, qui a le plus grand contenu politique chaque jour. Vous pouvez faire la comparaison. Mais nous vivons un malheur, c'est que nos militants eux-mêmes ne lisent pas le Populaire. C'est quelque chose d'invraisemblable ! Que dis-je ? Des élus ne le lisent pas ! C'est invraisemblable.
Il y a un effort nouveau fait depuis quelques semaines. Etes-vous sûrs que vous avez tous lu le dernier papier de Leenhardt d'avant-hier ? Vous y auriez trouvé le fond de son intervention d'aujourd'hui. Mais j'ai constaté quantité de fois que nos camarades ne lisaient plus notre journal.
Il faut absolument faire un effort, car ce journal, tous les jours, vous apporte des positions du Parti sur les grands problèmes du jour.
Populaire dimanche, toutes les semaines, entre dans 40 000 familles socialistes, et il ne bouillonne pas à 10 exemplaires, puisqu'on ne le vend plus autrement que ferme.
Il n'est pas parfait, il y a des griefs que vous pouvez faire connaître, en réalité, il est souvent fort bon.
Il vient encore depuis ces quelques semaines de faire un effort, il va encore s'améliorer. Une récente décision qui vient d'être prise va faire qu'il comportera régulièrement le contenu de ce qui était distribué sous la forme du travailleur socialiste, c'est-à-dire qu'il va prendre un côté encore plus net sur le plan socialiste.
D'autres réformes peuvent être apportées, il faut les suggérer.
Mérigonde dit qu'il évoquait le dernier journal : démocratie 1959, je veux en parler ici très librement, car il ne s'agit pas d'un organe du Parti.
Il n'a de rapports avec le Parti que dans la mesure où les camarades qui appartiennent au conseil d'administration sont tous membres du Parti. Aucun d'entre eux n'entend s'en assurer la propriété matérielle, puisque nous avons tous signé à l'avance des cessions en blanc à nos éventuels successeurs, mais nous assurons sur ce journal le contrôle d'hommes du Parti, seulement il ne sera pas l'organe du Parti, il se veut être autre chose. Il se veut être l'organe du regroupement des gauches, c'est-à-dire de l'échange d'idées entre les hommes de gauche.
Son objectif, je l'ai défini dans la réponse que j'ai faite à l'enquête que j'avais moi-même posée : si nous essayons d'unir les hommes de gauche, les coopérateurs, les syndicats libres, etc. autour d'une table, pour leur demander : est-ce qu'on peut réunir la Gauche ? Ce n'est pas vrai, nous n'y arriverons pas, il

y aura des exclusives, des vetos...
Si, au contraire, on trouve une plateforme dans laquelle les hommes puissent écrire, nous avons eu des articles de quelques hommes politiques, nous avons eu un article de quelques hommes politiques, nous avons eu un article de la CFTC, une de FO, nous avons des camarades qui à l'intérieur de FO, des coopérateurs, des mutualistes, se penchent sur une certaine politique pour regrouper une partie des gauches, pour arriver à faire renoncer ces organismes-là à la tendance qu'ils ont, au pseudo refus de s'occuper de la chose publique, si nous arrivons à les faire parler, nous ferons constater à ces gens qu'il ait en France des possibilités d'accord sur des points de programme, sinon sur un programme.
Pour vous montrer si c'est éclectique, je vous dirai que le questionnaire a été envoyé à Mendès-France, Depreux, Savary, Philip, d'un bout jusques et y compris Edgar Faure de l'autre. Je ne dis pas que nous aurons des réponses de tous, c'est un autre problème, le problème n'est pas pour nous il est pour les intéressés.
Au sujet de ce journal, vous ne pouvez pas vous poser la question de savoir si au cas où il disparaîtrait les ressources dont il dispose pourraient être mises à la disposition du Parti, vous ne pouvez pas vous poser cette question, parce que je vous dis tout de suite : non. Les quelques ressources que nous avons pu trouver pour cela n'ont été mises à la disposition qu'à cette fin : essayer de faire en France un organe de regroupement de la Gauche et les amis sur qui nous aurions pu compter à ce moment-là, dont je peux vous dire que ce sont des amis socialistes dont personne n'aurait à rougir, ces amis-là, par ailleurs, ont aidé les organes du Parti autant qu'ils ont pu le faire, mais l'effort qu'ils ont fait pour ce journal n'aurait pas été reporté sur d'autres organes du Parti et il ne peut pas y avoir de rivalités, d'hostilité, de comparaisons, vous avez d'un côté les organes du Paris, et vous avez de l'autre celui-là. Mais nous nous sommes aperçu que loin de nuire l'un à l'autre, dès le premier numéro, ils se sont heureusement complétés.
Est-ce qu'on peut, en ce qui concerne la propagande, faire autre chose ?
Si vous avez des idées là-dessus, camarades, il faut nous les livrer, c'est un problème, je dois dire, qui dépasse la France. Il faut que nous trouvions des méthodes, il faudra peut-être même être ambitieux, et évoquer l'idée de voir un jour les partis de l'Internationale s'unir pour avoir le contrôle politique d'un poste de radio couvrant une large surface - je n'ose pas parler télévision, mais au moins radio - car les méthodes modernes de propagande vont mettre à la disposition des détenteurs de moyens modernes, dans les années qui viennent, tout ce qu'ils pourront désirer.
Depuis que le monde entre dans les foyers, les gens vont moins à l'extérieur et ce n'est pas vrai seulement pour nous ou pour les autres partis politiques, une région comme le Nord, qui est une région où la vie collective était d'une intensité considérable, où les moindres sociétés de musique étaient toutes vivantes, voit tout cela disparaitre.
L'introduction de la radio et surtout de la télévision - mille fois plus hélas que la radio - est en train de modifier tout.

Il faut donc penser à cela et à adapter nos méthodes de propagande à ces besoins nouveaux.
Vous voyez combien je me suis éloigné des grands problèmes et pourtant je veux y revenir avant de terminer.
Camarades, Jaquet nous a posé, dans un domaine, le problème qui va dominer la situation, à mon avis, des Partis Socialistes dans le monde à l'heure qu'il est, et je voudrais l'évoquer, non pas en reprenant Jaquet, mais en ajoutant une idée supplémentaire comme un motif à réflexion, parce que c'est une idée qui me trouble depuis des semaines et des semaines et à laquelle, personnellement, je n'ai pas encore apporté une réponse qui ma satisfasse.
C'est d'ailleurs le vieux problème que l'on s'est toujours posé, à savoir si les réformistes mènent à la révolution?
Et je m'explique : j'ai depuis quelque temps le sentiment qu'à l'intérieur de chacune de nos nations, d'abord, puis même dans le concert mondial des rapports entre les nations nanties, les nations évoluées et les nations sous-développées nous risquons, nous, les démocrates, et surtout les démocrates socialistes, d'être vaincus par nos victoires.
Voilà ce que je veux dire :
Si nous prenons l'intérieur d'une nation, la nôtre, celle qu'on connait le mieux, la France, que nous nous demandions comme le faisait Francis Leenhardt dans une boutade ce matin, ce que l'on proposait comme slogan, comme thème révolutionnaire, il y a cinquante ans, à nos pères, et qu'on évoque comme il le faisait tout le travail des enfants, soit le raccourcissement de la durée de travail, soit les congés payés, etc. on s'aperçoit que tout cela est fait.
On s'aperçoit en même temps qu'au fur et à mesure où l'on progresse, au fur et à mesure où la réforme améliore la condition ouvrière, une fraction importante de cette partie ouvrière se transforme en conservatrice de ce qu'elle a acquis.
Un camarade britannique me disait hier que dans l'industrie automobile, on avait pris les gars qui travaillent dans les fours et qui étaient Labour, votaient Labour sans hésitations et depuis toujours. Ils vivaient là, mal logés, sans confort. On a créé des cités modernes, ils ont leur voiture, il y a une sorte d'américanisation dans cette branche de l'industrie anglaise et l'ensemble des cités nouvelles a voté Conservateur ! Comme s'il y avait une sorte de mépris à l'égard du passé de leur part, comme s'ils avaient voulu se décrocher d'un passé avec lequel ils ne voulaient plus conserver de liens !
Un autre exemple, français celui-là : nous avons des problèmes - pas seulement des problèmes de Partis - dans l'éducation nationale ; nous avons des problèmes chez les instituteurs, et nous en aurons d'ici quelques années.
Nous verrons peu à peu disparaitre le militant type que nous avons connu, celui qui a fait la République, celui qui a bâti le Parti Socialiste.
Et nous le verrons disparaitre pourquoi ?
Nous en garderons, car il y a des gens, des jeunes qui ont la tripe socialiste, la tripe révolutionnaire ou simplement républicaine, mais il y a une menace qui tient à ceci, c'est que grâce à l'effort des Socialistes, des démocrates, des républicains, il devient aujourd'hui plus facile que ce n'était autrefois aux

Fondation Jean Jaurès

meilleurs de la classe ouvrière d'aller au-delà de la fonction d'instituteur, il est possible de devenir professeur, ingénieur, il est possible de monter au-dessus de ça.
Avant, toute l'élite de la classe ouvrière s'arrêtait à un certain niveau et nous donnait des cadres formidables dans notre enseignement primaire ; aujourd'hui, une partie de cette élite va aller plus loin, plus haut et nous aurons le problème du contact, dans chaque village, entre celui qui est là, qui va perdre peu à peu une partie de son autorité, qui va perdre une partie du crédit qu'il avait et les masses. Nous risquons même, dans l'enseignement, de voir la disparition des mâles, des hommes dans la fonction primaire et d'y voir venir à leur place des camarades femmes. Ce n'est pas cette différence qui m'effraie - personne ne me fera l'injure de le penser - mais ces camarades femmes n'auront plus le même esprit, elles y seront avec la préoccupation du salaire de complément à trouver pour le foyer et pas autre chose.
Nous aurons toutes sortes de problèmes de ce type à nous poser à l'intérieur de nos nations.
Or, peu à peu, les réformes que nous introduisons, si elles ne sont pas complétées parallèlement par une éducation à côté pour montrer que les améliorations n'ont rien à f... avec la révolution, nous risquons de voir ces gens-là peu à peu devenir des Conservateurs au sens vrai du mot, c'est-à-dire gardant pour eux purement et simplement ce qu'ils ont acquis.
Et ce qui est vrai à l'intérieur des peuples l'est à l'intérieur des nations. J'ai le sentiment que dans les années qui viennent, nous avons un grand risque, celui qu'évoquaient Leenhardt et Jaquet, celui que dans la course au bonheur on voit uniquement les capitalistes opposés sous leur forme bête au totalitarisme stalinien planificateur, et il y a même une autre manière de voir le problème qui ne contredit pas mais complète, c'est le risque de voir ces pays dits libres, où en tout cas l'essentiel de la liberté, des libertés est préservé, s'endormir dans les noces de Gapoue, c'est-à-dire d'avoir des pays nantis, des pays améliorés, enrichis - je sais qu'il reste de la misère et de l'injustice sociale - où la majorité vivra assez heureuse et ces pays-là ne jamais avoir le même dynamisme que les pays pauvres, le pays dont la majorité des gens est pauvre.
C'est une autre manière de poser le problème qui, d'ailleurs, porte aussi bien sur les pays sous-développés d'Afrique, d'Asie que sur les pays du monde totalitaire communiste ; il y aura toujours plus de dynamisme là où on est malheureux, brimé, soit en tant qu'individus, soit en tant que peuple qu'il n'y en aura dans les pays enrichis.
Pensez au problème laïque que je n'évoque que sous cet aspect, regardez comme l'instituteur du Morbihan, du Nord de la Vendée et beaucoup plus un militant dans ce domaine que celui d'un département où le problème cesse un peu de se poser comme dans telle de nos régions où il n'y a plus de conflit. On se bat d'autant mieux qu'on a la conscience du risque, du danger, la conscience de la misère.
J'ai l'impression qu'à l'intérieur de nos peuples, la réforme risque d'endormir et qu'entre les nations, l'enrichissement risque d'endormir, si nous ne réussissons

pas, et cela devrait être l'œuvre essentielle à laquelle il faut convier, à côté des Socialistes, tous les démocrates à faire prendre conscience à la jeunesse de deux idées fondamentales,
La première, c'est que cette jeunesse devrait pouvoir compter sur nous pour être efficace, oui elle a un souci d'efficacité la jeunesse, il n'y a pas de question. Il ne suffit pas de lui prouver que l'on a eu raison, il ne suffit pas de lui rappeler que grâce à nos efforts on lui a obtenu ceci ou cela, permettez-moi la trivialité du propos, elle s'en fout. Ce qu'elle attend de nous, c'est que nous lui montrions que nous pouvons la mener vers mieux, que nous sommes efficaces.
C'est un vieux problème que celui de l'efficacité pour les partis démocratiques, car il est certain que les partis totalitaires, dans ce domaine, vont plus vite que les régimes démocratiques.
La deuxième, et c'est le plus dur, c'est un véritable sujet sur lequel il faut vraiment que nous fassions fonctionner nos méninges tous, c'est celui qui domine tout, il faut que nous fassions prendre conscience aux hommes de notre génération, de la nouvelle génération, de la signification de la liberté. Cela, ça fout le camp !
Tout le monde a conscience de la signification de l'égalité. Ils se rendent tous compte de ce que ça peut devenir. Ils sont tous devenus égalitaristes, ils ont envie de créer quelque chose de bien. Pensez au problème de nos jeunes officiers, les gars qui sont en Algérie, ce sont des égalitaristes, on a le tort de les considérer comme de purs fascistes, ce n'est pas vrai, ils sont plus prêts à casser du pied noir qu'ils le sont à l'égard des ennemis musulmans et quelquefois ils ont plus d'estime pour les Musulmans que pour les pieds noirs qui ne pensent qu'à garder les privilèges.
Notre jeunesse cherche le meilleur moyen pour arriver à la disparition de l'injustice et la notion de la liberté est disparue, par contre. Il n'est plus de soucis de défendre la liberté que dans les pays qui en ont été privés.
Si vous parlez à des réfugiés polonais, hongrois, tchèques, et autres, de ce qu'est l'essentiel du combat, ils vous diront : c'est de recouvrer la liberté. Mais si vous en parlez même à des Français, le mot a perdu toute signification. Et c'est grave, parce qu'il n'y a pas tellement longtemps qu'on l'a recouvrée, on en a été privé un certain temps, eh bien, pourtant, le mot a perdu toute signification.
Et là, il y a un véritable travail d'éducation à faire auprès des jeunes, à condition que nous leur montrions qu'il ne s'agit pas seulement des vérités théoriques essentielles, que la liberté économique a autant de valeur, de signification que l'égalité dont ils rêvent.
Je crois qu'il y a là un thème. L'Internationale l'a un peu évoqué, elle s'est placée sur un plan que je ne crois pas bon, elle s'est posée la question du recul électoral, mais j'ai peur que si c'est comme ça qu'elle voit le problème, on va apporter des solutions semblables à celles que Leenhardt dénonçait, celles que le Parti Socialiste allemand veut adopter, car si l'on n'a que le souci électoral, on refera la faute des Anglais, des Allemands, on va se demander comment gagner ces classes moyennes ; pour les gagner, on va trouver le moyen purement et simplement de se différencier le moins possible des partis qui gagnent. Alors, ça

gagne les élections suivantes, et ce n'est pas sûr, mais ça perd la bataille dont je viens de parler entre les pays démocratiques et les pays totalitaires.
Camarades, voyez-vous, si nous pouvions, de temps en temps, faire ce travail qui vient d'être fait en trente-six heures, travail étonnant, excellent, dans lequel j'ai trouvé un véritable réconfort, du fait même du contenu de la plupart des interventions, d'abord ce serait plus profitable que de se demander ceux qui avaient raison, il y a dix-huit mois ou un an, ensuite ça nous amènerait peut-être à définir enfin des positions, non pas repensant le Socialisme, mais le pensant en termes modernes.
Et cela, alors, c'est un combat qui vaudrait la peine d'être mené. (Applaudissements)

Georges Brutelle - Je voudrais d'abord vous proposer la liste des membres de la Commission des résolutions :
Pineau - Gazier - Leenhardt - Augustin Laurent – Cassagne - Jaquet - Fuzier - Bidet - Lamousse - Irma Rappuzi - Deixonne -Piquet - Horning - Begara - Guille - Levindret - Letrain - Ozana - Comte - Champeix - Léon Boutbien - Faraud - Piette - Giraud - Mérigonde - Muller - Dardel - Weil-Raynal - Grieff.

Le président - Il est plus de 2h nous vous proposons que la réunion de la Commission des résolutions ait lieu à 16h et le Conseil national à 17h pour entendre la conclusion des travaux et ratifier.
Pas d'observations ?
...
Adopté.

PARTI SOCIALISTE - SFIO
Conseil national des 7 et 8 novembre 1959
Puteaux

Séance du dimanche 8 novembre 1959 (après- midi)

La séance est ouverte sous la présidence de Maurice Deixonne. Assesseurs : Barrat (Calvados), Paléon-Tolacci (Haute Savoie), Tronche (Allier).

Le président (Maurice Deixonne)
La séance est ouverte. La parole est à notre camarade Brutelle, pour rapporter le texte issu de la Commission des résolutions.

Georges Brutelle
Avant d'en venir au texte, je dois signaler au Conseil national que la proposition a été faite à la Commission des résolutions de voter des félicitations à Phillip-Noël Baker pour son Prix Nobel de la paix.
(Applaudissements)

Coll. Fondation Jean Jaurès

Des propositions ont été également faites en vue d'adresser les félicitations du Parti à nos camarades du Mappai pour leur succès aux élections en Israël.
(Applaudissements)
Je ne proposerai pas de texte de félicitations au Congrès car, au nom du Parti tout entier, les félicitations avaient déjà été adressées à l'un et aux autres par notre Secrétaire général dès le résultat des élections et dès l'attribution du prix à Phillip-Noël Baker.
Par ailleurs, notre camarade Jaquet proposait la Commission que le Parti recherchât les moyens de s'associer très activement, en faisant même l'enquête pour son compte, à l'enquête décidée par l'Internationale socialiste sur l'adaptation de l'action socialiste aux nécessités du monde moderne. Il a été entendu que ce souhait serait transmis au Comité directeur et au Bureau du Parti, qui rechercheront les moyens de le mettre en œuvre.
J'en viens maintenant à notre résolution. Je ne dirai qu'un mot de commentaires, c'est que nous devons nous féliciter des conditions dans lesquelles s'est déroulée la discussion, du parfait état d'esprit qui a régné entre les camarades et de l'effort fait par chacun pour que nous puissions venir devant vous avec une résolution unanime, résolution unanime qui signifie, bien sûr, que les camarades qui étaient en désaccord avec la majorité du Parti au dernier Congrès ne reviennent pas sur leur position mais que, se situant dans le cadre des décisions de notre dernier Congrès, ces camarades pensent qu'ils peuvent se rallier au texte qui vous est aujourd'hui proposé et qui respecte ce qui se trouve dans la ligne de ces décisions, qui ne comporte pas d'innovations.
La première partie du texte que je vais vous lire comporte essentiellement les quitus donnés au Comité directeur et au groupe parlementaire. La seconde partie a trait à la politique économique et financier, et la troisième, à l'Algérie. Nous n'avons pas abordé d'autre problème. Je rappelle pourquoi : nous sommes un Conseil national de contrôle. Nous avons avant tout à donner quitus. Nous n'avons pas à légiférer ; nous n'avons pas à innover. Il s'agit simplement de profiter de cette réunion pour que, sur des faits tout à fait actuels, la position du Parti soit à nouveau réaffirmée, connue dans la presse et réaffirmée à la lueur de l'actualité. Je vous donne donc lecture du texte en entier.
"Le Conseil national, réuni le 8 novembre à Puteaux, approuve la façon dont les organismes directeurs du Parti ont appliqué les décisions du cinquante et unième Congrès. Il adresse ses félicitations aux parlementaires pour la lutte menée contre la réaction, en particulier au cours des débats fiscal et budgétaire.
La réforme fiscale fournissait au gouvernement Debré l'occasion d'atténuer la poussée des prix en réduisant les taxes sur la consommation, et de remédier à la dégradation du pouvoir d'achat en allégeant la part excessive des salariés dans la surtaxe progressive. Le gouvernement a, au contraire, aggravé l'injustice fiscale et la majorité a repoussé les amendements Tony Larue et Francis Leenhardt qui tendaient à la corriger.
Le projet de budget escompte pour l'an prochain une reprise sensible de l'expansion, mais il n'en prévoit pas les moyens. Les investissements sont insuffisants pour préparer l'avenir, et notamment pour faire face à la montée des

jeunes.
Ce projet prévoit une augmentation de la consommation des particuliers de 4,5%, mais il limite à 2% le rajustement des rémunérations de la fonction publique.
Le gouvernement ne voit de risque inflationniste que dans les augmentations de salaires, et ne freine que celles-ci, tandis que les rémunérations des autres catégories sociales suivent librement la progression des prix et représentent la moitié du revenu national.
Son action contre la vie chère est lente, hésitante, empêtrée dans la doctrine libérale du profit et de la non intervention qui, tant de fois déjà, a coûté cher à la monnaie. Elle réserve sa sévérité aux salariés et aux paysans.
Le problème algérien continue de dominer la politique française. Il est nécessaire de parvenir rapidement à la fin des combats.
Le Conseil national approuve le communiqué du Comité directeur, se félicitant de l'orientation générale de la déclaration du 16 septembre, qui constitue une importante contribution à la cause de la paix.
Il approuve également la position prise par le Comité directeur à propos de la déclaration du FLN.
Les deux parties ayant manifesté leur accord sur le principe de l'autodétermination et ayant accepté le recours au suffrage universel pour parvenir au règlement définitif, un espoir est né.
Il importe désormais que les pourparlers s'engagent sur les conditions du cessez-le-feu.
Le Parti Socialiste a toujours affirmé que de tels pourparlers ne sauraient porter sur la solution politique, solution qui doit être discutée avec tous les représentants qualifiés de la population algérienne, sans aucune exclusive.
Mais les conditions du cessez-le-feu, qui ne doivent pas être confondues avec l'exigence d'une capitulation, ne peuvent être uniquement faites de garanties militaires. Ces conditions du retour à la liberté peuvent et doivent se discuter. La France doit se montrer prête à le faire afin de favoriser l'ouverture du dialogue sur les garanties réciproques susceptibles de mettre fin aux combats et de permettre, dans une phase ultérieure, la libre consultation.
L'esprit de certains commentaires interprétatifs faits récemment par des personnalités officielles civiles et militaires, est incompatible avec la politique définie le 16 septembre.
L'application de cette politique suppose encore que soient brisées sans faiblesse toutes les entreprises des adversaires de la paix en Algérie et des factieux de toute appartenance, dont les agissements mettent en cause 1'ordre républicain."

Le président - Je suis saisi d'une demande d'amendement par Christian Pineau.
Christian, tu as la parole.

Christian Pineau

Camarades, je vais d'abord lire l'amendement, je le commenterai ensuite très brièvement.

Fondation Jean-Jaurès

"Le Conseil national invite le Comité directeur et le groupe parlementaire à renforcer et à faire connaître le caractère de l'opposition socialiste, afin d'éviter toute confusion dans l'esprit de la population française."
Cet amendement peut paraître très extérieur au texte qui vous a été lu. Ce texte comprend deux parties ; l'une qui concerne les problèmes de fond, la politique économique et financière, sur laquelle nous sommes totalement d'accord ; l'Algérie, sur laquelle nous sommes également d'accord, nos camarades, de part et d'autre, ayant fait un effort de synthèse. Il reste un seul problème, c'est l'approbation donnée au groupe parlementaire et aux organismes centraux du Parti.
Mais nous ne voulons pas refaire ici une discussion sur ce qui a déjà été fait et décidé au Congrès. Au prochain Congrès, nous aurons l'occasion, les sections ayant été consultées, de reprendre la discussion sur le caractère même de l'opposition socialiste. Mais je voulais simplement indiquer - et c'est le but de mon intervention - que nous sommes prêts à admettre, parce que c'est vrai, que nos camarades du groupe parlementaire, du Comité directeur et du Bureau du Parti appartenant à la majorité ont loyalement et courageusement appliqué les décisions du Congrès. Nous nous associons donc au quitus qui leur est donné.
Mais nous tenons à préciser que cela ne veut pas dire pour autant - et d'ailleurs, loyalement, Brutelle l'a fait observer tout à l'heure - que nous renonçons à un certain nombre des positions qui sont les nôtres. C'est cette précision que je voulais apporter à la tribune et, pour qu'il n'y ait aucune équivoque sur leur nature, je retire cet amendement.
(Applaudissements)

Le président - Brutelle a la parole.

Georges Brutelle - Je n'ai pas besoin de répondre à Christian Pineau puisqu'il a retiré son amendement, et je n'ai pas besoin d'y répondre non plus puisqu'en définitive, je crois que j'y avais répondu par avance en disant dans quel esprit les camarades de la minorité avaient accepté de se joindre à la majorité pour l'adoption de ce texte.
Je reviens seulement à la tribune pour vous signaler une modification qui nous est à l'instant suggérée à notre texte, modification qui n'est pas tout à fait de détail mais ne soulèvera pas de difficulté.
Dans la partie consacrée aux questions économiques, nous disions, en ce qui concerne l'action du gouvernement : "Elle réserve sa sévérité aux salariés et aux paysans." La modification qui est proposée est la suivante : "Elle réserve sa sévérité aux vieux, aux pensionnés, aux salariés et aux paysans."
(Applaudissements)

Le président - Mes chers camarades, la tâche du président est maintenant simplifiée. Je vais vous consulter sur l'adoption du texte rapporté par Georges Brutelle.
Que ceux qui en sont partisans veuillent bien lever leur mandat.

Fondation Jean Jaurès

...
Avis contraire ?
...
Abstentions ?
...
Le texte est donc adopté à l'unanimité moins deux abstentions par le Conseil national.
Il reste à votre président à vous remercier de ce vote massif qui témoigne, de façon éclatante, à ceux qui feindraient d'en douter la solidité de la vieille maison.
La séance est levée.

Coll. Fondation Jean-Jaurès